

**MÉTROPOLE  
D'AIX-MARSEILLE  
PROVENCE**

## **RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS**

Date de Publication : 18/10/2016

N° : 2016/13

# **SOMMAIRE**

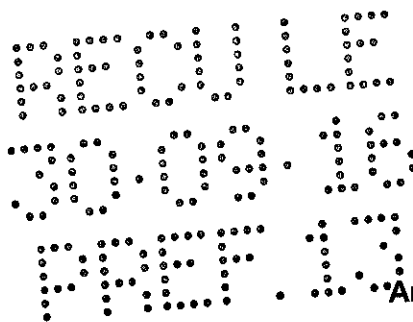
 **Arrêtés**

Page 3/87

 **Décisions**

Page 88/250

**ARRÊTÉS**



**Le Président**  
Ancien Ministre  
Maire de Marseille  
Vice-Président du Sénat

**VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence
- L'élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin en qualité de Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, le 17 Mars 2016 ;
- L'arrêté DRH-2015-4114 du 16 mars 2015 portant nomination de Monsieur Jean-Philippe HANFF en qualité de Directeur Général Adjoint Développement Economique ;

**ARRETE**

**Article 1 :**

Délégation de signature est donnée, sous ma surveillance et ma responsabilité, à Monsieur Jean-Philippe HANFF, à l'effet de signer les pièces et documents ci-après énumérés relevant strictement des missions qui lui sont confiées au sein de la Direction Générale Adjointe placée sous sa responsabilité :

- courriers aux administrés liés à la gestion des dossiers ;
- ordres de missions et états de frais concernant les agents en fonction à la Direction Générale Adjointe relatifs à des déplacements sur le territoire national ;
- autorisations d'absences et de congés accordés aux agents placés directement sous son autorité ;
- inscriptions des agents à des actions de formation et conventions de stage ;
- rapport d'analyse des offres dans le cadre de diverses procédures.

**Article 2 :**

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jean-Philippe HANFF, la délégation de signature définie à l'article 1 est donnée à :

- Monsieur Olivier LATIL D'ALBERTAS, Directeur de la Compétitivité du territoire ;
- En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Olivier LATIL D'ALBERTAS, à Monsieur Nicolas REGRIGNY, Directeur de l'Attractivité et de la Promotion Internationale.

**Article 3 :**

Conformément à l'article R 421-5 du Code de Justice Administrative, le présent acte pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Marseille dans un délai de deux mois à compter sa publication.

**Article 4 :**

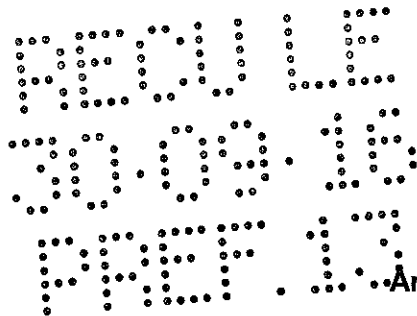
Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 30 SEP. 2016



**Le Président,**

**Signé : Jean-Claude GAUDIN**



**VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence
- L'élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin en qualité de Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, le 17 Mars 2016 ;
- L'arrêté DRH-2015-55 du 5 janvier 2015 portant délégation à Monsieur Vincent BONNAFOUX en qualité de Directeur Général Adjoint Développement Ressources;

**ARRETE**

**Article 1 :**

Délégation de signature est donnée, sous ma surveillance et ma responsabilité, à Monsieur Vincent BONNAFOUX, à l'effet de signer les pièces et documents ci-après énumérés relevant strictement des missions qui lui sont confiées au sein de la Direction Générale Adjointe placée sous sa responsabilité :

- courriers aux administrés liés à la gestion des dossiers ;
- ordres de missions et états de frais concernant les agents en fonction à la Direction Générale Adjointe relatifs à des déplacements sur le territoire national ;
- autorisations d'absences et de congés accordés aux agents placés directement sous son autorité ;

## **Article 2 :**

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Vincent BONNAFOUX, la délégation de signature est donnée à :

- Madame Mireille SCHEMBRI, Directeur des Ressources Humaines pour ce qui relève des Ressources Humaines, et en cas d'absence ou d'empêchement de Madame Mireille SCHEMBRI, à Madame Cécile VAREILLES, Directeur Adjoint de la Gestion de la Santé, des Carrières et de la Rémunération ainsi qu'à Madame Claude PELASSY, Directeur Adjoint de l'Emploi, des Compétences et de la Formation ;
- Monsieur Eric METRAL-BOFFOD, Directeur des Systèmes d'Information pour ce qui relève des systèmes d'information, et en cas d'absence ou d'empêchement de celui-ci, à Monsieur Marc CHAMAYOU, Directeur Adjoint des Systèmes d'Information ;
- Madame Corinne MICHEL, Directeur des Services Généraux, pour tout ce qui relève des Services Généraux, et en cas d'absence ou d'empêchement de celle-ci, à Madame Marie-Christine DE PALMA, Directeur Adjoint des Ressources ;
- Monsieur Lionel ROSSI, Directeur Adjoint des Finances, pour ce qui relève des finances, et en cas d'absence ou d'empêchement de celui-ci à Madame Christel PARDIGON, Chef de Service Exécution Budgétaire et Contrôle à la Direction des Finances.

## **Article 3 :**

Conformément à l'article R 421-5 du Code de Justice Administrative, le présent acte pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Marseille dans un délai de deux mois à compter sa publication.

## **Article 4 :**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 30 SEP. 2016



**Le Président,**

**Signé : Jean-Claude GAUDIN**

**Le Président**  
Ancien Ministre  
Maire de Marseille  
Vice-Président du Sénat

**VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- Le Règlement des Emplacements Publics de la Ville de Marseille résultant de l'arrêté n° 89/016/SG du 19 janvier 1989 ;
- Le Règlement sanitaire départemental des Bouches-du-Rhône ;
- Le règlement de voirie du territoire composé des communes d'Allauch, Carnoux-en-Provence, Carry-le-Rouet, Cassis, Ceyreste, Châteauneuf-les-Martigues, Ensues-la-Redonne, Gémenos, Gignac-la-Nerthe, La Ciotat, Le Rove, Marignane, Marseille, Plan-de-Cuques, Roquefort-la-Bédoule, Saint-Victoret, Sausset-les-Pins, Septèmes-les-Vallons ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République
- L'élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin en qualité de Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, le 17 Mars 2016.

**CONSIDÉRANT**

La demande de la SAS « La Sartine », domiciliée 2 rue Louis MAUREL 13006 Marseille, représentée par Madame Marion CHAPPE épouse SAMBRONI en tant que Présidente, Née le 17 février 1984 à Marseille (13)

En vue d'occuper un emplacement public à l'adresse suivante :  
4 Quai du Port 13002 Marseille  
RCS Marseille n° 819 652 983  
N° SIRET : 819 652 983 00019.

**ARRETE**

**Article 1 :**

La SAS « La Sartine » représentée par Madame Marion CHAPPE épouse SAMBRONI, en qualité de Présidente, est autorisée à occuper le domaine public au droit de son établissement dénommé « La Sartine » sis 4 Quai du Port 13002 Marseille et d'y installer :



Une terrasse permanente simple contre le commerce dont les dimensions sont :

Façade : 3,5 m, saillie : 6 m, surface : 21 m<sup>2</sup>

Sur laquelle seront implantés 4 parasols.

Les dispositifs devront être maintenus en permanence en parfait état de propreté. Le mobilier sera de bonne qualité conformément à la Charte des Terrasses du Vieux-Port.

**Article 2 :**

La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable. L'Administration pourra toujours la modifier ou l'abroger si l'intérêt public l'exige.

**Article 3 :**

La présente autorisation est personnelle. Toute cession ou sous location est interdite. Tout manquement à cette règle entraînera l'abrogation de l'autorisation.

**Article 4 :**

Le bénéficiaire est tenu d'acquitter la redevance d'occupation du domaine public suivant les droits fixés par le tarif en vigueur, payable en une seule fois et d'avance. En cas de carence de sa part, l'autorisation sera immédiatement abrogée.

**Article 5 :**

Le bénéficiaire de l'autorisation pourra mettre fin de son plein gré à l'autorisation dont il bénéficie par lettre recommandée avec accusé de réception à la Métropole Aix-Marseille-Provence qui abrogera la présente autorisation.

Il sera ainsi dégagé des obligations du présent arrêté sans pour autant pouvoir prétendre à indemnité.

**Article 6 :**

Les droits des tiers et ceux de l'administration sont réservés.

**Article 7 :**

Le bénéficiaire s'engage à se conformer rigoureusement aux lois et règlements en vigueur, notamment en ce qui concerne la sécurité, l'hygiène publique et, le cas échéant, le code du travail pendant toute la durée de l'occupation.

**Article 8 :**

La terrasse et ses abords immédiats devront être tenus en état constant de propreté. Aucun écoulement des eaux usées ne sera toléré dans le caniveau ou en dehors du réseau adéquat.

**Article 9 :**

Dans la mesure du possible, le matériel des terrasses devra être rentré à l'intérieur de l'établissement à chaque fermeture.

**Article 10 :**

Le titulaire de l'autorisation devra souscrire les assurances nécessaires pour couvrir tous les risques qui pourraient survenir du fait de l'occupation autorisée.

Une attestation d'assurance devra être transmise chaque année à la Direction de la Valorisation du Domaine Public et des Affaires Générales de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

**Article 11 :**

Cette autorisation est consentie pour une période d'un an à l'issue de laquelle elle sera reconductible tacitement, dans la limite de 3 ans, sauf abrogation, dans les conditions et règlements définis par le présent arrêté.

**Article 12 :**

Seront considérées comme infractions, toutes occupations du domaine public sans autorisation ou contraires aux lois ou règlements en vigueur.

**Article 13 :**

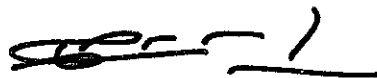
Tout manquement aux règles énoncées dans le présent arrêté entraînera l'abrogation de l'autorisation, après mise en demeure restée infructueuse dans un délai raisonnable, sans droit à indemnité.

**Article 14 :**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

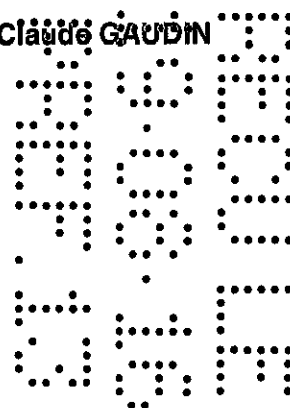
Fait à Marseille, le

19 AOUT 2016



**Le Président,**

**Signé : Jean-Claude GAUDIN**



**Le Président**  
Ancien Ministre  
Maire de Marseille  
Vice-Président du Sénat

**VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- Le Règlement des Emplacements Publics de la Ville de Marseille résultant de l'arrêté n° 89/016/SG du 19 janvier 1989 ;
- Le Règlement sanitaire départemental des Bouches-du-Rhône ;
- Le règlement de voirie du territoire composé des communes d'Allauch, Carnoux-en-Provence, Carry-le-Rouet, Cassis, Ceyreste, Châteauneuf-les-Martigues, Ensues-la-Redonne, Gémenos, Gignac-la-Nerthe, La Ciotat, Le Rove, Marignane, Marseille, Plan-de-Cuques, Roquefort-la-Bédoule, Saint-Victoret, Sausset-les-Pins, Septèmes-les-Vallons ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République
- L'élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin en qualité de Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, le 17 Mars 2016 ;

**CONSIDÉRANT**

La fin des travaux de réaménagement urbain du Vieux-Port Quai de Rive Neuve (deuxième phase) au 1<sup>er</sup> juillet 2016.

La demande de la SAS ROYAL SCANDINAVIA HOTEL MARSEILLE représentée par Monsieur Olivier HARNISCH en tant que Président,  
Né le 05 mars 1963 à RABAT (Maroc)  
Domiciliée 38/40 Quai de Rive Neuve 13007 Marseille

En vue d'occuper un emplacement public à l'adresse suivante :  
38/40 Quai de Rive Neuve 13007 Marseille  
RCS Marseille n° 440 985 943.

**ARRETE**

**Article 1 :**

Cet arrêté remplace et annule l'arrêté n° 16/319/CM du 03 juin 2016.

**Article 2 :**

La SAS ROYAL SCANDINAVIA HOTEL MARSEILLE représentée par Monsieur Olivier HARNISCH en tant que Président, est autorisée à occuper le domaine public au droit de son établissement dénommé « Hôtel RADISSON » sis 38/40 Quai de Rive Neuve 13007 Marseille et d'y installer :

Une terrasse permanente délimitée sans scellement, contre l'établissement, dont les dimensions sont :

Côté gauche : Façade : 24 m                      Saillie/Largeur : 4,79 m      soit une surface de : 115 m<sup>2</sup>

sur laquelle seront implantés : 8 parasols scellés au sol.

Une deuxième terrasse permanente délimitée sans scellement contre l'établissement, dont les dimensions sont :

Côté droit : Façade : 6 m                      Saillie/Largeur : 5 m                      soit une surface de : 30 m<sup>2</sup>.

Sur laquelle seront implantés 2 parasols scellés au sol.

Soit une surface totale de 145 m<sup>2</sup>.

Les dispositifs devront être maintenus en permanence en parfait état de propreté. Le mobilier sera de bonne qualité conformément à la Charte des Terrasses du Vieux-Port.

**Article 3 :**

La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable. L'Administration pourra toujours la modifier ou l'abroger si l'intérêt public l'exige.

**Article 4 :**

La présente autorisation est personnelle. Toute cession ou sous location est interdite. Tout manquement à cette règle entraînera l'abrogation de l'autorisation.

**Article 5 :**

Le bénéficiaire est tenu d'acquitter la redevance d'occupation du domaine public suivant les droits fixés par le tarif en vigueur, payable en une seule fois et d'avance. En cas de carence de sa part, l'autorisation sera immédiatement abrogée.

**Article 6 :**

Le bénéficiaire de l'autorisation pourra mettre fin de son plein gré à l'autorisation dont il bénéficie par lettre recommandée avec accusé de réception à la Métropole Aix-Marseille-Provence qui abrogera la présente autorisation.

Il sera ainsi dégagé des obligations du présent arrêté sans pour autant pouvoir prétendre à indemnité.

**Article 7 :**

Les droits des tiers et ceux de l'administration sont réservés.

**Article 8 :**

Le bénéficiaire s'engage à se conformer rigoureusement aux lois et règlements en vigueur, notamment en ce qui concerne la sécurité, l'hygiène publique et, le cas échéant, le code du travail pendant toute la durée de l'occupation.

**Article 9 :**

La terrasse et ses abords immédiats devront être tenus en état constant de propreté. Aucun

écoulement des eaux usées ne sera toléré dans le caniveau ou en dehors du réseau adéquat.

**Article 10 :**

Dans la mesure du possible, le matériel des terrasses devra être rentré à l'intérieur de l'établissement à chaque fermeture.

**Article 11 :**

Le titulaire de l'autorisation devra souscrire les assurances nécessaires pour couvrir tous les risques qui pourraient survenir du fait de l'occupation autorisée.

Une attestation d'assurance devra être transmise chaque année à la Direction de la Valorisation du Domaine Public et des Affaires Générales de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

**Article 12 :**

Cette autorisation est consentie pour une période d'un an à l'issue de laquelle elle sera reconductible tacitement, dans la limite de 3 ans, sauf abrogation, dans les conditions et règlements définis par le présent arrêté.

**Article 13 :**

Seront considérées comme infractions, toutes occupations du domaine public sans autorisation ou contraires aux lois ou règlements en vigueur.

**Article 14 :**

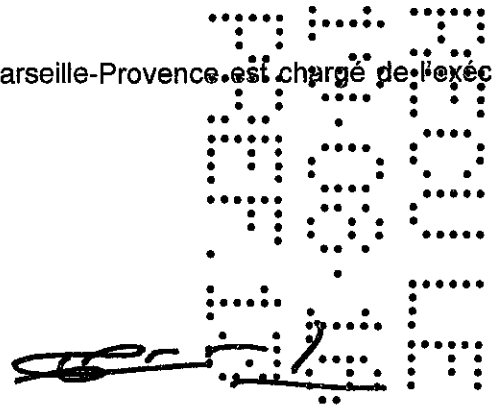
Tout manquement aux règles énoncées dans le présent arrêté entraînera l'abrogation de l'autorisation, après mise en demeure restée infructueuse dans un délai raisonnable, sans droit à indemnité.

**Article 15 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le

19 AOUT 2016



**Le Président,**

**Signé : Jean-Claude GAUDIN**

**Le Président**  
Ancien Ministre  
Maire de Marseille  
Vice-Président du Sénat

**VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- Le Règlement général des Emplacements Publics de la Ville de Marseille, résultant de l'arrêté n° 89/016/SG du 19 janvier 1989 ;
- Le Règlement de Voirie de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole adopté par délibération du 18 décembre 2006 ;
- Le règlement de voirie du territoire Marseille-Provence composé des communes d'Allauch, Carnoux-en-Provence, Carry-le-Rouet, Cassis, Ceyreste, Châteauneuf-les-Martigues, Ensues-la-Redonne, Gémenos, Gignac-la-Nerthe, La Ciotat, Le Rove, Marignane, Marseille, Plan-de-Cuques, Roquefort-la-Bédoule, Saint-Victoret, Sausset-les-Pins, Septèmes-les-Vallons ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République
- L'élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin en qualité de Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, le 17 Mars 2016 ;
- L'arrêté d'Autorisation d'Occupation Temporaire n° 07/117/CC du 6 avril 2007, délivré à Monsieur Frédéric TURREL pour l'exploitation d'un kiosque à journaux sis 55 Place Jean Jaurès 13005 Marseille.

**CONSIDÉRANT**

- L'extrait Kbis de Monsieur Frédéric TURREL en date du 11 décembre 2014, mentionnant la radiation cessation d'activité au 1er décembre 2014 ;

**ARRETE**

**Article 1 :**

L'autorisation n° 07/117/CC, délivrée le 6 avril 2007 à Monsieur Frédéric TURREL en vue de l'exploitation d'un kiosque à journaux sis 55 Place Jean Jaurès 13005 Marseille, est abrogée à compter de la notification du présent arrêté.

**Article 2 :**

Il est porté à la connaissance de l'intéressé que la présente abrogation peut être déférée au Tribunal Administratif de Marseille dans le délai de deux mois à compter de sa notification.

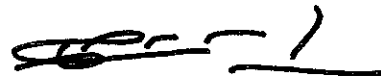
Toutefois, il est rappelé que le recours en annulation n'étant pas suspensif, l'intéressé devra impérativement se conformer aux dispositions du présent arrêté.

**Article 3 :**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

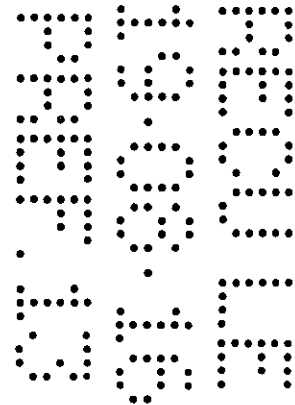
Fait à Marseille, le

19 AOUT 2016



**Le Président,**

**Signé : Jean-Claude GAUDIN**



**MÉTROPOLE  
AIX-MARSEILLE  
PROVENCE**

**16 / 467 / CM**

—  
**Le Président**  
Ancien Ministre  
Vice-Président du Sénat

**N° .../16**

**Objet de l'arrêté :**

**Délégation de signature à Monsieur Christian BOUCHERIE, Chargé de l'administration métropolitaine pour le territoire des communes d'Aix-en-Provence, Beaurecueil, Bouc-Bel-Air, Cabriès, Châteauneuf-le-Rouge, Coudoux, Eguilles, Fuveau, Gardanne, Gréasque, Jouques, Lambesc, La Roque-d'Anthéron, Le Puy-Sainte-Réparate, Le Tholonet, Les Pennes-Mirabeau, Meyrargues, Meyreuil, Mimet, Pertuis, Peynier, Peyrolles-en-Provence, Puyloubier, Rognes, Rousset, Saint-Antonin-sur-Bayon, Saint-Cannat, Saint-Estève-Janson, Saint-Marc-Jaumegarde, Saint-Paul-lès-Durance, Simiane-Collongue, Trets, Vauvenargues, Venelles, Ventabren, Vitrolles.**

**Le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**VU**

- § Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 5211-9, L5218-8-8 et suivants ;
- § L'article 56 de la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- § L'article 7 du Décret n°2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n°2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique ;
- § Le Décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- § L'élection de Monsieur Jean-Claude GAUDIN, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence en date du 17 mars 2016 ;
- § L'arrêté portant nomination de Monsieur Christian BOUCHERIE en qualité de Directeur Général des Services au sein de la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix en date du 12 octobre 2015 ;
- § L'arrêté N° 16/341/CM portant délégation de signature en matière en date du 9 juin 2016

**Considérant qu'il convient d'apporter des ajustements au regard de la présence des agents en période estivale,**



## ARRETE

### ARTICLE 1 :

L'arrêté n° 16/341/CM du 9 juin 2016 est modifié comme suit pour la période du 8 au 21 août 2016 inclus :

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Christian BOUCHERIE, la délégation de signature définie à l'article 2 de l'arrêté N° 16/341/CM du 9 juin 2016 est donnée :

- à Monsieur Thierry PENNEC.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Christian BOUCHERIE et de Monsieur Thierry PENNEC, la délégation de signature définie à l'article 2 de l'arrêté N° 16/341/CM du 9 juin 2016 est donnée :

- à Monsieur Guy JANUEL

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Christian BOUCHERIE, de Monsieur Thierry PENNEC et de Monsieur Guy JANUEL, la délégation de signature définie à l'article 2 de l'arrêté N° 16/341/CM du 9 juin 2016 est donnée :

- à Monsieur Denis ALCAZAR

### ARTICLE 2 :

Les autres dispositions de l'arrêté N° 16/341/CM du 9 juin 2016 demeurent inchangées.

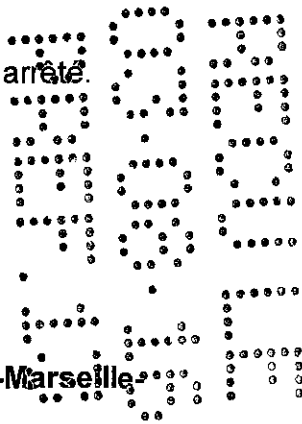
### ARTICLE 3 :

Monsieur le Président de la Métropole est chargé de l'exécution du présent arrêté.

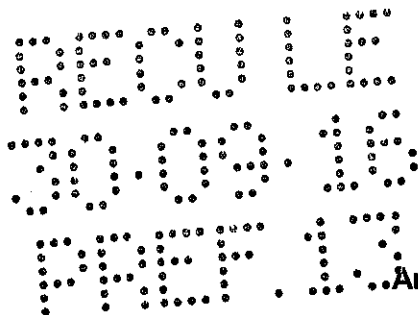
Fait à Marseille, le 02 AOUT 2016

Le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence

  
M. Jean-Claude GAUDIN



*Conformément à l'article R.421-5 du Code de Justice Administrative, le présent acte pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Marseille dans un délai de deux mois à compter de sa publication/notification.*



**Le Président**  
Ancien Ministre  
Maire de Marseille  
Vice-Président du Sénat

**Arrêté n°16/468/CM**

**VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence
- L'élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin en qualité de Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, le 17 Mars 2016 ;
- L'arrêté DRH-2014-9629 du 1<sup>er</sup> novembre 2014 portant nomination de Monsieur Jean-Marc MERTZ en qualité de Directeur Général des Services Techniques occupant la fonction de Directeur Général Adjoint Eau et Domaine Public ;

**CONSIDERANT**

- Qu'il est de bonne gestion dans l'intérêt du fonctionnement du Conseil de Territoire que le Président délègue une partie de ses fonctions à un Directeur Général Adjoint

**ARRETE**

**Article 1 :**

Délégation de signature est donnée, sous ma surveillance et ma responsabilité, à Monsieur Jean-Marc MERTZ, afin de signer les pièces et documents ci-après énumérés relevant strictement des missions qui lui sont confiées au sein de la Direction Générale Adjointe placée sous sa responsabilité :

- courriers aux administrés liés à la gestion des dossiers ;
- ordres de missions et états de frais concernant les agents en fonction à la Direction Générale Adjointe relatifs à des déplacements sur le territoire national ;

- METROPOLE  
D'AIX-MARSEILLE  
PROVENCE**
- autorisations d'absences et de congés accordés aux agents placés directement sous son autorité ;
  - inscriptions des agents à des actions de formation et conventions de stage ;
  - rapport d'analyse des offres dans le cadre de diverses procédures.
  - Demandes de pièces et documents nécessaires à l'instruction des dossiers ; plans de prévention de la Direction Générale Adjointe ;
  - Rapports sur installation d'assainissement non collectif ;
  - Mainlevées de retenue de garantie.

**Article 2 :**

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jean-Marc MERTZ, la délégation de signature définie à l'article 1 est donnée à :

- Madame Nathalie PERRIN, Directeur adjoint au sein de la Direction Gestion Environnementale et Contrats de l'Eau ;
- En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Nathalie PERRIN, à Monsieur Jean-Yves GUIVARCH, Directeur Eau Assainissement et Pluvial.

**Article 3 :**

Conformément à l'article R 421-5 du Code de Justice Administrative, le présent acte pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Marseille dans un délai de deux mois à compter sa publication.

**Article 4 :**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 30 SEP. 2016



**Le Président,**

**Signé : Jean-Claude GAUDIN**

**Le Président**  
Ancien Ministre  
Maire de Marseille  
Vice-Président du Sénat

RECUEIL  
16-08-16  
PRÉF 13  
Arrêté n° 16/469/CM

**VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- L'élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin en qualité de Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, le 17 Mars 2016 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 de répartition des compétences relatives à la modification simplifiée des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire Marseille Provence et leurs présidents respectifs ;
- La délibération du Conseil de Territoire Marseille Provence du 24 juin 2016 demandant au Conseil de la Métropole de solliciter du Président du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille Provence l'engagement de la procédure de modification n°4s du Plan Local d'Urbanisme du Rove, sous la forme simplifiée et déterminant les modalités de mise à disposition du dossier au public ;
- La délibération du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 sollicitant du Président du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence l'engagement de la procédure de modification n°4s du Plan Local d'Urbanisme du Rove, sous la forme simplifiée.

### **CONSIDÉRANT**

- La nécessité d'adapter le Plan Local d'Urbanisme de la commune du Rove afin de majorer le pourcentage de la servitude de mixité sociale sur le site des Grameniers, sis chemin des Coulets, de supprimer le périmètre d'études sur ce même site, de modifier un emplacement réservé de voirie, de corriger une erreur matérielle et de mettre à jour l'annexe relative aux voies bruyantes.
- Que ce projet nécessite une modification du Plan Local d'Urbanisme de la commune du Rove qui peut être menée selon la procédure simplifiée prévue par le code de l'urbanisme.

RECUE  
ARRÊTÉ  
15.08.16  
PRÉF. 13

**Article 1 :**

Est engagée la 4<sup>ème</sup> procédure de modification du Plan Local d'Urbanisme de la commune du Rove. Elle sera conduite selon la procédure simplifiée prévue par le code de l'urbanisme.


**Article 2 :**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 12 AOUT 2016

**Le Président,**

**Signé : Jean-Claude GAUDIN**



**Le Président**  
Ancien Ministre  
Maire de Marseille  
Vice-Président du Sénat

**VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- L'élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin en qualité de Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, le 17 Mars 2016 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 de répartition des compétences relatives à la modification simplifiée des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire Marseille Provence et leurs présidents respectifs ;
- La délibération du Conseil de la communauté urbaine Marseille Provence Métropole du 23 octobre 2015 approuvant l'engagement de la 12ème procédure de modification du Plan d'Occupation des Sols tenant lieu de Plan Local d'Urbanisme de la commune de Saint-Victoret, proposée par le Président ;
- La délibération du conseil de la métropole d'Aix-Marseille Provence du 28 avril 2016 décidant de poursuivre la procédure de modification n°12 du Plan d'Occupation des Sols tenant lieu de Plan Local d'Urbanisme de Saint-Victoret.

**CONSIDÉRANT**

- La nécessité d'adapter le Plan d'Occupation des Sols tenant lieu de Plan Local d'Urbanisme de la commune de Saint-Victoret afin de clarifier la règle encadrant l'édification des clôtures, modifier certains emplacements réservés et mettre à jour les annexes.
- Que ce projet nécessite une modification du Plan d'Occupation des Sols tenant lieu de Plan Local d'Urbanisme de la commune de Saint-Victoret qui peut être menée selon la procédure simplifiée prévue par le code de l'urbanisme.

## ARRETE

### Article 1 :

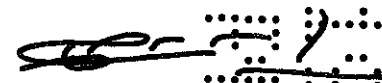
Est engagée la 12<sup>ème</sup> procédure de modification du Plan d'Occupation des Sols tenant lieu de Plan Local d'Urbanisme de la commune de Saint-Victoret. Elle sera conduite selon la procédure simplifiée prévue par le code de l'urbanisme.

### Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le

19 AOUT 2016

  
Le Président,  
Signé : Jean-Claude GAUDIN :

**Le Président**  
Ancien Ministre  
Maire de Marseille  
Vice-Président du Sénat

**VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- L'élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin en qualité de Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, le 17 Mars 2016 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 de répartition des compétences relatives à la modification simplifiée des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire Marseille Provence et leurs présidents respectifs ;
- La délibération du Conseil de Territoire Marseille Provence du 24 juin 2016 demandant au Conseil de la Métropole de solliciter du Président du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille Provence l'engagement de la procédure de modification n°3s du Plan d'Occupation des sols tenant lieu de Plan Local d'Urbanisme de Ceyreste, sous la forme simplifiée et déterminant les modalités de mise à disposition du dossier au public ;
- La délibération du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 sollicitant du Président du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence l'engagement de la procédure de modification n°3s du Plan d'Occupation des Sols tenant lieu de Plan Local d'Urbanisme de Ceyreste, sous la forme simplifiée.

**CONSIDÉRANT**

- La nécessité d'adapter le Plan d'Occupation des Sols tenant lieu de Plan Local d'Urbanisme de la commune de Ceyreste afin de corriger des erreurs matérielles et de mettre à jour les annexes.
- Que ce projet nécessite une modification du Plan d'Occupation des Sols tenant lieu de Plan Local d'Urbanisme de la commune de Ceyreste qui peut être menée selon la procédure simplifiée prévue par le code de l'urbanisme.



## ARRETE

### Article 1 :

Est engagée la 3<sup>ème</sup> procédure de modification du Plan d'Occupation des Sols tenant lieu de Plan Local d'Urbanisme de la commune de Ceyreste. Elle sera conduite selon la procédure simplifiée prévue par le code de l'urbanisme.

### Article 2 :

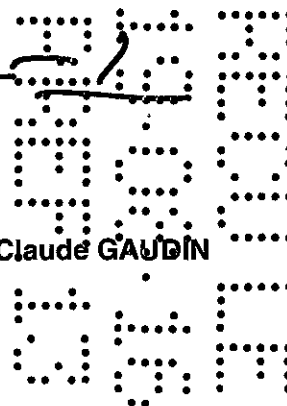
Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le

19 AOUT 2016

  
Le Président,

Signé : Jean-Claude GAUDIN



**Le Président**  
Ancien Ministre  
Maire de Marseille  
Vice-Président du Sénat

**VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires, et spécialement les articles 28 et 29 ;
- La loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- - Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le Décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- L'élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin en qualité de Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, le 17 Mars 2016 ;
- La délibération de la Communauté d'Agglomération Aggloprovence n°85/15 en date du 14 septembre 2015 relative à la délégation de la gestion des aides à l'habitat privé et notamment la mise en place de plans de contrôles interne et externe des dossiers ANAH ;
- La délibération de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence n°DEVT 000-674/16/CM en date du 30 juin 2016 et intitulée « Délégation de gestion des aides à la pierre 2016 : Approbation d'une convention cadre et d'avenants entre la Métropole d'Aix-Marseille-Provence et l'Etat » ;

**CONSIDÉRANT**

- qu'en application de l'article L.5211-9 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Président peut donner, sous sa surveillance et sa responsabilité, par arrêté, délégation de signature au Directeur Général des Services, au Directeur Général Adjoint des Services, au Directeur Général des Services Techniques, au Directeur des Services Techniques et aux Responsables de Services ;
- qu'en complément de l'instruction des dossiers ANAH, il convient d'exercer un contrôle externe visant à s'assurer auprès des propriétaires privés de la réalité des travaux subventionnés et du respect des engagements qu'ils ont souscrits et un contrôle interne portant principalement sur l'activité des instructeurs et des décisionnaires ;
- qu'il convient de désigner des Agents de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, afin d'effectuer ces contrôles

## ARRETE

### **Article 1 :**

La liste des agents autorisés à effectuer ces contrôles est établie comme suit :

- Sophie CONTE en sa qualité de Directrice Générale des Services du Conseil de Territoire du Pays Salonais ;
- Christelle MOUREN en sa qualité de Directrice du Pôle de Coordination du Conseil de Territoire du Pays Salonais ;
- Bénédicte PAROT en sa qualité de Chargée de Mission Habitat du Conseil de Territoire du Pays Salonais ;
- Sophie BASTIDE en sa qualité d'Instructrice Habitat du Conseil de Territoire du Pays Salonais.

### **Article 2 :**

Le présent arrêté s'exercera sous la surveillance et la responsabilité du Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

### **Article 3 :**

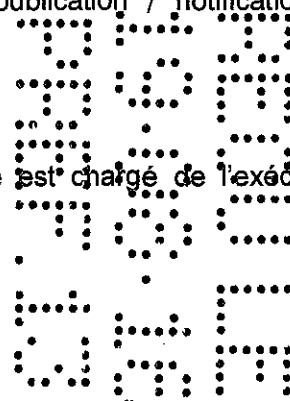
Les dispositions du présent arrêté sont applicables dès sa publication / notification et sa transmission au représentant de l'Etat.

### **Article 4 :**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le

19 AOUT 2016



**Le Président,**

**Signé : Jean-Claude GAUDIN**

16 / 473 / CM

**ARRETE DE NOMINATION DE MANDATAIRE 2016/**

**Le Président de la Métropole d'Aix Marseille Provence,  
Ancien Ministre,  
Vice-Président du Sénat,**

Vu la décision n° 16/039/D en date du 10 juin 2016 instituant des sous-régies de recettes auprès du service des sports relatifs aux droits d'entrées et aux activités dans les piscines du Territoire du Pays d'Aix,

Vu l'avis conforme du comptable public assignataire en date du 15 juin 2016,

Vu l'avis conforme du régisseur et du mandataire suppléant en date du 22 juin 2016,

**ARRETE**

**ARTICLE PREMIER** – Madame BEL Océane est nommée mandataire de la sous-régie de recettes relative aux droits d'entrées dans les piscines du Territoire du Pays d'Aix et des activités aquatiques, pour le compte et sous la responsabilité du régisseur de la régie de recettes, avec pour mission d'appliquer exclusivement les dispositions prévues dans l'acte de création de celle-ci, durant la période de son contrat saisonnier, à savoir du 01 au 31 août 2016 inclus.

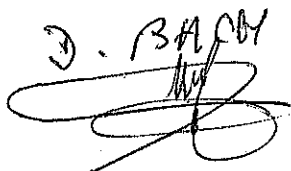
**ARTICLE 2** – Madame BEL Océane ne doit pas percevoir des sommes pour des produits autres que ceux énumérés dans l'acte constitutif de la sous-régie, sous peine d'être constituée comptable de fait et de s'exposer aux poursuites disciplinaires et aux poursuites pénales prévues par l'article 432-10 du Nouveau Code Pénal.

**ARTICLE 3** – Les mandataires sont tenus d'appliquer les dispositions de l'instruction ministérielle n°ABM 06-031 du 21 avril 2006.

Fait à Aix-en-Provence, le

Le régisseur et suppléant\*,

*Vu pour acceptation*

*D. BACH*  


Le mandataire\*,



Le Président de la Métropole d'Aix Marseille Provence

Pour accord.

\* signature précédée de la formule manuscrite "vu pour acceptation"

METROPOLE  
AIX-MARSEILLE  
PROVENCE

RECUE  
11.08.16  
PREF. 13

16 / 474 / CM

Conseil de Territoire Istres Ouest Provence

N° 29/16

**Objet de l'arrêté :**

**Délégation de signature à Madame Laurence DARDALHON, Directrice générale des services du Conseil de Territoire Istres Ouest Provence.**

Le Président du Conseil de Territoire,

**VU** les articles L.5210-1-1 A, L. 5211-9, L.5211-1 et L. 2122-23, L.5217-1 et suivants, L.5218-1 et suivants, L. 5218-6 du Code général des collectivités territoriales,

**VU** l'article 7 du Décret n° 2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n°2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique,

**VU** le Décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

**VU** la délibération du Conseil de la Métropole portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Istres Ouest Provence,

**VU** le procès-verbal d'élection n° 1/16 du Conseil de Territoire en date du 23 mars 2016 relative à l'élection de Monsieur François BERNARDINI au poste de Président du Conseil de Territoire Istres Ouest Provence,

**VU** la délibération du Conseil de Territoire n° 5/16 en date du 21 avril 2016 donnant délégation de compétences au Président du Conseil de Territoire,

**VU** le contrat à durée indéterminée, inscrit au registre des actes n°DRH-2015-772 en date du 23 avril 2015 portant Madame Laurence DARDALHON, Directrice générale des services de Ouest Provence,

## **ARRETE**

### **ARTICLE 1 :**

Délégation est donnée à Madame Laurence DARDALHON, Directrice générale des services du Conseil de Territoire Istres Ouest Provence, en l'absence de Monsieur François BERNARDINI, Président du Conseil de Territoire,

### **ARTICLE 2 :**

La présente délégation de signature vaut également pour la signature électronique des actes dématérialisés.

RECU LE  
11.08.16  
PRÉF. 13

N° 29/16

**ARTICLE 3 :**

Madame la Directrice générale des services du Conseil de Territoire est chargée de l'exécution du présent arrêté.

**ARTICLE 4 :**

Le présent arrêté sera transmis à Monsieur le Préfet de Marseille, à Monsieur le Receveur des Finances de Marseille et inscrit au registre des arrêtés du Conseil de Territoire Istres Ouest Provence.

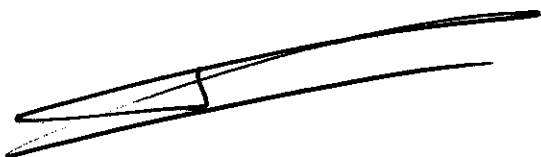
Fait à Istres, le 09 août 2016

Le Président du Conseil de  
Territoire

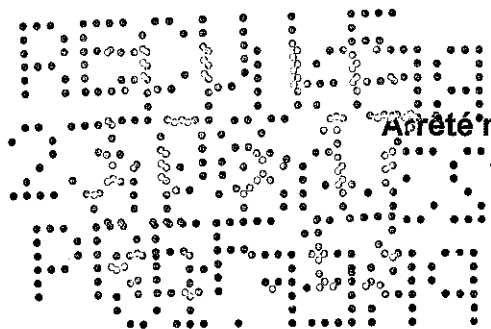
François BERNARDINI

**SPECIMEN DE SIGNATURE**

**Mme Laurence DARDALHON**



**Le Président**  
Ancien Ministre  
Maire de Marseille  
Vice-Président du Sénat

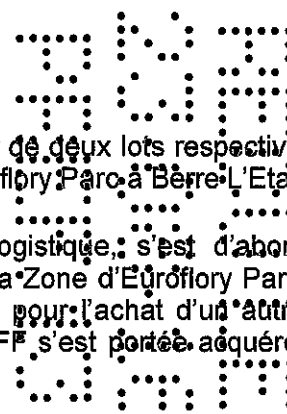


**Arrêté n° 16/476/CM**

**VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- L'élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin en qualité de Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, le 17 Mars 2016 ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille Provence au Président ;
- Les termes de la délibération 299/15 du 7 décembre 2015 prise par le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération Salon – Etang de Berre – Durance dite « Agglopolo Provence » ;
- Le Cahier des Charges de Cession de terrains de la ZAC Euroflory Parc à Berre l'Etang ;
- L'avenant N°43 au CCCT de la ZAC Euroflory Parc à Berre l'Etang.

**CONSIDÉRANT**



- La Société STAFF s'est successivement portée acquéreur de deux lots respectivement de 24 500 m<sup>2</sup> et de 18.366 m<sup>2</sup> dans la zone d'activités Euroflory Parc à Berre l'Etang,
- La société STAFF, entreprise générale de transport logistique, s'est d'abord portée acquéreur en 2015 d'un lot (« lot A ») de 24 500 m<sup>2</sup> sur la Zone d'Euroflory Parc à Berre l'Etang. Suite au désistement de la Société GOODMAN pour l'achat d'un autre terrain, désigné « lot B » à proximité dudit lot A ; la Société STAFF s'est portée acquéreur de ce terrain du lot B d'une contenance de 18 366 m<sup>2</sup>,
- L'ensemble de la cession des terrains, Lot A et Lot B, dont la société STAFF s'est portée acquéreur représente 42 866 m<sup>2</sup>,
- La société STAFF souhaite déposer un permis de construire pour réaliser des entrepôts, des ateliers de maintenance, et des bureaux pour une surface de plancher de 11 000 m<sup>2</sup>,
- Afin de permettre le dépôt du permis de construire et son instruction par les services de la ville de Berre l'Etang, un droit à construire doit être déterminé pour les terrains des lot A

et B. Or, le règlement de Zone ne prévoit qu'un droit global pour l'ensemble de la Zone et non un coefficient en fonction de la surface des lots.

Le permis de construire et l'acte de vente devront être signés au plus tard dans les délais fixés dans les termes de la délibération 299/15 du 7 décembre 2015, prise par le Conseil Communautaire de l'ex Communauté d'Agglomération AgglopoLe Provence, et qu'à défaut, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sera libre de commercialiser ces terrains, ou de prendre une nouvelle délibération.

En conséquence, un avenant au Cahier des Charges de Cession de Terrains est nécessaire. Cette disposition est prévue au règlement de Zone dans son article 3. Ainsi, pour chaque lot le droit à construire est fixé en fonction des besoins du demandeur dans la limite de 50% de la surface des terrains. Dans le cas de la société STAFF, pour le lot A et B, le droit à construire autorisé sera de 11.000 m<sup>2</sup>.

## ARRETE

### Article 1 :

Un avenant au Cahier des Charges de Cession de Terrain de la ZAC Euroflory Parc à Berre L'Etang est conclu, afin de fixer à 11.000 m<sup>2</sup> le droit à construire afférent à la vente des lots A et B à la société STAFF.

### Article 2 :


Le permis de construire et l'acte de vente devront être signés au plus tard dans les délais fixés dans les termes de la délibération 299/15 du 7 décembre 2015 prise par le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération AgglopoLe Provence, et qu'à défaut, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sera libre de commercialiser ce terrain, ou de prendre une nouvelle délibération.

### Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le

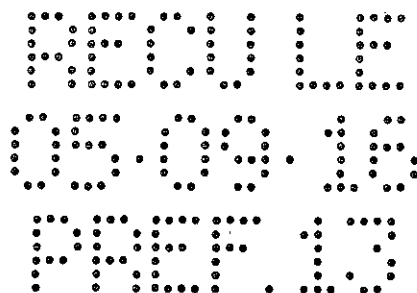
22 AOUT 2016



Le Président,

Signé : Jean-Claude GAUDIN





**VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République
- L'élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin en qualité de Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, le 17 Mars 2016 ;
- Les termes des délibérations n°14/15 du 9 février 2015 et n°298/15 du 18 décembre 2015 prises par le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération Salon – Etang de Berre – Durance dite « Agglopro Provence » ;
- Le Cahier des Charges de Cession de Terrains de la ZAC Euroflory Parc à Berre l'Etang ;
- L'avenant N°42 au CCCT de la ZAC Euroflory Parc à Berre l'Etang.

**CONSIDÉRANT**

- La Société SMC BTP s'est portée acquéreur d'un lot de 14.500 m<sup>2</sup> dans la zone d'activités Euroflory Parc à Berre L'Etang.
- En contact avec l'ex Communauté d'Agglomération Agglopro Provence depuis 2012, la société SMC BTP, entreprise générale de bâtiment installée à Aix en Provence, recherche un terrain d'un hectare à un hectare et demi sur le Conseil de Territoire du Pays Salonais. En effet, elle souhaite effectuer un regroupement des différentes sociétés qui la composent sur un seul site.
- Il s'agit de créer 3 ateliers de mécanique, construction métallique-chaudronnerie-serrurerie et coffrage ainsi que des bureaux sur environ 1.600 m<sup>2</sup>. Le nombre d'emplois sur le site est estimé à 30 dont 20 en création nette et liés au compagnonnage.
- L'investissement hors foncier serait de 940.000 euros HT.
- Le terrain proposé est le lot 27 situé sur le Parc d'Activités Euroflory Parc à Berre L'Etang, d'une superficie initiale de 11.619 m<sup>2</sup>.
- SMC BTP souhaitant étendre ce lot, sa contenance totale est portée à 14.500 m<sup>2</sup> environ.
- Après négociations et compte tenu des frais de terrassement rendus nécessaires par le dénivelé présent sur la partie supplémentaire, le prix proposé est de 27 euros HT/m<sup>2</sup>. Le service des Domaines ayant été consulté, il a évalué la valeur vénale du bien à 28 euros HT/m<sup>2</sup>.

# RECUE

- Afin de permettre le dépôt du permis et son instruction par les services de la ville de Berre L'Etang, un droit à construire doit être déterminé pour le lot 27. Or, le règlement de Zone ne prévoit qu'un droit global pour l'ensemble de la zone et non un coefficient en fonction de la surface des lots.

Conformément aux termes des délibérations n°14/15 du 9 février 2015 et n°298/15 du 18 décembre 2015 prises par le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération Agglopoie Provence, le permis de construire et l'acte de vente devront être signés au plus tard le 30 septembre 2016 et qu'à défaut, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sera libre de commercialiser ce terrain, ou de prendre une nouvelle délibération.

En conséquence, un avenant au Cahier des Charges de Cession de Terrains est nécessaire. Cette disposition est prévue au règlement de Zone dans son article 3, ainsi pour chaque lot le droit à construire est fixé en fonction des besoins du demandeur dans la limite de 50% de la surface des terrains. Ainsi dans le cas de SMC BTP, pour le lot 27 de 14 500 m<sup>2</sup>, le droit à construire autorisé sera de 1.600 m<sup>2</sup> de SHON (Surface Hors d'Œuvre Nette).

## ARRETE

### Article 1 :

Un avenant au Cahier des Charges de Cession de Terrain de la ZAC Euroflory Parc à Berre L'Etang est conclu, afin de fixer à 1.600 m<sup>2</sup> le droit à construire afférent à la vente du lot 27 à la société SMC BTP.

### Article 2 :

Le permis de construire et l'acte de vente devront être signés au plus tard dans les délais fixés dans les termes des délibérations n°14/15 du 9 février 2015 et n°298/15 du 18 décembre 2015 prises par l'ex Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération Agglopoie Provence, et qu'à défaut, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sera libre de commercialiser ce terrain ou de prendre une nouvelle délibération.

### Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 02 SEP. 2016



Le Président,

Signé : Jean-Claude GAUDIN

REÇU LE  
05.09.16  
PRÉF. 13

**Arrêté n° 16/478/CM**

**Le Président**  
Ancien Ministre  
Maire de Marseille  
Vice-Président du Sénat

**VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 5211-1, L. 5211-9 et L. 5217-1 et suivants ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République
- L'élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin en qualité de Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, le 17 Mars 2016 ;
- L'article 7 du Décret n° 2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n°2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté portant nomination de Monsieur Domnin RAUSCHER en qualité de Directeur Général Adjoint au sein de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole à compter du 2 février 2015 ;
- L'arrêté portant nomination de Monsieur Philippe LEFORT en qualité de Directeur des Ressources à compter du 1er août 2015

## **ARRETE**

### **Article 1 :**

Délégation est donnée à Monsieur Domnin RAUSCHER, sous ma surveillance et ma responsabilité, à l'effet de signer les documents concernant exclusivement le périmètre du Conseil de territoire Marseille Provence, pris au nom de la Métropole Aix-Marseille-Provence, et nécessaires à la continuité du service public dans le domaine suivant :

En matière d'urbanisme, d'aménagement et de développement urbain :

- Tous les courriers portant renonciation aux déclarations d'intention d'aliéner.

### **Article 2 :**

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Domnin RAUSCHER, la délégation de signature définie à l'article 1 est donnée à :

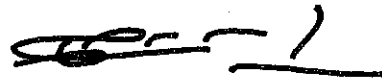
- Monsieur Philippe LEFORT.

RECUE  
05.09.16  
14h13

**Article 3 :**

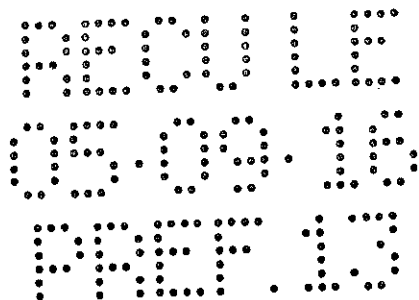
Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 02 SEP. 2016



**Le Président,**

**Signé : Jean-Claude GAUDIN**



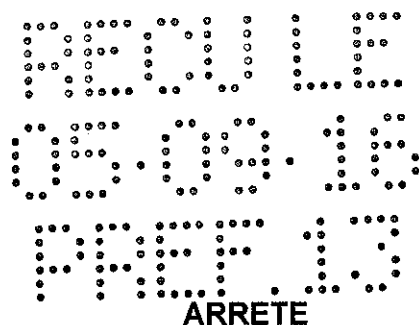
**Le Président**  
Ancien Ministre  
Maire de Marseille  
Vice-Président du Sénat

**VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 5217-1 et suivants ainsi que les articles L 5218-1 et suivants ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropole (MAPTAM) ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRE) ;
- Le décret n° 2015-1085 du 25 août 2015 portant création de la Métropole ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix –Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal n° 001-0003/16/CM du 17 mars 2016 portant élection du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté préfectoral du 2 mai 2011 déclarant d'utilité publique que le territoire de la commune de Marignane et de Gignac-la-Nerthe, la réalisation de la zone d'aménagement concerté des Florides ;
- L'ordonnance d'expropriation du 27 janvier 2014 n° RG 14/00001 en cours de publication aux hypothèques ;
- Le jugement du 18 janvier 2012 fixant l'indemnité due aux expropriés à un montant de 30 340 euros ;
- L'arrêté de consignation n° 14/816/CC du 24 novembre 2014.
- Le récépissé de consignation du 16 décembre 2014 ;
- L'acte de notoriété après le décès de Monsieur GOUIRAN Henri du 27 juin 2016.

**CONSIDÉRANT**

- L'expropriation des propriétaires de la zone d'aménagement concerté des Florides sur le territoire des communes de Marignane et de Gignac-la-Nerthe ;
- Le jugement n° RG 11/00065 du 9 mai 2012 ;
- L'acte de notoriété après décès de Monsieur Marius GOUIRAND du septembre 1964.
- L'acte de notoriété après décès de Monsieur GOUIRAN Henri du 27 juin 2016.



### Article 1 :

La consignation avait été faite au profit des héritiers de Monsieur Marius GOUIRAN, soit :

Madame Annie GOUIRAN épouse CHATTELIER  
Madame Claudette GOUIRAN épouse GIOVANNI  
Monsieur Gilbert BURIGNAN  
Monsieur Fernand GIOMI  
Monsieur Max GIOMI  
Madame Marguerite GIOMI  
Madame Jeanne GOUIRAN  
Madame Monique GOUIRAN

Or, il s'avère, qu'au décès de Monsieur Marius GOUIRAN, un acte de notoriété a été dressé en date du 30 septembre 1964 par lequel il a laissé comme héritiers, son épouse, Madame CAUVET Marie Louise Baptistine et son fils Monsieur Henri Simon GOUIRAN, décédés respectivement les 14 septembre 1981 et 8 décembre 1974.

A la suite d'un acte de notoriété dressé le 27 juin 2016 par Maître Pascal BONETTO, notaire à Marignane, **Madame Marie Rose Jeanne Louise CAUVET épouse de Monsieur Pierre SARRABAYROUSE** a été déclarée héritière de Monsieur Antonin CAUVET, son père, lui-même héritier de Mademoiselle Laure Magdeleine CAUVET, sa tante, elle-même héritière de Madame Marie Louise Baptistine CAUVET veuve GOUIRAN, sa sœur.

### Article 2

En conséquence compte tenu de la production de l'acte de notoriété après décès de Monsieur GOUIRAN Henri, la somme de 30 340 euros représentant le montant de l'indemnité fixée par le juge de l'expropriation pour la parcelle cadastrée Z 100 à Marignane consignée auprès de la caisse des dépôts et consignations, sera déconsignée au profit de la propriétaire de cette parcelle :

Madame Marie Rose Jeanne Louise CAUVET  
épouse SARRABAYROUSE  
10 rue des Edelweiss  
65390 ANDREST

### Article 3

Les intérêts correspondant à la déconsignation de la somme de 30 340 euros seront versés au bénéfice de :

- La Métropole Aix-Marseille-Provence du 16 décembre 2014 au 28 février 2015.
- Du 01 mars 2015 à la date effective de déconsignation de cette somme au bénéfice de Madame Marie Rose Jeanne Louise CAUVET épouse SARRABAYROUSE.

RECUE  
05.09.16  
11h05

**Article 4**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 02 SEP. 2016

**Le Président,**



**Signé : Jean-Claude GAUDIN**

ARRETE DE NOMINATION DE MANDATAIRE 2016/

**16 / 480 / C M**

**Le Président de la Métropole d'Aix Marseille Provence,  
Ancien Ministre,  
Vice-Président du Sénat,**

Vu la décision n° 16/039/D en date du 10 juin 2016 instituant des sous-régies de recettes auprès du service des sports relatifs aux droits d'entrées et aux activités dans les piscines du Territoire du Pays d'Aix,

Vu l'avis conforme du comptable public assignataire en date du 15 juin 2016,

Vu l'avis conforme du régisseur et du mandataire suppléant en date du 05 juillet 2016,

**ARRETE**

**ARTICLE PREMIER** – M. BERROUBA-TANI Miloud est nommé mandataire de la sous-régie de recettes relative aux droits d'entrées dans les piscines du Territoire du Pays d'Aix et des activités aquatiques, pour le compte et sous la responsabilité du régisseur de la régie de recettes, avec pour mission d'appliquer exclusivement les dispositions prévues dans l'acte de création de celle-ci, durant la période de son contrat saisonnier, à savoir du 01 au 31 août 2016 inclus.

**ARTICLE 2** – M. BERROUBA-TANI Miloud ne doit pas percevoir des sommes pour des produits autres que ceux énumérés dans l'acte constitutif de la sous-régie, sous peine d'être constitué comptable de fait et de s'exposer aux poursuites disciplinaires et aux poursuites pénales prévues par l'article 432-10 du Nouveau Code Pénal.

**ARTICLE 3** – Les mandataires sont tenus d'appliquer les dispositions de l'instruction ministérielle n°ABM 06-031 du 21 avril 2006.

Fait à Aix-en-Provence, le

Le régisseur et suppléant\*,

Le mandataire\*,

*Vu pour acceptation.*

*D. BACH*

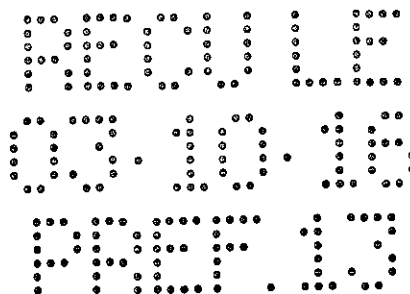
Le Président de la Métropole d'Aix Marseille Provence



Pour accord.

\* signature précédée de la formule manuscrite "vu pour acceptation"





**VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 1411-1 suivants, L.5211-9 et L.5211-10 ;
- Le Code de la construction et de l'habitation ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le procès-verbal n° HN 001-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de Métropole portant élection de Monsieur Jean-Claude GAUDIN en qualité de Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique, notamment son article 2 et l'article 7 du décret n° 2014-90 du 31 janvier 2014 pris pour son application ;
- La loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;
- Le décret n° 2005-260 du 23 mars 2005 relatif au Comité régional de l'habitat et modifiant le Code de la construction et de l'habitation ;
- L'arrêté du Préfet des Bouches-du-Rhône n° 2005-219 du 23 mars 2005 créant le Comité Régional de l'Habitat et de l'Hébergement des Bouches-du-Rhône.

**CONSIDÉRANT**

- Que la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est substituée aux EPCI fusionnées depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016 dans leurs droits et obligations ;
- Que le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est membre du Comité Régional de l'Habitat et de l'Hébergement des Bouches-du-Rhône ;
- Qu'il y a lieu, de désigner le représentant du Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence au sein du premier collège « représentants des collectivités territoriales et leurs groupement » du Comité Régional de l'Habitat et de l'Hébergement des Bouches-du-Rhône ;

RECUE  
03.10.16  
ARRÊTÉ  
PRÉF. 13

**Article 1 :**

Madame Arlette FRUCTUS est désignée pour représenter le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence au sein du premier collège « représentants des collectivités territoriales et leurs groupements » du Comité régional de l'habitat et de l'hébergement.

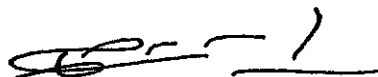
**Article 2 :**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 03 OCT. 2016

**Le Président,**

**Signé : Jean-Claude GAUDIN**



REUUE  
27.09.16  
PROF 13

**Arrêté n° 16/482/CM**

**VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- L'élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin en qualité de Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, le 17 Mars 2016 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 de répartition des compétences relatives à la modification simplifiée des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire Marseille Provence et leurs présidents respectifs ;
- La délibération du Conseil de Territoire Marseille Provence du 24 juin 2016 demandant au Conseil de la Métropole de solliciter du Président du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille Provence l'engagement de la procédure de modification n°5s du Plan d'Occupation des sols tenant lieu de Plan Local d'Urbanisme de Cassis, sous la forme simplifiée et déterminant les modalités de mise à disposition du dossier au public ;
- La délibération du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 sollicitant du Président du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence l'engagement de la procédure de modification n°5s du Plan d'Occupation des Sols tenant lieu de Plan Local d'Urbanisme de Cassis, sous la forme simplifiée.

**CONSIDÉRANT**

- La nécessité d'adapter le Plan d'Occupation des Sols tenant lieu de Plan Local d'Urbanisme de la commune de Cassis afin d'augmenter, dans la zone d'activités du Brégradan (NAE3) la hauteur autorisée des bâtiments de 20% (passant de 6 mètres à 7,20 mètres), pour permettre aux futurs occupants de bénéficier de volumes suffisants sur 2 niveaux pour l'exercice de leurs activités, de modifier la règle relative au stationnement en zone NAE3 et de mettre à jour les annexes.
- Que ce projet nécessite une modification du Plan d'Occupation des Sols tenant lieu de Plan Local d'Urbanisme de la commune de Cassis qui peut être menée selon la procédure simplifiée prévue par le code de l'urbanisme.

RECUE  
ARRETE  
27.09.16  
PRÉF. 13

**Article 1 :**

Est engagée la 5<sup>ème</sup> procédure de modification du Plan d'Occupation des Sols tenant lieu de Plan Local d'Urbanisme de la commune de Cassis. Elle sera conduite selon la procédure simplifiée prévue par le code de l'urbanisme.

**Article 2 :**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 26 SEP. 2016

**Le Président,**

**Signé : Jean-Claude GAUDIN**



**Le Président**  
Ancien Ministre  
Vice-Président du Sénat

**Objet de l'arrêté :**

**Délégation de signature à Monsieur Philippe BLANQUEFORT, Chargé de l'administration métropolitaine pour le Territoire de Marseille Provence.**

Le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

**VU**

Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 5211-9, L5218-8-8 et suivants ;

L'article 56 de la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

L'article 7 du Décret n°2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n°2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique ;

Le Décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;

L'élection de Monsieur Jean-Claude GAUDIN, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence en date du 17 mars 2016;

L'arrêté portant nomination de Monsieur Philippe BLANQUEFORT en qualité de Directeur Général des Services au sein de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole à compter du 1er avril 2015 ;

**ARRETE**

**ARTICLE 1 :**

L'arrêté n° 16/339/CM du 14 juin 2016 est abrogé.

**ARTICLE 2 :**

Délégation est donnée, sous ma surveillance et ma responsabilité, et pour le territoire de Marseille Provence composé des communes d'Allauch, Carnoux-en-Provence, Carry-le-Rouet, Cassis, Ceyreste, Châteauneuf-les-Martigues, Ensues-la-Redonne, Gémenos,

Gignac-la-Nerthe, La Ciotat, Le Rove, Marignane, Marseille, Plan-de-Cuques, Roquefort-la-Bédoule, Saint-Victoret, Sausset-les-Pins, Septèmes-les-Vallons, à Monsieur Philippe BLANQUEFORT, chargé de l'administration métropolitaine pour le territoire de Marseille Provence à l'effet de signer les documents concernant exclusivement le territoire précité, pris au nom de la Métropole Aix-Marseille-Provence, et nécessaires à la continuité du service public, dans les domaines suivants :

**En matière d'administration générale concernant exclusivement le territoire :**

- tous les extraits des actes pris par la Métropole Aix-Marseille-Provence et délivrés en copie aux différents organismes extérieurs et services de l'État,
- les courriers adressés aux membres des juridictions judiciaires ou administratives, aux membres des instances de conciliation, aux autres représentants d'institutions, aux administrés, avocats et tous courriers relevant de l'administration courante, hormis les correspondances adressées aux Préfets, Ministres et Chef de l'Etat,
- la mise à jour des informations cadastrales,
- les documents hypothécaires relatifs au territoire,
- les imprimés des services fiscaux relatifs au territoire,
- les constats amiables,
- les convocations d'expertise,
- les courriers divers aux assureurs,
- les déclarations de sinistres,
- les demandes d'attestations d'assurance,
- les accords sur évaluation (paiement du réparateur suite à un sinistre),
- la transmission des pièces aux tribunaux,
- les certificats d'affichage des actes administratifs,
- les cessions de véhicules, les immatriculations et changements d'immatriculations,
- les formulaires d'autorisation de remisage de véhicule de service,
- les décisions autorisant les agents à utiliser leur véhicule personnel pour les besoins du service,
- les demandes d'exonération liées aux contraventions des agents rattachés directement à la direction générale des services.
- les bordereaux de suivi des déchets d'amiante

**En matière de ressources humaines :**

**Pour la gestion des contrats unique d'insertion (CAE, contrats d'avenir) et des contrats d'apprentissage :**

- courriers divers aux intéressés et institutions (courriers divers aux agents, convocation écrite aux agents, courriers d'attente pour les demandes d'emploi, états liquidatifs),
- Relations avec la C.P.A.M. : Déclaration d'accident de travail, Attestation de salaire (arrêt de travail, accident du travail, congés de maternité, congés de paternité),
- Relations avec la Trésorerie Principale : envoi contrats de travail et des avenants aux contrats de travail et R.I.B passés avant le 01/01/2016,
- Attestations : Attestations Pôle Emploi, Certificat de travail, Attestations employeur (demande de logement, cantine scolaire, divers...),

**Pour l'accueil de stagiaires :**

courriers divers aux intéressés et institutions (courriers de suivi et conventions de stage),

**Pour la formation des agents :**

bulletins d'inscription aux stages et formations, courriers et convocations aux formations,

attestations et conventions cadre avec le CNFPT dans le cadre des formations dispensées hors retour sur cotisation. Tous les actes administratifs relatifs à la continuité des formations obligatoires en matière de sécurité et de prévention dans le cadre de marchés à bon de commande (validation de devis, signature de bons de commande, conventions...).

**En matière d'évaluation des agents :**

la signature des comptes rendus des entretiens professionnels, courriers de convocation dans le cadre d'un recours gracieux (contestation de note et d'évaluation),

**Pour la gestion des ressources humaines :**

- les courriers d'affectation du personnel pour tout mouvement effectué avant le 01/01/2016,
- les expertises médicales et courriers de saisine des commissions de réforme et des comités médicaux,
- courriers relatifs à l'exercice d'une activité privée, à la création ou reprise d'une entreprise, courriers d'autorisation de cumuls d'activités accessoires,
- courriers relatifs au congé bonifié, aux congés annuels et congés exceptionnels, au Compte Epargne Temps (C.E.T.),
- courriers relatifs aux horaires de travail (réduction horaire de grossesse et autres aménagements d'horaires dérogatoires),
- courriers aux agents relatifs au traitement de la rémunération (demi-traitement et sans traitement) et au supplément familial de traitement,
- procès-verbaux de consultation du dossier administratif et courriers de rappel des obligations et des procédures,
- tous les bordereaux et courriers de transmission des actes et pièces afférentes à la radiation des effectifs,
- les mesures d'ordre interne concernant le personnel, notes individuelles, rappels à l'ordre,
- attestations et certificats divers,
- états de service,
- dossiers I.R.C.A.N.T.E.C., C.N.R.A.C.L., C.R.A.M., demande de liquidation de pension C.N.R.A.C.L. et de prestation R.A.P.F.T. (rentes, réversion, pension),
- tous les documents qui sont joints aux mandats des cotisations (déclaration de versement de la contribution solidarité, bordereaux des cotisations C.A.R.E.L., F.O.N.P.E.L., P.R.E.F.O.N, avis d'appel à cotisation CNFPT et pour les Elus, la retenue à la source, les états liquidatifs de l'impôt prélevé sur l'indemnité de fonction d'Elus),
- les dossiers Préfecture relatifs aux médailles du travail,
- les accusés de réception envoyés aux agents suite à la demande d'avancement de grade ou de promotion interne lors d'une prochaine CAP (aucune information sur le résultat de la CAP),
- dossiers de validation de services,
- correspondances afférentes à la gestion des ressources humaines,
- les états d'heures supplémentaires des agents,
- les états d'indemnités horaires des agents,
- les états d'astreintes des agents,
- les états de vacations des agents,
- les ordres de mission des agents,
- les états de frais de déplacement, de mission, de déménagement des agents,
- les états et attestations de toute nature relatives au personnel métropolitain,
- les arrêtés d'avancement d'échelon,

- les arrêtés relatifs aux suspensions de traitement pour services non fait et leur notification,
- les arrêtés de demi-traitement, de temps partiel, de congé parental, de réintégration suite à une disponibilité,
- les arrêtés d'imputabilité ou non au service de l'accident de service ou de la maladie professionnelle,
- les arrêtés relatifs aux situations d'abandon de poste et à l'application de sanctions disciplinaires du 1<sup>er</sup> groupe prévues à l'article 89 de la Loi du 26 janvier 1984 modifiée, ainsi que les documents établis dans le cadre d'une procédure disciplinaire et les modifications d'arrêtés correspondantes,
- les arrêtés de radiation pour mutation, retraite ou décès
- les arrêtés de mise en disponibilité et arrêtés de détachement,
- les arrêtés de suspension conservatoire pour procédure disciplinaire,
- les arrêtés de prolongation dans le cadre du régime CNRACL,
- les arrêtés de congés individuels de formation,
- les arrêtés de mise en positions maladie (CLM, CLD, ATI, ...),
- les arrêtés de mise en disponibilité d'office,
- la signature des contrats de saisonniers et vacataires pour une durée maximale de 15 jours,
- l'attribution ou la suppression de la NBI.

#### **En matière de santé et de protection sociale des agents :**

- tous bordereaux et courriers de transmission des actes et pièces afférentes à la santé et à la protection sociale,
- courriers de convocation à une visite médicale (aux agents mis à disposition du Conseil de territoire) et de confirmation (aux médecins professionnels), dans le cadre de recrutements, de mises en stage, de titularisations, de réintégrations,
- déclarations d'accidents de travail,
- courriers de convocation à une expertise médicale et de confirmation (aux médecins professionnels) dans le cadre d'un accident de travail, de maladie...,
- courriers de notification des conclusions d'expertises (imputabilité),
- bons de prise en charge de frais d'accident du travail, expertises et visites médicales,
- courriers aux médecins professionnels relatifs aux contrôles médicaux,
- courriers de notification des conclusions du contrôle médical,
- courriers divers aux mutuelles (demandes de communication des statuts, de renseignements sur les cotisations mutualistes, relances...),
- courriers de notification aux agents de participation ou de non-participation aux cotisations mutualistes,
- courriers aux mutuelles relatifs à la mise en place de permanences et plans de communication,

#### **En matière financière :**

- les correspondances courantes,
- courriers de notification d'irrégularités aux fournisseurs et prestataires (facturation/prestation/fourniture),
- les certificats de conformité et d'exactitude des pièces justificatives produites à l'appui des mandats de paiement,
- les titres de recettes,
- les courriers de main levée
- la signature des autorisations de prélèvement automatique pour les contrats existants,



- les engagements, bons de commande relatifs aux dépenses de la section de fonctionnement dans la limite de celles inscrites au budget du territoire, et dans la limite de 25.000,00 € HT,
- les mandats relatifs aux dépenses d'investissement correspondant aux restes à réaliser 2015 en dépenses, conformément à l'état arrêté, signé au 31 décembre 2015 et transmis au Trésorier Public,
- les mandats relatifs aux dépenses d'investissement correspondant aux restes à réaliser 2015 en recettes conformément à l'état arrêté et signé au 31 décembre 2015 et transmis au Trésorier Public,
- validation et mandatement des reconstitution d'avances d'un montant maximum de 2000€,

### **En matière de commande publique :**

- les courriers de renseignements dans le cadre d'une procédure en cours (demandes de précisions, documents complémentaires,...),
- les courriers de précisions aux candidats évincés d'une procédure de mise en concurrence dans le cadre de l'article 83 du code des marchés publics,
- les actes de sous-traitance (acceptation et agrément des conditions de paiement),
- les certificats de conformité des pièces,
- les bons de commandes de moins de 25 000 € dans le cadre de l'exécution d'un marché,
- tout acte à caractère coercitif en exécution d'un marché public afin de préserver les droits et intérêts de l'EPCI : application de pénalités, réfaction, mise en demeure, exécution aux frais et risques, ...
- les certificats administratifs,
- réception avec ou sans réserves de travaux et décisions d'admission, ajournement ou rejet des fournitures et services,
- Les courriers d'information aux candidats dans le cadre de la consultation (questions/réponses/renseignements complémentaires ou modification de DCE),
- approbation des factures et/ou décisions relatives à l'approbation, à la modification ou au rejet des décomptes.

### **ARTICLE 3 :**

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Philippe BLANQUEFORT, la délégation de signature définie à l'article 2 est donnée à :

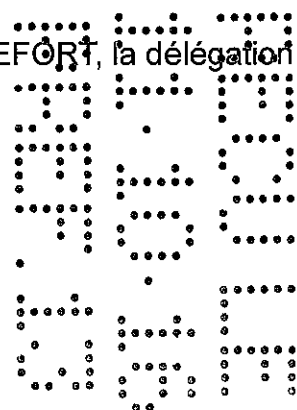
- Monsieur Vincent BONNAFOUX.

### **ARTICLE 4 :**

Le présent arrêté prendra fin le 31 décembre 2016 .

### **ARTICLE 5 :**

La présente délégation de signature vaut également pour la signature électronique des actes dématérialisés.



**ARTICLE 6 :**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

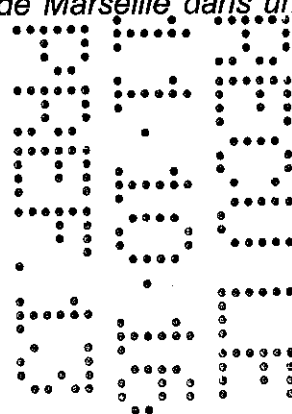
Fait à Marseille, le 11 OCT. 2016



**Le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence**

**M. Jean-Claude GAUDIN**

*Conformément à l'article R.421-5 du Code de Justice Administrative, le présent acte pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Marseille dans un délai de deux mois à compter de sa publication/notification.*



# MÉTROPOLE AIX-MARSEILLE PROVENCE

16 / 497 / CM

Le Président  
Ancien Ministre  
Vice-Président du Sénat

## Objet de l'arrêté :

**Délégation de signature à Monsieur Christian BOUCHERIE, Chargé de l'administration métropolitaine pour le territoire du Pays d'Aix.**

Le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

## VU

Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 5211-9, L5218-8-8 et suivants ;

L'article 56 de la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

L'article 7 du Décret n°2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n°2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique ;

Le Décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;

L'élection de Monsieur Jean-Claude GAUDIN, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence en date du 17 mars 2016 ;

L'arrêté portant nomination de Monsieur Christian BOUCHERIE en qualité de Directeur Général des Services au sein de la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix en date du 12 octobre 2015 ;

## ARRETE

### ARTICLE 1 :

L'arrêté n° 16/341/CM du 14 juin 2016 est abrogé.

### ARTICLE 2 :

Délégation est donnée, pour le territoire du Pays d'Aix, sous ma surveillance et ma responsabilité, à Monsieur Christian BOUCHERIE, chargé de l'administration métropolitaine pour le territoire des communes d'Aix-en-Provence, Beaurecueil, Bouc-Bel-Air, Cabriès, Châteauneuf-le-Rouge, Coudoux, Eguilles, Fuveau, Gardanne, Gréasque, Jouques, Lambesc, La Roque-d'Anthéron, Le Puy-Sainte-Réparate, Le Tholonet, Les Pennes-Mirabeau, Meyrargues, Meyreuil, Mimet, Pertuis, Peynier, Peyrolles-en-Provence, Puyloubier, Rognes, Rousset, Saint-Antonin-sur-Bayon, Saint-Cannat, Saint-Estève-Janson, Saint-Marc-Jaumegarde, Saint-Paul-lès-Durance, Simiane-Collongue, Trets,

Vauvenargues, Venelles, Ventabren, Vitrolles, à l'effet de signer les documents concernant exclusivement le territoire précité, pris au nom de la Métropole Aix-Marseille-Provence, et nécessaires à la continuité du service public, dans les domaines suivants :

**En matière d'administration générale concernant exclusivement le territoire :**

- tous les extraits des actes pris par la Métropole d'Aix-Marseille-Provence et délivrés en copie aux différents organismes extérieurs et services de l'État,
- les courriers adressés aux membres des juridictions judiciaires ou administratives, aux membres des instances de conciliation, aux autres représentants d'institutions, aux administrés, avocats et tous courriers relevant de l'administration courante, hormis les correspondances adressées aux Préfets, Ministres et Chef de l'Etat,
- la mise à jour des informations cadastrales,
- les documents hypothécaires relatifs au territoire,
- les imprimés des services fiscaux relatifs au territoire,
- les constats amiables,
- les convocations d'expertise,
- les courriers divers aux assureurs,
- les déclarations de sinistres,
- les demandes d'attestations d'assurance,
- les accords sur évaluation (paiement du réparateur suite à un sinistre),
- la transmission des pièces aux tribunaux,
- les certificats d'affichage des actes administratifs,
- les cessions de véhicules, les immatriculations et changements d'immatriculations,
- les formulaires d'autorisation de remisage de véhicule de service,
- les décisions autorisant les agents à utiliser leur véhicule personnel pour les besoins du service
- les demandes d'exonération liées aux contraventions des agents rattachés directement à la direction générale des services.
- les bordereaux de suivi des déchets d'amiante

**En matière de ressources humaines :**

**Pour la gestion des contrats unique d'insertion (CAE, contrats d'avenir) et des contrats d'apprentissage :**

- courriers divers aux intéressés et institutions (courriers divers aux agents, convocation écrite aux agents, courriers d'attente pour les demandes d'emploi, états liquidatifs),
- Relations avec la C.P.A.M. : Déclaration d'accident de travail, Attestation de salaire (arrêt de travail, accident du travail, congés de maternité, congés de paternité),
- Relations avec la Trésorerie Principale : envoi contrats de travail et des avenants aux contrats de travail et R.I.B passés avant le 01/01/2016,
- Attestations : Attestations Pôle Emploi, Certificat de travail, Attestations employeur (demande de logement, cantine scolaire, divers...),

**Pour l'accueil de stagiaires :**

Courriers divers aux intéressés et institutions (courriers de suivi et conventions de stage),

**Pour la formation des agents :**

Bulletins d'inscription aux stages et formations, courriers, convocations aux formations, attestations et conventions cadre avec le CNFPT dans le cadre des formations dispensées hors retour sur cotisation. Tous les actes administratifs relatifs à la continuité des

formations obligatoires en matière de sécurité et de prévention dans le cadre de marchés à bon de commande (validation de devis, signature de bons de commande, conventions...).

**En matière d'évaluation des agents :**

La signature des comptes rendus des entretiens professionnels, courriers de convocation dans le cadre d'un recours gracieux (contestation de note et d'évaluation),

**Pour la gestion des ressources humaines :**

- les courriers d'affectation du personnel pour tout mouvement effectué avant le 01/01/2016,
- les expertises médicales et courriers de saisine des commissions de réforme et des comités médicaux,
- courriers relatifs à l'exercice d'une activité privée, à la création ou reprise d'une entreprise, courriers d'autorisation de cumuls d'activités accessoires,
- courriers relatifs au congé bonifié, aux congés annuels et congés exceptionnels, au Compte Epargne Temps (C.E.T.),
- courriers relatifs aux horaires de travail (réduction horaire de grossesse et autres aménagements d'horaires dérogatoires),
- courriers aux agents relatifs au traitement de la rémunération (demi-traitement et sans traitement) et au supplément familial de traitement,
- procès-verbaux de consultation du dossier administratif et courriers de rappel des obligations et des procédures,
- tous les bordereaux et courriers de transmission des actes et pièces afférentes à la radiation des effectifs,
- les mesures d'ordre interne concernant le personnel, notes individuelles, rappels à l'ordre,
- attestations et certificats divers,
- états de service,
- dossiers I.R.C.A.N.T.E.C., C.N.R.A.C.L., C.R.A.M., demande de liquidation de pension C.N.R.A.C.L. et de prestation R.A.P.F.T. (rentes, réversion, pension),
- tous les documents qui sont joints aux mandats des cotisations (déclaration de versement de la contribution solidarité, bordereaux des cotisations CAREL, FONPEL, PREFON, avis d'appel à cotisation CNFPT et pour les Elus, la retenue à la source, les états liquidatifs de l'impôt prélevé sur l'indemnité de fonction d'Elus),
- les dossiers Préfecture relatifs aux médailles du travail,
- les accusés de réception envoyés aux agents suite à la demande d'avancement de grade ou de promotion interne lors d'une prochaine CAP (aucune information sur le résultat de la CAP),
- dossiers de validation de services,
- correspondances afférentes à la gestion des ressources humaines,
- les états d'heures supplémentaires des agents,
- les états d'indemnités horaires des agents,
- les états d'astreintes des agents,
- les états de vacations des agents,
- les ordres de mission des agents,
- les états de frais de déplacement, de mission, de déménagement des agents,
- les états et attestations de toute nature relatives au personnel métropolitain,
- les arrêtés d'avancement d'échelon,
- les arrêtés relatifs aux suspensions de traitement pour services non fait et leur notification,

- les arrêtés de demi-traitement, de temps partiel, de congé parental, de réintégration suite à une disponibilité,
  - les arrêtés d'imputabilité ou non au service de l'accident de service ou de la maladie professionnelle,
  - les arrêtés relatifs aux situations d'abandon de poste et à l'application de sanctions disciplinaires du 1<sup>er</sup> groupe prévues à l'article 89 de la Loi du 26 janvier 1984 modifiée, ainsi que les documents établis dans le cadre d'une procédure disciplinaire et les modifications d'arrêtés correspondantes,
  - les arrêtés de radiation pour mutation, retraite ou décès
  - les arrêtés de mise en disponibilité et arrêtés de détachement,
  - les arrêtés de suspension conservatoire pour procédure disciplinaire,
  - les arrêtés de prolongation dans le cadre du régime CNRACL,
  - les arrêtés de congés individuels de formation,
  - les arrêtés de mise en positions maladie (CLM, CLD, ATI, ...),
  - les arrêtés de mise en disponibilité d'office,
- la signature des contrats de saisonniers et vacataires pour une durée maximale de 15 jours,
- l'attribution ou la suppression de la NBI

### **En matière de santé et de protection sociale des agents :**

- tous bordereaux et courriers de transmission des actes et pièces afférentes à la santé et à la protection sociale,
- courriers de convocation à une visite médicale (aux agents mis à disposition du Conseil de territoire) et de confirmation (aux médecins professionnels), dans le cadre de recrutements, de mises en stage, de titularisations, de réintégrations,
- déclarations d'accidents de travail,
- courriers de convocation à une expertise médicale et de confirmation (aux médecins professionnels) dans le cadre d'un accident de travail, de maladie...,
- courriers de notification des conclusions d'expertises (imputabilité),
- bons de prise en charge de frais d'accident du travail, expertises et visites médicales,
- courriers aux médecins professionnels relatifs aux contrôles médicaux,
- courriers de notification des conclusions du contrôle médical,
- courriers divers aux mutuelles (demandes de communication des statuts, de renseignements sur les cotisations mutualistes, relances...),
- courriers de notification aux agents de participation ou de non-participation aux cotisations mutualistes,
- courriers aux mutuelles relatifs à la mise en place de permanences et plans de communication,

### **En matière financière :**

- les correspondances courantes,
- courriers de notification d'irrégularités aux fournisseurs et prestataires (facturation/prestation/fourniture),
- les certificats de conformité et d'exactitude des pièces justificatives produites à l'appui des mandats de paiement,
- les titres de recettes,
- les courriers de main levée
- la signature des autorisations de prélèvement automatique pour les contrats existants,
- les engagements, bons de commande relatifs aux dépenses de la section de

fonctionnement dans la limite de celles inscrites au budget du territoire, et dans la limite de 25.000,00 € HT,

- les mandats relatifs aux dépenses d'investissement correspondant aux restes à réaliser 2015 en dépenses, conformément à l'état arrêté, signé au 31 décembre 2015 et transmis au Trésorier Public,
- les mandats relatifs aux dépenses d'investissement correspondant aux restes à réaliser 2015 en recettes conformément à l'état arrêté et signé au 31 décembre 2015 et transmis au Trésorier Public,
- validation et mandatement des reconstitutions d'avances d'un montant maximum de 2000€,

#### **En matière de commande publique :**

- les courriers de renseignements dans le cadre d'une procédure en cours (demandes de précisions, documents complémentaires,...),
- les courriers de précisions aux candidats évincés d'une procédure de mise en concurrence dans le cadre de l'article 83 du code des marchés publics,
- les actes de sous-traitance (acceptation et agrément des conditions de paiement),
- les certificats de conformité des pièces,
- les bons de commandes de moins de 25 000 € dans le cadre de l'exécution d'un marché,
- tout acte à caractère coercitif en exécution d'un marché public afin de préserver les droits et intérêts de l'EPCI : application de pénalités, réfaction, mise en demeure, exécution aux frais et risques, ...
- les certificats administratifs,
- réception avec ou sans réserves de travaux et décisions d'admission, ajournement ou rejet des fournitures et services,
- les courriers d'information aux candidats dans le cadre de la consultation (questions/réponses/renseignements complémentaires ou modification de DCE),
- approbation des factures et/ou décisions relatives à l'approbation, à la modification ou au rejet des décomptes.

#### **ARTICLE 3 :**

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Christian BOUCHERIE, la délégation de signature définie à l'article 2 est donnée à :

- à Monsieur Thierry PENNEC.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Christian BOUCHERIE et de Monsieur Thierry PENNEC, la délégation de signature définie à l'article 2 est donnée à :

- à Monsieur Guy JANUEL.

#### **ARTICLE 4:**

Le présent arrêté prendra fin le 31 décembre 2016.


**ARTICLE 5 :**

La présente délégation de signature vaut également pour la signature électronique des actes dématérialisés.

**ARTICLE 6 :**

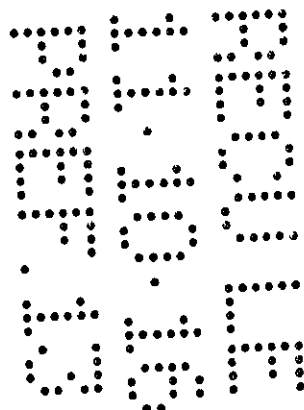
Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 11 OCT. 2016



**Le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence**

**M. Jean-Claude GAUDIN**



*Conformément à l'article R.421-5 du Code de Justice Administrative, le présent acte pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Marseille dans un délai de deux mois à compter de sa publication/notification.*



# MÉTROPOLE AIX-MARSEILLE PROVENCE

16 / 498 / CM

**Le Président**  
Ancien Ministre  
Vice-Président du Sénat

## Objet de l'arrêté :

**Délégation de signature à Madame Sophie CONTE, Chargée de l'administration métropolitaine du territoire du Pays Salonais ;**

Le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

## VU

Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 5211-9, L5218-8-8 et suivants ;

L'article 56 de la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

L'article 7 du Décret n°2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n°2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique ;

Le Décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;

L'élection de Monsieur Jean-Claude GAUDIN, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence en date du 17 mars 2016 ;

L'arrêté portant nomination de Madame Sophie CONTE en qualité de Directrice Générale des Services par intérim au sein de la Communauté d'Agglomération Salon - Etang de Berre - Durance en date du 30 septembre 2015 ;

## ARRETE

### ARTICLE 1 :

L'arrêté n° 16/359/CM du 14 juin 2016 est abrogé.

### ARTICLE 2 :

Délégation est donnée, et pour le territoire du Pays Salonais composé des communes d'Alleins, Aurons, Berre-l'Etang, Charleval, Eyguières, La Barben, La Fare-les-Oliviers, Lamanon, Lançon-Provence, Mallemort, Pélissanne, Rognac, Saint-Chamas, Salon-de-Provence, Sénas, Velaux, Vernègues, sous ma surveillance et ma responsabilité, à Madame Sophie CONTE, chargée de l'administration métropolitaine du territoire du Pays Salonais, à l'effet de signer les documents concernant exclusivement le territoire précité, pris au nom de la Métropole Aix-Marseille-Provence, et nécessaires à la continuité du service public, dans les domaines suivants :

## **En matière d'administration générale concernant exclusivement le territoire :**

- tous les extraits des actes pris par la Métropole Aix-Marseille-Provence et délivrés en copie aux différents organismes extérieurs et services de l'État,
- les courriers adressés aux membres des juridictions judiciaires ou administratives, aux membres des instances de conciliation, aux autres représentants d'institutions, aux administrés, avocats et tous courriers relevant de l'administration courante, hormis les correspondances adressées aux Préfets, Ministres et Chef de l'Etat,
- la mise à jour des informations cadastrales,
- les documents hypothécaires relatifs au territoire,
- les imprimés des services fiscaux relatifs au territoire,
- les constats amiables,
- les convocations d'expertise,
- les courriers divers aux assureurs,
- les déclarations de sinistres,
- les demandes d'attestations d'assurance,
- les accords sur évaluation (paiement du réparateur suite à un sinistre),
- la transmission des pièces aux tribunaux,
- les certificats d'affichage des actes administratifs,
- les cessions de véhicules, les immatriculations et changements d'immatriculations,
- les formulaires d'autorisation de remisage de véhicule de service,
- les décisions autorisant les agents à utiliser leur véhicule personnel pour les besoins du service,
- les demandes d'exonération liées aux contraventions des agents rattachés directement à la direction générale des services,
- les bordereaux de suivi des déchets d'amiante

## **En matière de ressources humaines :**

### **Pour la gestion des contrats unique d'insertion (CAE, contrats d'avenir) et des contrats d'apprentissage :**

- courriers divers aux intéressés et institutions (courriers divers aux agents, convocation écrite aux agents, courriers d'attente pour les demandes d'emploi, états liquidatifs),
- Relations avec la C.P.A.M. : Déclaration d'accident de travail, Attestation de salaire (arrêt de travail, accident du travail, congés de maternité, congés de paternité),
- Relations avec la Trésorerie Principale : envoi contrats de travail et des avenants aux contrats de travail et R.I.B passés avant le 01/01/2016,
- Attestations : Attestations Pôle Emploi, Certificat de travail, Attestations employeur (demande de logement, cantine scolaire, divers...),

### **Pour l'accueil de stagiaires :**

courriers divers aux intéressés et institutions (courriers de suivi et conventions de stage),

### **Pour la formation des agents :**

Bulletins d'inscription aux stages et formations, courriers, convocations aux formations, attestations et conventions cadre avec le CNFPT dans le cadre des formations dispensées hors retour sur cotisation. Tous les actes administratifs relatifs à la continuité des formations obligatoires en matière de sécurité et de prévention dans le cadre de marchés à bon de commande (validation de devis, signature de bons de commande, conventions...).

### **En matière d'évaluation des agents :**

La signature des comptes rendus des entretiens professionnels, courriers de convocation dans le cadre d'un recours gracieux (contestation de note et d'évaluation)

### **Pour la gestion des ressources humaines :**

- les courriers d'affectation du personnel pour tout mouvement effectué avant le 01/01/2016,
- les expertises médicales et courriers de saisine des commissions de réforme et des comités médicaux,
- courriers relatifs à l'exercice d'une activité privée, à la création ou reprise d'une entreprise, courriers d'autorisation de cumuls d'activités accessoires,
- courriers relatifs au congé bonifié, aux congés annuels et congés exceptionnels, au Compte Epargne Temps (C.E.T.),
- courriers relatifs aux horaires de travail (réduction horaire de grossesse et autres aménagements d'horaires dérogoires),
- courriers aux agents relatifs au traitement de la rémunération (demi-traitement et sans traitement) et au supplément familial de traitement,
- procès-verbaux de consultation du dossier administratif et courriers de rappel des obligations et des procédures,
- tous les bordereaux et courriers de transmission des actes et pièces afférentes à la radiation des effectifs,
- les mesures d'ordre interne concernant le personnel, notes individuelles, rappels à l'ordre,
- attestations et certificats divers,
- états de service,
- dossiers I.R.C.A.N.T.E.C., C.N.R.A.C.L., C.R.A.M., demande de liquidation de pension C.N.R.A.C.L. et de prestation R.A.P.F.T. (rentes, réversion, pension),
- tous les documents qui sont joints aux mandats des cotisations (déclaration de versement de la contribution solidarité, bordereaux des cotisations : C.A.R.E.L., F.C.N.P.E.L., PREFON, avis d'appel à cotisation CNFPT et pour les Elus, la retenue à la source, les états liquidatifs de l'impôt prélevé sur l'indemnité de fonction d'Elus),
- les dossiers Préfecture relatifs aux médailles du travail,
- les accusés de réception envoyés aux agents suite à la demande d'avancement de grade ou de promotion interne lors d'une prochaine CAP (aucune information sur le résultat de la CAP),
- dossiers de validation de services,
- correspondances afférentes à la gestion des ressources humaines,
- es états d'heures supplémentaires des agents,
- les états d'indemnités horaires des agents,
- les états d'astreintes des agents,
- les états de vacations des agents,
- les ordres de mission des agents,
- les états de frais de déplacement, de mission, de déménagement des agents,
- les états et attestations de toute nature relatives au personnel métropolitain,
- les arrêtés d'avancement d'échelon,
- les arrêtés relatifs aux suspensions de traitement pour services non fait et leur notification,
- les arrêtés de demi-traitement, de temps partiel, de congé parental, de réintégration suite à une disponibilité,
- les arrêtés d'imputabilité ou non au service de l'accident de service ou de la maladie professionnelle,
- les arrêtés relatifs aux situations d'abandon de poste et à l'application de sanctions

disciplinaires du 1<sup>er</sup> groupe prévues à l'article 89 de la Loi du 26 janvier 1984 modifiée, ainsi que les documents établis dans le cadre d'une procédure disciplinaire et les modifications d'arrêtés correspondantes,

- les arrêtés de radiation pour mutation, retraite ou décès
- les arrêtés de mise en disponibilité et arrêtés de détachement,
- les arrêtés de suspension conservatoire pour procédure disciplinaire,
- les arrêtés de prolongation dans le cadre du régime CNRACL,
- les arrêtés de congés individuels de formation,
- les arrêtés de mise en positions maladie (CLM, CLD, ATI, ...),
- les arrêtés de mise en disponibilité d'office,
- la signature des contrats de saisonniers et vacataires pour une durée maximale de 15 jours,
- l'attribution ou la suppression de la NBI.

### **En matière de santé et de protection sociale des agents :**

- tous bordereaux et courriers de transmission des actes et pièces afférentes à la santé et à la protection sociale,
- courriers de convocation à une visite médicale (aux agents mis à disposition du Conseil de territoire) et de confirmation (aux médecins professionnels), dans le cadre de recrutements, de mises en stage, de titularisations, de réintégrations,
- déclarations d'accidents de travail,
- courriers de convocation à une expertise médicale et de confirmation (aux médecins professionnels) dans le cadre d'un accident de travail, de maladie...,
- courriers de notification des conclusions d'expertises (imputabilité),
- bons de prise en charge de frais d'accident du travail, expertises et visites médicales,
- courriers aux médecins professionnels relatifs aux contrôles médicaux,
- courriers de notification des conclusions du contrôle médical,
- courriers divers aux mutuelles (demandes de communication des statuts, de renseignements sur les cotisations mutualistes, relances...),
- courriers de notification aux agents de participation ou de non-participation aux cotisations mutualistes,
- courriers aux mutuelles relatifs à la mise en place de permanences et plans de communication,

### **En matière financière :**

- les correspondances courantes,
- les courriers de main levée
- courriers de notification d'irrégularités aux fournisseurs et prestataires (facturation/prestation/fourniture),
- les certificats de conformité et d'exactitude des pièces justificatives produites à l'appui des mandats de paiement,
- les titres de recettes,
- la signature des autorisations de prélèvement automatique pour les contrats existants,
- les engagements, bons de commande relatifs aux dépenses de la section de fonctionnement dans la limite de celles inscrites au budget du territoire, et dans la limite de 25.000,00 € HT,
- les mandats relatifs aux dépenses d'investissement correspondant aux restes à réaliser 2015 en dépenses, conformément à l'état arrêté, signé au 31 décembre 2015 et transmis au Trésorier Public,
- les mandats relatifs aux dépenses d'investissement correspondant aux restes à réaliser

2015 en recettes conformément à l'état arrêté et signé au 31 décembre 2015 et transmis au Trésorier Public,

- validation et mandatement des reconstitutions d'avances d'un montant maximum de 2000€,
- les bons d'engagements correspondants à la traduction comptable de l'engagement juridique (marchés, conventions, lettre de commandes ...) dûment validés par le Président ou son représentant, et notifiés, permettant de réserver les crédits nécessaires au paiement des dettes ainsi générées,

#### **En matière de commande publique :**

- les courriers de renseignements dans le cadre d'une procédure en cours (demandes de précisions, documents complémentaires,...),
- les courriers de précisions aux candidats évincés d'une procédure de mise en concurrence dans le cadre de l'article 83 du code des marchés publics,
- les actes de sous-traitance (acceptation et agrément des conditions de paiement),
- les certificats de conformité des pièces,
- les bons de commandes de moins de 25 000 € dans le cadre de l'exécution d'un marché,
- tout acte à caractère coercitif en exécution d'un marché public afin de préserver les droits et intérêts de l'EPCI : application de pénalités, réfaction, mise en demeure, exécution aux frais et risques, ...
- les certificats administratifs,
- réception avec ou sans réserves de travaux et décisions d'admission, ajournement ou rejet des fournitures et services,
- approbation des factures et/ou décisions relatives à l'approbation, à la modification ou au rejet des décomptes.
- les courriers d'information aux candidats dans le cadre de la consultation (questions/réponses/renseignements complémentaires ou modification de DCE)

#### **ARTICLE 3 :**

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Sophie CONTE, la délégation de signature définie à l'article 2 est donnée à :

- Madame Laetitia ZUGNA.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Sophie CONTE et de Madame Laetitia ZUGNA, la délégation de signature définie à l'article 2 est donnée à :

- Monsieur Pascal MORA,

#### **ARTICLE 4:**

Le présent arrêté prendra fin le 31 décembre 2016.

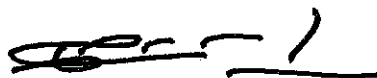
#### **ARTICLE 5 :**

La présente délégation de signature vaut également pour la signature électronique des actes dématérialisés.

**ARTICLE 6 :**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

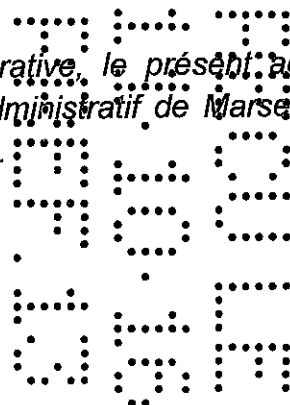
Fait à Marseille, le 11 OCT. 2016



**Le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence**

**M. Jean-Claude GAUDIN**

*Conformément à l'article R.421-5 du Code de Justice Administrative, le présent acte pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Marseille dans un délai de deux mois à compter de sa publication/notification.*



**MÉTROPOLE  
AIX-MARSEILLE  
PROVENCE**

**16 / 499 / CM**

—  
**Le Président**  
Ancien Ministre  
Vice-Président du Sénat

**Objet de l'arrêté :**

**Délégation de signature à Monsieur Patrick CANILLADE , Chargé de la gestion et de l'exploitation des services publics en lien avec la mobilité sur la totalité des territoires des communes de Cornillon-Confoux, Fos-sur-Mer, Grans, Istres, Martigues, Miramas, Port de Bouc, Port-Saint-Louis-du-Rhône et Saint Mitre les Remparts.**

Le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

**VU** les articles L.5210-1-1 A, L. 5211-9, L.5211-1 et L. 2122-23, L.5217-1 et suivants, L5218-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales,

**VU** l'article 7 du Décret n°2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n°2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique,

**VU** le Décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

**Vu** la délibération du Conseil de la Métropole en date du 17 mars 2016 relative à l'élection de Monsieur Jean-Claude GAUDIN, Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

**Vu** l'arrêté du 8 novembre 2011 portant nomination de Monsieur Patrick Canillade en qualité de Directeur général des Services du SMGETU,

**Vu** la délibération n°2011-051 en date du 17 novembre 2011 désignant Monsieur Patrick Canillade en qualité de Directeur de la Régie des transports urbains du SMGETU,

**ARRETE**

**ARTICLE 1 :**

L'arrêté n° 16/338/CM du 14 juin 2016 est abrogé.

## **ARTICLE 2 :**

Délégation de signature est donnée sous ma surveillance et ma responsabilité, à Monsieur Patrick Canillade à l'effet de signer les documents pris au nom de la Métropole Aix-Marseille-Provence, et nécessaires à la continuité du service public, concernant exclusivement la gestion et de l'exploitation des services publics en lien avec la mobilité sur la totalité des territoires des communes de Cornillon-Confoux, Fos-sur-Mer, Grans, Istres, Martigues, Miramas, Port de Bouc, Port-Saint-Louis-du-Rhône et Saint Mitre les Remparts, dans les domaines suivants :

### **En matière d'administration générale concernant exclusivement le territoire :**

- tous les extraits des actes pris par la Métropole Aix-Marseille-Provence et délivrés en copie aux différents organismes extérieurs et services de l'État,
- les courriers adressés aux membres des juridictions judiciaires ou administratives, aux membres des instances de conciliation, aux autres représentants d'institutions, aux administrés, avocats et tous courriers relevant de l'administration courante, hormis les correspondances adressées aux Préfets, Ministres et Chef de l'Etat,
- la mise à jour des informations cadastrales,
- les documents hypothécaires relatifs au territoire,
- les imprimés des services fiscaux relatifs au territoire,
- les constats amiables,
- les convocations d'expertise,
- les courriers divers aux assureurs,
- les déclarations de sinistres,
- les demandes d'attestations d'assurance,
- les accords sur évaluation (paiement du réparateur suite à un sinistre),
- la transmission des pièces aux tribunaux,
- les certificats d'affichage des actes administratifs,
- les cessions de véhicules, les immatriculations et changements d'immatriculations,
- les formulaires d'autorisation de remisage de véhicule de service,
- les décisions autorisant les agents à utiliser leur véhicule personnel pour les besoins du service,
- les requêtes en demande d'exonération
- les bordereaux de suivi des déchets d'amiante

### **En matière de ressources humaines :**

#### **Pour la gestion des contrats unique d'insertion (CAE, contrats d'avenir) et des contrats d'apprentissage :**

- courriers divers aux intéressés et institutions (courriers divers aux agents, convocation écrite aux agents, courriers d'attente pour les demandes d'emploi, états liquidatifs),
- Relations avec la C.P.A.M. : Déclaration d'accident de travail, Attestation de salaire (arrêt de travail, accident du travail, congés de maternité, congés de paternité),
- Relations avec la Trésorerie Principale : envoi contrats de travail et des avenants aux contrats de travail et R.I.B passés avant le 01/01/2016,



- Attestations : Attestations Pôle Emploi, Certificat de travail, Attestations employeur (demande de logement, cantine scolaire, divers...),

**Pour l'accueil de stagiaires :**

courriers divers aux intéressés et institutions (courriers de suivi et conventions de stage),

**Pour la formation des agents :**

bulletins d'inscription aux stages et formations, courriers, convocations aux formations, attestations et conventions cadre avec le CNFPT dans le cadre des formations dispensées hors retour sur cotisation. Tous les actes administratifs relatifs à la continuité des formations obligatoires en matière de sécurité et de prévention dans le cadre de marchés à bon de commande (validation de devis, signature de bons de commande, conventions...).

**En matière d'évaluation des agents :**

la signature des comptes rendus des entretiens professionnels, courriers de convocation dans le cadre d'un recours gracieux (contestation de note et d'évaluation),

**Pour la gestion des ressources humaines :**

- les courriers d'affectation du personnel pour tout mouvement effectué avant le 01/01/2016,
- les expertises médicales et courriers de saisine des commissions de réforme et des comités médicaux,
- courriers relatifs à l'exercice d'une activité privée, à la création ou reprise d'une entreprise, courriers d'autorisation de cumuls d'activités accessoires,
- courriers relatifs au congé bonifié, aux congés annuels et congés exceptionnels, au Compte Epargne Temps (C.E.T.),
- courriers relatifs aux horaires de travail (réduction horaire de grossesse et autres aménagements d'horaires dérogatoires),
- courriers aux agents relatifs au traitement de la rémunération (demi-traitement et sans traitement) et au supplément familial de traitement,
- procès-verbaux de consultation du dossier administratif et courriers de rappel des obligations et des procédures,
- tous les bordereaux et courriers de transmission des actes et pièces afférentes à la radiation des effectifs,
- les mesures d'ordre interne concernant le personnel, notes individuelles, rappels à l'ordre,
- attestations et certificats divers,
- états de service,
- dossiers I.R.C.A.N.T.E.C., C.N.R.A.C.L., C.R.A.M., demande de liquidation de pension C.N.R.A.C.L. et de prestation R.A.P.F.T. (rentes, réversion, pension),
- tous les documents qui sont joints aux mandats des cotisations (déclaration de versement de la contribution solidarité, bordereaux des cotisations CAREL, FONPEL, PREFON, avis d'appel à cotisation CNFPT et pour les Elus, la retenue à la source, les états liquidatifs de l'impôt prélevé sur l'indemnité de fonction d'Elus),
- les dossiers Préfecture relatifs aux médailles du travail,

- les accusés de réception envoyés aux agents suite à la demande d'avancement de grade ou de promotion interne lors d'une prochaine CAP (aucune information sur le résultat de la CAP),
- dossiers de validation de services,
- correspondances afférentes à la gestion des ressources humaines,
- les états d'heures supplémentaires des agents,
- les états d'indemnités horaires des agents,
- les états d'astreintes des agents,
- les états de vacations des agents,
- les ordres de mission des agents,
- les états de frais de déplacement, de mission, de déménagement des agents,
- les états et attestations de toute nature relatives au personnel métropolitain,
- les arrêtés d'avancement d'échelon,
- les arrêtés relatifs aux suspensions de traitement pour services non fait et leur notification,
- les arrêtés de demi-traitement, de temps partiel, de congé parental, de réintégration suite à une disponibilité,
- les arrêtés d'imputabilité ou non au service de l'accident de service ou de la maladie professionnelle,
- les arrêtés relatifs aux situations d'abandon de poste et à l'application de sanctions disciplinaires du 1<sup>er</sup> groupe prévues à l'article 89 de la Loi du 26 janvier 1984 modifiée, ainsi que les documents établis dans le cadre d'une procédure disciplinaire et les modifications d'arrêtés correspondantes,
- les arrêtés de radiation pour mutation, retraite ou décès
- les arrêtés de mise en disponibilité et arrêtés de détachement,
- les arrêtés de suspension conservatoire pour procédure disciplinaire,
- les arrêtés de prolongation dans le cadre du régime CNRACL,
- les arrêtés de congés individuels de formation,
- les arrêtés de mise en positions maladie (CLM, CLD, ATI, ...),
- les arrêtés de mise en disponibilité d'office,
- la signature des contrats de saisonniers et vacataires pour une durée maximale de 15 jours,
- l'attribution ou la suppression de la NBI.

#### **En matière de santé et de protection sociale des agents :**

- tous bordereaux et courriers de transmission des actes et pièces afférentes à la santé et à la protection sociale,
- courriers de convocation à une visite médicale (aux agents mis à disposition du Conseil de territoire) et de confirmation (aux médecins professionnels), dans le cadre de recrutements, de mises en stage, de titularisations, de réintégrations,
- déclarations d'accidents de travail,
- courriers de convocation à une expertise médicale et de confirmation (aux médecins professionnels) dans le cadre d'un accident de travail, de maladie...,
- courriers de notification des conclusions d'expertises (imputabilité),
- bons de prise en charge de frais d'accident du travail, expertises et visites médicales,
- courriers aux médecins professionnels relatifs aux contrôles médicaux,
- courriers de notification des conclusions du contrôle médical,

- courriers divers aux mutuelles (demandes de communication des statuts, de renseignements sur les cotisations mutualistes, relances...),
- courriers de notification aux agents de participation ou de non-participation aux cotisations mutualistes,
- courriers aux mutuelles relatifs à la mise en place de permanences et plans de communication,

### **En matière financière :**

les correspondances courantes,  
 courriers de notification d'irrégularités aux fournisseurs et prestataires (facturation/prestation/fourniture),  
 les certificats de conformité et d'exactitude des pièces justificatives produites à l'appui des mandats de paiement,  
 les titres de recettes,  
 les courriers de main levée  
 la signature des autorisations de prélèvement automatique pour les contrats existants,  
 les engagements, bons de commande relatifs aux dépenses de la section de fonctionnement dans la limite de celles inscrites au budget du territoire, et dans la limite de 25.000,00 € HT,  
 les mandats relatifs aux dépenses d'investissement correspondant aux restes à réaliser 2015 en dépenses, conformément à l'état arrêté, signé au 31 décembre 2015 et transmis au Trésorier Public,  
 les mandats relatifs aux dépenses d'investissement correspondant aux restes à réaliser 2015 en recettes conformément à l'état arrêté et signé au 31 décembre 2015 et transmis au Trésorier Public,  
 validation et mandatement des reconstitution d'avances d'un montant maximum de 2000€,

### **En matière de commande publique :**

- les courriers de renseignements dans le cadre d'une procédure en cours (demandes de précisions, documents complémentaires,...),
- les courriers de précisions aux candidats évincés d'une procédure de mise en concurrence dans le cadre de l'article 83 du code des marchés publics,
- les actes de sous-traitance (acceptation et agrément des conditions de paiement),
- les certificats de conformité des pièces,
- les bons de commandes de moins de 25 000 € dans le cadre de l'exécution d'un marché,
- tout acte à caractère coercitif en exécution d'un marché public afin de préserver les droits et intérêts de l'EPCI : application de pénalités, réfaction, mise en demeure, exécution aux frais et risques, ...
- les certificats administratifs,
- réception avec ou sans réserves de travaux et décisions d'admission, ajournement ou rejet des fournitures et services,
- approbation des factures et/ou décisions relatives à l'approbation, à la modification ou au rejet des décomptes.
- Les courriers d'information aux candidats dans le cadre de la consultation (questions/réponses/renseignements complémentaires ou modification de DCE).

**ARTICLE 3 :**

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Patrick CANILLADE, la délégation de signature définie à l'article 2 est donnée à :

- Monsieur Olivier CALANDO.

**ARTICLE 4 :**

Le présent arrêté prend fin le 31 décembre 2016.

**ARTICLE 5 :**

La présente délégation de signature vaut également pour la signature électronique des actes dématérialisés.

**ARTICLE 6 :**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 11 OCT. 2016



**Le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence**

**M. Jean-Claude GAUDIN**



*Conformément à l'article R.421-5 du Code de Justice Administrative, le présent acte pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Marseille dans un délai de deux mois à compter de sa publication/notification.*

# MÉTROPOLE AIX-MARSEILLE PROVENCE

**Le Président**  
Ancien Ministre  
Vice-Président du Sénat

## Objet de l'arrêté :

**Délégation de signature à Madame Laurence DARDALHON, Chargée de l'administration métropolitaine du territoire d'Istres Ouest Provence.**

Le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

**VU** les articles L.5210-1-1 A, L. 5211-9, L.5211-1 et L. 2122-23, L.5217-1 et suivants, L.5218-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales,

**VU** l'article 7 du Décret n°2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n°2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique,

**VU** le Décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

**VU** l'article 56 de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République,

**Vu** la délibération du Conseil de la Métropole en date du 17 mars 2016 relative à l'élection de Monsieur Jean-Claude GAUDIN, Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

**Vu** le contrat à durée indéterminée, inscrit au registre des actes n°DRH-2015-772, en date du 23 avril 2015 portant Madame Laurence DARDALHON Directrice Générale des Services du S.A.N. Ouest Provence,

**Vu** l'arrêté du Président du Syndicat d'Agglomération Nouvelle Ouest Provence n°DRH-2015-1355 en date du 1<sup>er</sup> juillet 2015 portant nomination de Madame Valérie TERSEUL, Directrice Générale Adjointe du S.A.N. Ouest Provence,

## ARRETE

### ARTICLE 1 :

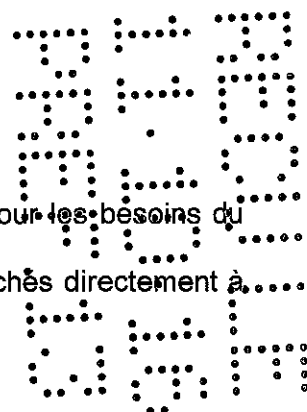
L'arrêté n° 16/340/CM du 14 juin 2016 est abrogé.

## **ARTICLE 2 :**

Délégation est donnée à Madame Laurence DARDALHON, Chargée de l'administration métropolitaine du territoire d'Istres Ouest Provence, composé des communes de Cornillon-Confoux, Fos-sur-Mer, Grans, Istres, Miramas et Port-Saint-Louis-du-Rhône, à l'effet de signer les documents concernant exclusivement le territoire précité, pris au nom de la Métropole Aix-Marseille-Provence, et nécessaires à la continuité du service public, dans les domaines suivants :

### **En matière d'administration générale concernant exclusivement le territoire :**

- tous les extraits des actes pris par la Métropole Aix-Marseille-Provence et délivrés en copie aux différents organismes extérieurs et services de l'État,
- les courriers adressés aux membres des juridictions judiciaires ou administratives, aux membres des instances de conciliation, aux autres représentants d'institutions, aux administrés, avocats et tous courriers relevant de l'administration courante, hormis les correspondances adressées aux Préfets, Ministres et Chef de l'Etat,
- la mise à jour des informations cadastrales,
- les documents hypothécaires relatifs au territoire,
- les imprimés des services fiscaux relatifs au territoire,
- les constats amiables,
- les convocations d'expertise,
- les courriers divers aux assureurs,
- les déclarations de sinistres,
- les demandes d'attestations d'assurance,
- les accords sur évaluation (paiement du réparateur suite à un sinistre),
- la transmission des pièces aux tribunaux,
- les certificats d'affichage des actes administratifs,
- les cessions de véhicules
- les immatriculations et changements d'immatriculations,
- les formulaires d'autorisation de remisage de véhicule de service,
- les décisions autorisant les agents à utiliser leur véhicule personnel pour les besoins du service
- les demandes d'exonération liées aux contraventions des agents rattachés directement à la direction générale des services.
- les bordereaux de suivi des déchets d'amiante



### **En matière de ressources humaines :**

#### **Pour la gestion des contrats unique d'insertion (CAE, contrats d'avenir) et des contrats d'apprentissage :**

- courriers divers aux intéressés et institutions (courriers divers aux agents, convocation écrite aux agents, courriers d'attente pour les demandes d'emploi, états liquidatifs),
- Relations avec la C.P.A.M. : Déclaration d'accident de travail, Attestation de salaire (arrêt de travail, accident du travail, congés de maternité, congés de paternité),
- Relations avec la Trésorerie Principale : envoi contrats de travail et des avenants aux contrats de travail et R.I.B passés avant le 01/01/2016,
- Attestations : Attestations Pôle Emploi, Certificat de travail, Attestations employeur (demande de logement, cantine scolaire, divers...),

#### **Pour l'accueil de stagiaires :**

- courriers divers aux intéressés et institutions (courriers de suivi et conventions de stage),

**Pour la formation des agents :**

- bulletins d'inscription aux stages et formations, courriers, convocations aux formations, attestations et conventions cadre avec le CNFPT dans le cadre des formations dispensées hors retour sur cotisation. Tous les actes administratifs relatifs à la continuité des formations obligatoires en matière de sécurité et de prévention dans le cadre de marchés à bon de commande (validation de devis, signature de bons de commande, conventions...).

**En matière d'évaluation des agents :**

La signature des comptes rendus des entretiens professionnels, courriers de convocation dans le cadre d'un recours gracieux (contestation de note et d'évaluation),

**Pour la gestion des ressources humaines :**

- les courriers d'affectation du personnel pour tout mouvement effectué avant le 01/01/2016,  
- les expertises médicales et courriers de saisine des commissions de réforme et des comités médicaux,  
- courriers relatifs à l'exercice d'une activité privée, à la création ou reprise d'une entreprise, courriers d'autorisation de cumuls d'activités accessoires,  
- courriers relatifs au congé bonifié, aux congés annuels et congés exceptionnels, au Compte Epargne Temps (C.E.T.),  
- courriers relatifs aux horaires de travail (réduction horaire de grossesse et autres aménagements d'horaires dérogatoires),  
- courriers aux agents relatifs au traitement de la rémunération (demi-traitement et sans traitement) et au supplément familial de traitement,  
- procès-verbaux de consultation du dossier administratif et courriers de rappel des obligations et des procédures,

- tous les bordereaux et courriers de transmission des actes et pièces afférentes à la radiation des effectifs,

- les mesures d'ordre interne concernant le personnel, notes individuelles, rappels à l'ordre,

- attestations et certificats divers,

- états de service,

œ dossiers I.R.C.A.N.T.E.C., C.N.R.A.C.L., C.R.A.M., demande de liquidation de pension C.N.R.A.C.L. et de prestation R.A.P.F.T. (rentes, réversion, pension),

- tous les documents qui sont joints aux mandats des cotisations (déclaration de versement de la contribution solidarité, bordereaux des cotisations CAREL, FONPEL, PREFON, avis d'appel à cotisation CNFPT et pour les Elus, la retenue à la source, les états liquidatifs de l'impôt prélevé sur l'indemnité de fonction d'Elus),

- les dossiers Préfecture relatifs aux médailles du travail,

- les accusés de réception envoyés aux agents suite à la demande d'avancement de grade ou de promotion interne lors d'une prochaine CAP (aucune information sur le résultat de la CAP),

- dossiers de validation de services,

- correspondances afférentes à la gestion des ressources humaines,

- es états d'heures supplémentaires des agents,

- les états d'indemnités horaires des agents,

- les états d'astreintes des agents,

- les états de vacations des agents,

- les ordres de mission des agents,

- les états de frais de déplacement, de mission, de déménagement des agents,

- les états et attestations de toute nature relatives au personnel métropolitain,

- les arrêtés d'avancement d'échelon,

- les arrêtés relatifs aux suspensions de traitement pour services non fait et leur notification,

- les arrêtés de demi-traitement, de temps partiel, de congé parental, de réintégration suite à une disponibilité,

- les arrêtés d'imputabilité ou non au service de l'accident de service ou de la maladie professionnelle,
- les arrêtés relatifs aux situations d'abandon de poste et à l'application de sanctions disciplinaires du 1<sup>er</sup> groupe prévues à l'article 89 de la Loi du 26 janvier 1984 modifiée, ainsi que les documents établis dans le cadre d'une procédure disciplinaire et les modifications d'arrêtés correspondantes,
- les arrêtés de radiation pour mutation, retraite ou décès
- les arrêtés de mise en disponibilité et arrêtés de détachement,
- les arrêtés de suspension conservatoire pour procédure disciplinaire,
- les arrêtés de prolongation dans le cadre du régime CNRACL,
- les arrêtés de congés individuels de formation,
- les arrêtés de mise en positions maladie (CLM, CLD, ATI, ...),
- les arrêtés de mise en disponibilité d'office,
- la signature des contrats de saisonniers et vacataires pour une durée maximale de 15 jours,
- l'attribution ou la suppression de la NBI.

### **En matière de santé et de protection sociale des agents :**

- tous bordereaux et courriers de transmission des actes et pièces afférentes à la santé et à la protection sociale,
- courriers de convocation à une visite médicale (aux agents mis à disposition du Conseil de territoire) et de confirmation (aux médecins professionnels), dans le cadre de recrutements, de mises en stage, de titularisations, de réintégrations,
- déclarations d'accidents de travail,
- courriers de convocation à une expertise médicale et de confirmation (aux médecins professionnels) dans le cadre d'un accident de travail, de maladie...,
- courriers de notification des conclusions d'expertises (imputabilité),
- bons de prise en charge de frais d'accident du travail, expertises et visites médicales,
- courriers aux médecins professionnels relatifs aux contrôles médicaux,
- courriers de notification des conclusions du contrôle médical,
- courriers divers aux mutuelles (demandes de communication des statuts, de renseignements sur les cotisations mutualistes, relances...),
- courriers de notification aux agents de participation ou de non-participation aux cotisations mutualistes,
- courriers aux mutuelles relatifs à la mise en place de permanences et plans de communication,

### **En matière financière :**

- les correspondances courantes,
- courriers de notification d'irrégularités aux fournisseurs et prestataires (facturation/prestation/fourniture),
- les certificats de conformité et d'exactitude des pièces justificatives produites à l'appui des mandats de paiement,
- les courriers de main levée
- les titres de recettes,
- la signature des autorisations de prélèvement automatique pour les contrats existants,
- les engagements, bons de commande relatifs aux dépenses de la section de fonctionnement dans la limite de celles inscrites au budget du territoire, et dans la limite de 25.000,00 € HT,
- les mandats relatifs aux dépenses d'investissement correspondant aux restes à réaliser 2015 en dépenses, conformément à l'état arrêté, signé au 31 décembre 2015 et transmis au Trésorier Public,



- les mandats relatifs aux dépenses d'investissement correspondant aux restes à réaliser 2015 en recettes conformément à l'état arrêté et signé au 31 décembre 2015 et transmis au Trésorier Public,
- validation et mandatement des reconstitution d'avances d'un montant maximum de 2000€,

#### **En matière de commande publique :**

- les courriers de renseignements dans le cadre d'une procédure en cours (demandes de précisions, documents complémentaires,...),
- les courriers de précisions aux candidats évincés d'une procédure de mise en concurrence dans le cadre de l'article 83 du code des marchés publics,
- les actes de sous-traitance (acceptation et agrément des conditions de paiement),
- les certificats de conformité des pièces,
- les bons de commandes de moins de 25 000 € dans le cadre de l'exécution d'un marché,
- tout acte à caractère coercitif en exécution d'un marché public afin de préserver les droits et intérêts de l'EPCI : application de pénalités, réfaction, mise en demeure, exécution aux frais et risques, ...
- les certificats administratifs,
- réception avec ou sans réserves de travaux et décisions d'admission, ajournement ou rejet des fournitures et services,
- approbation des factures et/ou décisions relatives à l'approbation, à la modification ou au rejet des décomptes.
- les courriers d'information aux candidats dans le cadre de la consultation (questions/réponses/renseignements complémentaires ou modification de DCE)

#### **En matière de prestations d'actions sociales suivies par la Régie d'action sociale (RAS) du Conseil de territoire Istres Ouest Provence :**

- les formulaires de demande de participation des différentes villes pour les séjours organisés par la RAS (bons de prise en charge RAVI, Fos sur Mer, Port-Saint-Louis-du-Rhône, ...),
- les courriers d'invitation aux réunions d'information organisées avant chaque séjour,

#### **En matière d'urbanisme et d'aménagement du territoire :**

Tous les courriers et les documents relatifs aux :

- documents d'arpentage,
- fiches de demandes de renseignements auprès des hypothèques,
- états des risques naturels et technologiques,
- certificats d'affichage,
- demandes d'avis des domaines,
- demandes de documents complémentaires dans le cadre de l'instruction des autorisations d'urbanisme,
- plans de bornage et de division,
- arrêtés portant approbation des cahiers des charges de cessions de terrains,
- arrêtés relatifs aux permis de construire, permis d'aménager, permis de démolir, déclarations préalables ainsi que les documents nécessaires à l'instruction des dossiers,
- lettre de non opposition à déclaration préalable,
- certificats d'urbanisme,

- certificats de conformité des permis d'aménager, des permis de construire et des déclarations préalables ,
- lettre de renonciation aux DIA,
- attestations de non contestation de l'achèvement et de la conformité des travaux des permis de construire, des permis d'aménager, de démolir et des déclarations préalables.

### **En matière culturelle :**

- les bordereaux relatifs aux déclarations et versements de cotisation effectuée auprès de l'AGESSA.
- les documents à teneur pédagogique du conservatoire de musique et de danse à rayonnement intercommunal, dans les domaines suivants :

### **RENTREE SCOLAIRE**

- RENTREE SCOLAIRE / RENCONTRE PARENTS-PROFESSEURS : courrier invitant l'élève à rencontrer les professeurs pour fixer le créneau horaire de la nouvelle année scolaire dans les différentes disciplines ;
- RENTREE SCOLAIRE / ENTRETIEN D'ADMISSION : courrier invitant les nouveaux élèves à se présenter aux entretiens d'admission dans les différentes disciplines ;
- RENTREE SCOLAIRE - premier COURS : courrier invitant l'élève à se présenter au premier cours dans les différentes disciplines.

### **SCOLARITE**

- CONGE PARTIEL : courrier confirmant la demande de congé dans une discipline ;
- CONGE GLOBAL : courrier confirmant la demande de congé dans toutes les disciplines ;
- DEMISSION : courrier confirmant à l'élève l'arrêt des activités au conservatoire de musique et de danse ;
- ANNEE SUPPLEMENTAIRE DANS LE CYCLE : courrier confirmant à l'élève l'attribution d'une année supplémentaire dans un cycle ;
- REGULARISATION DE SCOLARITE : courrier rappelant à l'élève l'obligation de suivre toutes les disciplines liées à son cursus ;
- ATTESTATION DE RECOMPENSE : courrier précisant à l'élève les résultats obtenus dans les disciplines suivies ;
- ATTESTATION DE NIVEAUX : courrier précisant à l'élève les disciplines suivies avec les niveaux respectifs ;
- CONVOCATIONS EXAMENS : courrier précisant aux élèves et aux jurys la date, l'horaire et le lieu des examens.

### **COURRIERS DIVERS**

- REMPLACEMENT D'UN ENSEIGNANT : courrier informant les parents de l'absence d'un professeur et/ou de son remplacement ;
- DECLARATION SACEM : tableau dans lequel sont répertoriées toutes les manifestations (danse et musique) pour le calcul des droits d'auteur ;
- FICHE DECLARATIVE SEAM : imprimé complété pour l'achat annuel de timbres utilisés pour la validation de photocopies de partitions ;
- DEMANDE DE PHOTOCOPIES DE PARTITIONS : imprimé que les enseignants complètent lorsqu'ils sollicitent des photocopies de partitions ;
- ATTESTATION D'ACTIVITES : imprimé fourni par les familles pour un éventuel remboursement des droits forfaitaires par leur comité d'entreprise.

**ARTICLE 3 :**

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Laurence DARDALHON, la délégation de signature définie à l'article 2 est donnée à :

- Madame Valérie TERSEUL.

**ARTICLE 4 :**

Le présent arrêté prend fin le 31 décembre 2016.

**ARTICLE 5 :**

La présente délégation de signature vaut également pour la signature électronique des actes dématérialisés.

**ARTICLE 6 :**

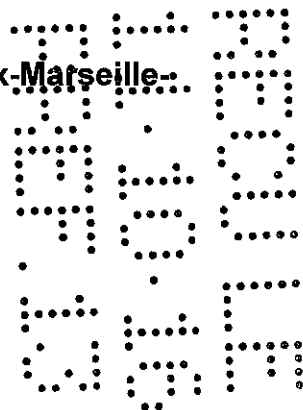
Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 11 OCT. 2016



**Le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence**

**M. Jean-Claude GAUDIN**



*Conformément à l'article R.421-5 du Code de Justice Administrative, le présent acte pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Marseille dans un délai de deux mois à compter de sa publication/notification.*

**Le Président**  
Ancien Ministre  
Vice-Président du Sénat

**Objet de l'arrêté :**

**Délégation de signature à Monsieur Michel GACON, Chargé de l'administration métropolitaine du territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile ;**

Le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

**VU**

Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 5211-9, L5218-8-8 et suivants ;

L'article 56 de la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

L'article 7 du Décret n°2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n°2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique ;

Le Décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;

L'élection de Monsieur Jean-Claude GAUDIN, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence en date du 17 mars 2016;

L'arrêté du 9 mai 2016 portant nomination de Monsieur Michel GACON dans les fonctions de Directeur Général des Services du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile,

**ARRETE**

**ARTICLE 1 :**

L'arrêté n°16/343/CM du 14 juin 2016 est abrogé.

**ARTICLE 2 :**

Délégation est donnée, pour le territoire du pays d'Aubagne et de l'Etoile sous ma surveillance et ma responsabilité, à Monsieur Michel GACON, chargé de l'administration métropolitaine pour le territoire des communes d'Aubagne, Auriol, Belcodène, Cadolive, Cuges-les-Pins, La Bouilladisse, La Destrousse, La Penne-sur-Huveaune, Peypin, Roquevaire, Saint-Savournin, Saint-Zacharie, à l'effet de signer les documents concernant exclusivement le territoire précité, pris au nom de la Métropole Aix-Marseille-Provence, et nécessaires à la continuité du service public, dans les domaines suivants :

### **En matière d'administration générale concernant exclusivement le territoire :**

- tous les extraits des actes pris par la Métropole Aix-Marseille-Provence et délivrés en copie aux différents organismes extérieurs et services de l'État,
- les courriers adressés aux membres des juridictions judiciaires ou administratives, aux membres des instances de conciliation, aux autres représentants d'institutions, aux administrés, avocats et tous courriers relevant de l'administration courante, hormis les correspondances adressées aux Préfets, Ministres et Chef de l'Etat,
- la mise à jour des informations cadastrales,
- les documents hypothécaires relatifs au territoire,
- les imprimés des services fiscaux relatifs au territoire,
- les constats amiables,
- les convocations d'expertise,
- les courriers divers aux assureurs,
- les déclarations de sinistres,
- les demandes d'attestations d'assurance,
- les accords sur évaluation (paiement du réparateur suite à un sinistre),
- la transmission des pièces aux tribunaux,
- les certificats d'affichage des actes administratifs,
- les cessions de véhicules, les immatriculations et changements d'immatriculations,
- les formulaires d'autorisation de remisage de véhicule de service,
- les décisions autorisant les agents à utiliser leur véhicule personnel pour les besoins du service,
- les bordereaux de suivi des déchets d'amiante
- les demandes d'exonération liées aux contraventions des agents rattachés directement à la direction générale des services.

### **En matière de ressources humaines :**

#### **Pour la gestion des contrats unique d'insertion (CAE, contrats d'avenir) et des contrats d'apprentissage :**

- courriers divers aux intéressés et institutions (courriers divers aux agents, convocation écrite aux agents, courriers d'attente pour les demandes d'emploi, états liquidatifs),
- Relations avec la C.P.A.M. : Déclaration d'accident de travail, Attestation de salaire (arrêt de travail, accident du travail, congés de maternité, congés de paternité),
- Relations avec la Trésorerie Principale : envoi contrats de travail et des avenants aux contrats de travail et R.I.B passés avant le 01/01/2016,
- Attestations : Attestations Pôle Emploi, Certificat de travail, Attestations employeur (demande de logement, cantine scolaire, divers...),

#### **Pour l'accueil de stagiaires :**

courriers divers aux intéressés et institutions (courriers de suivi et conventions de stage ),

#### **Pour la formation des agents :**

bulletins d'inscription aux stages et formations, courriers, convocations aux formations, attestations et conventions cadre avec le CNFPT dans le cadre des formations dispensées hors retour sur cotisation. Tous les actes administratifs relatifs à la continuité des formations obligatoires en matière de sécurité et de prévention dans le cadre de marchés à bon de commande (validation de devis, signature de bons de commande, conventions...).

### **En matière d'évaluation des agents :**

la signature des comptes rendus des entretiens professionnels, courriers de convocation dans le cadre d'un recours gracieux (contestation de note et d'évaluation),

### **Pour la gestion des ressources humaines :**

- les courriers d'affectation du personnel pour tout mouvement effectué avant le 01/01/2016,
- les expertises médicales et courriers de saisine des commissions de réforme et des comités médicaux,
- courriers relatifs à l'exercice d'une activité privée, à la création ou reprise d'une entreprise, courriers d'autorisation de cumuls d'activités accessoires,
- courriers relatifs au congé bonifié, aux congés annuels et congés exceptionnels, au Compte Epargne Temps (C.E.T.),
- courriers relatifs aux horaires de travail (réduction horaire de grossesse et autres aménagements d'horaires dérogatoires),
- courriers aux agents relatifs au traitement de la rémunération (demi-traitement et sans traitement) et au supplément familial de traitement,
- procès-verbaux de consultation du dossier administratif et courriers de rappel des obligations et des procédures,
- tous les bordereaux et courriers de transmission des actes et pièces afférentes à la radiation des effectifs,
- les mesures d'ordre interne concernant le personnel, notes individuelles, rappels à l'ordre,
- attestations et certificats divers,
- états de service,
- dossiers I.R.C.A.N.T.E.C., C.N.R.A.C.L., C.R.A.M., demande de liquidation de pension C.N.R.A.C.L. et de prestation R.A.P.F.T. (rentes, réversion, pension),
- tous les documents qui sont joints aux mandats des cotisations (déclaration de versement de la contribution solidarité, bordereaux des cotisations, CAREL, FONPEL, PREFON, avis d'appel à cotisation CNFPT et pour les Elus, la retenue à la source, les états liquidatifs de l'impôt prélevé sur l'indemnité de fonction d'Elus),
- les dossiers Préfecture relatifs aux médailles du travail,
- Les accusés de réception envoyés aux agents suite à la demande d'avancement de grade ou de promotion interne lors d'une prochaine CAP (aucune information sur le résultat de la CAP),
- dossiers de validation de services,
- correspondances afférentes à la gestion des ressources humaines,
- es états d'heures supplémentaires des agents,
- les états d'indemnités horaires des agents,
- les états d'astreintes des agents,
- les états de vacations des agents,
- les ordres de mission des agents,
- les états de frais de déplacement, de mission, de déménagement des agents,
- les états et attestations de toute nature relatives au personnel métropolitain,
- les arrêtés d'avancement d'échelon,
- les arrêtés relatifs aux suspensions de traitement pour services non fait et leur notification,
- les arrêtés de demi-traitement, de temps partiel, de congé parental, de réintégration suite à une disponibilité,
- les arrêtés d'imputabilité ou non au service de l'accident de service ou de la maladie professionnelle,

- les arrêtés relatifs aux situations d'abandon de poste et à l'application de sanctions disciplinaires du 1<sup>er</sup> groupe prévues à l'article 89 de la Loi du 26 janvier 1984 modifiée, ainsi que les documents établis dans le cadre d'une procédure disciplinaire et les modifications d'arrêtés correspondantes,
- les arrêtés de radiation pour mutation, retraite ou décès
- les arrêtés de mise en disponibilité et arrêtés de détachement,
- les arrêtés de suspension conservatoire pour procédure disciplinaire,
- les arrêtés de prolongation dans le cadre du régime CNRACL,
- les arrêtés de congés individuels de formation,
- les arrêtés de mise en positions maladie (CLM, CLD, ATI, ...),
- les arrêtés de mise en disponibilité d'office,
- la signature des contrats de saisonniers et vacataires pour une durée maximale de 15 jours,
- l'attribution ou la suppression de la NBI.

### **En matière de santé et de protection sociale des agents :**

- tous bordereaux et courriers de transmission des actes et pièces afférentes à la santé et à la protection sociale,
- courriers de convocation à une visite médicale (aux agents mis à disposition du Conseil de territoire) et de confirmation (aux médecins professionnels), dans le cadre de recrutements, de mises en stage, de titularisations, de réintégrations,
- déclarations d'accidents de travail,
- courriers de convocation à une expertise médicale et de confirmation (aux médecins professionnels) dans le cadre d'un accident de travail, de maladie...,
- courriers de notification des conclusions d'expertises (imputabilité),
- bons de prise en charge de frais d'accident du travail, expertises et visites médicales,
- courriers aux médecins professionnels relatifs aux contrôles médicaux,
- courriers de notification des conclusions du contrôle médical,
- courriers divers aux mutuelles (demandes de communication des statuts, de renseignements sur les cotisations mutualistes, relances...),
- courriers de notification aux agents de participation ou de non-participation aux cotisations mutualistes,
- courriers aux mutuelles relatifs à la mise en place de permanences et plans de communication,

### **En matière financière :**

- les correspondances courantes,
- courriers de notification d'irrégularités aux fournisseurs et prestataires (facturation/prestation/fourniture),
- les certificats de conformité et d'exactitude des pièces justificatives produites à l'appui des mandats de paiement,
- les titres de recettes,
- les courriers de main levée
- la signature des autorisations de prélèvement automatique pour les contrats existants,
- les engagements, bons de commande relatifs aux dépenses de la section de fonctionnement dans la limite de celles inscrites au budget du territoire, et dans la limite de 25.000,00 € HT,
- les mandats relatifs aux dépenses d'investissement correspondant aux restes à réaliser 2015 en dépenses, conformément à l'état arrêté, signé au 31 décembre 2015 et transmis au Trésorier Public,

- les mandats relatifs aux dépenses d'investissement correspondant aux restes à réaliser 2015 en recettes conformément à l'état arrêté et signé au 31 décembre 2015 et transmis au Trésorier Public,
- validation et mandatement des reconstitution d'avances d'un montant maximum de 2000€,

### **En matière de commande publique :**

- les courriers de renseignements dans le cadre d'une procédure en cours (demandes de précisions, documents complémentaires,...),
- les courriers de précisions aux candidats évincés d'une procédure de mise en concurrence dans le cadre de l'article 83 du code des marchés publics,
- les actes de sous-traitance (acceptation et agrément des conditions de paiement), les certificats de conformité des pièces,
- les bons de commandes de moins de 25 000 € dans le cadre de l'exécution d'un marché,
- tout acte à caractère coercitif en exécution d'un marché public afin de préserver les droits et intérêts de l'EPCI : application de pénalités, réfaction, mise en demeure, exécution aux frais et risques, ...
- les certificats administratifs,
- réception avec ou sans réserves de travaux et décisions d'admission, ajournement ou rejet des fournitures et services,
- Les courriers d'information aux candidats dans le cadre de la consultation (questions/réponses/renseignements complémentaires ou modification de DCE)
- approbation des factures et/ou décisions relatives à l'approbation, à la modification ou au rejet des décomptes.

### **ARTICLE 3 :**

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Michel GACON, la délégation de signature définie à l'article 2 est donnée à :

- Monsieur Daniel ROUSSEAU,

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Michel GACON et de Monsieur Daniel ROUSSEAU, la délégation de signature définie à l'article 2 est donnée à :

- Madame Nelly NANNERO.

### **ARTICLE 4:**

Le présent arrêté prendra fin le 31 décembre 2016.

### **ARTICLE 5 :**

Les conditions de titularisation évoquées dans l'arrêté de nomination susvisé sont maintenues.

### **ARTICLE 6 :**

La présente délégation de signature vaut également pour la signature électronique des actes dématérialisés.



**ARTICLE 7 :**

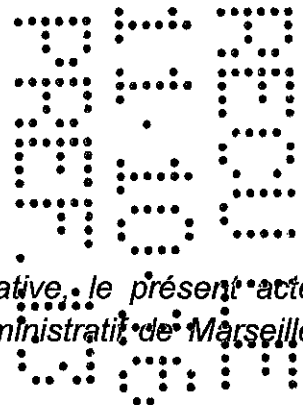
Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 11 OCT. 2016

**Le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence**



**M. Jean-Claude GAUDIN**



Conformément à l'article R.421-5 du Code de Justice Administrative, le présent acte pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Marseille dans un délai de deux mois à compter de sa publication/notification.

# MÉTROPOLE AIX-MARSEILLE PROVENCE

16 / 502 / CM

**Le Président**  
Ancien Ministre  
Vice-Président du Sénat

## **Objet de l'arrêté :**

**Délégation de signature à Monsieur Jean-Claude GUILLOU, Chargé de l'administration métropolitaine du territoire du Pays de Martigues ;**

Le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

## **VU**

Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 5211-9, L5218-8-8 et suivants ;

L'article 56 de la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

L'article 7 du Décret n°2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n°2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique ;

Le Décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;

L'élection de Monsieur Jean-Claude GAUDIN, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence en date du 17 mars 2016;

L'arrêté portant nomination de Monsieur Jean-Claude GUILLOU en qualité de Directeur Général des Services au sein de la Communauté d'Agglomération du Pays de Martigues ;

## **ARRETE**

### **ARTICLE 1 :**

L'arrêté n° 16/342/CM du 14 juin 2016 est abrogé.

### **ARTICLE 2 :**

Délégation est donnée, et pour le territoire du Pays de Martigues, sous ma surveillance et ma responsabilité, à Monsieur Jean-Claude GUILLOU, chargé de l'administration métropolitaine pour le territoire des communes de Martigues, Port-de-Bouc, Saint-Mitre-les-Remparts, à l'effet de signer les documents concernant exclusivement le territoire précité, pris au nom de la Métropole Aix-Marseille-Provence, et nécessaires à la continuité

du service public, dans les domaines suivants :

**En matière d'administration générale concernant exclusivement le territoire :**

- tous les extraits des actes pris par la Métropole Aix-Marseille-Provence et délivrés en copie aux différents organismes extérieurs et services de l'État,
- les courriers adressés aux membres des juridictions judiciaires ou administratives, aux membres des instances de conciliation, aux autres représentants d'institutions, aux administrés, avocats et tous courriers relevant de l'administration courante, hormis les correspondances adressées aux Préfets, Ministres et Chef de l'État,
- la mise à jour des informations cadastrales,
- les documents hypothécaires relatifs au territoire,
- les imprimés des services fiscaux relatifs au territoire,
- les constats amiables,
- les convocations d'expertise,
- les courriers divers aux assureurs,
- les déclarations de sinistres,
- les demandes d'attestations d'assurance,
- les accords sur évaluation (paiement du réparateur suite à un sinistre),
- la transmission des pièces aux tribunaux,
- les certificats d'affichage des actes administratifs,
- les cessions de véhicules, les immatriculations et changements d'immatriculations,
- les formulaires d'autorisation de remisage de véhicule de service,
- les décisions autorisant les agents à utiliser leur véhicule personnel pour les besoins du service,
- les bordereaux de suivi des déchets d'amiante
- les demandes d'exonération liées aux contraventions des agents rattachés directement à la direction générale des services.

**En matière de ressources humaines :**

**Pour la gestion des contrats unique d'insertion (CAE, contrats d'avenir) et des contrats d'apprentissage :**

- courriers divers aux intéressés et institutions (courriers divers aux agents, convocation écrite aux agents, courriers d'attente pour les demandes d'emploi, états liquidatifs),
- Relations avec la C.P.A.M. : Déclaration d'accident de travail, Attestation de salaire (arrêt de travail, accident du travail, congés de maternité, congés de paternité),
- Relations avec la Trésorerie Principale : envoi contrats de travail et des avenants aux contrats de travail et R.I.B passés avant le 01/01/2016,
- Attestations : Attestations Pôle Emploi, Certificat de travail, Attestations employeur (demande de logement, cantine scolaire, divers...),

**Pour l'accueil de stagiaires :**

Courriers divers aux intéressés et institutions (courriers de suivi et conventions de stage),

**Pour la formation des agents :**

bulletins d'inscription aux stages et formations, courriers et convocations aux formations, attestations et conventions cadre avec le CNFPT dans le cadre des formations dispensées hors retour sur cotisation.

Tous les actes administratifs relatifs à la continuité des formations obligatoires en matière de sécurité et de prévention dans le cadre de marchés à bon de commande (validation de

devis, signature de bons de commande, conventions...).

**En matière d'évaluation des agents :**

la signature des comptes rendus des entretiens professionnels, courriers de convocation dans le cadre d'un recours gracieux (contestation de note et d'évaluation),

**Pour la gestion des ressources humaines :**

- les courriers d'affectation du personnel pour tout mouvement effectué avant le 01/01/2016,
- les expertises médicales et courriers de saisine des commissions de réforme et des comités médicaux,
- courriers relatifs à l'exercice d'une activité privée, à la création ou reprise d'une entreprise, courriers d'autorisation de cumuls d'activités accessoires,
- courriers relatifs au congé bonifié, aux congés annuels et congés exceptionnels, au Compte Epargne Temps (C.E.T.),
- courriers relatifs aux horaires de travail (réduction horaire de grossesse et autres aménagements d'horaires dérogatoires),
- courriers aux agents relatifs au traitement de la rémunération (demi-traitement et sans traitement) et au supplément familial de traitement,
- procès-verbaux de consultation du dossier administratif et courriers de rappel des obligations et des procédures,
- tous les bordereaux et courriers de transmission des actes et pièces afférentes à la radiation des effectifs,
- les mesures d'ordre interne concernant le personnel, notes individuelles, rappels à l'ordre,
- attestations et certificats divers,
- états de service,
- dossiers I.R.C.A.N.T.E.C., C.N.R.A.C.L., C.R.A.M., demande de liquidation de pension C.N.R.A.C.L. et de prestation R.A.P.F.T. (rentes, réversion, pension),
- tous les documents qui sont joints aux mandats des cotisations (déclaration de versement de la contribution solidarité, bordereaux des cotisations CAREL, FONPEL, PREFON, avis d'appel à cotisation CNFPT et pour les Elus, la retenue à la source, les états liquidatifs de l'impôt prélevé sur l'indemnité de fonction d'Elus),
- les dossiers Préfecture relatifs aux médailles du travail,
- les accusés de réception envoyés aux agents suite à la demande d'avancement de grade ou de promotion interne lors d'une prochaine CAP (aucune information sur le résultat de la CAP),
- dossiers de validation de services,
- correspondances afférentes à la gestion des ressources humaines,
- les états d'heures supplémentaires des agents,
- les états d'indemnités horaires des agents,
- les états d'astreintes des agents,
- les états de vacations des agents,
- les ordres de mission des agents,
- les états de frais de déplacement, de mission, de déménagement des agents,
- les états et attestations de toute nature relatives au personnel métropolitain,
- les arrêtés d'avancement d'échelon,
- les arrêtés relatifs aux suspensions de traitement pour services non fait et leur notification,
- les arrêtés de demi-traitement, de temps partiel, de congé parental, de réintégration suite à une disponibilité,
- les arrêtés d'imputabilité ou non au service de l'accident de service ou de la maladie professionnelle,

- les arrêtés relatifs aux situations d'abandon de poste et à l'application de sanctions disciplinaires du 1<sup>er</sup> groupe prévues à l'article 89 de la Loi du 26 janvier 1984 modifiée, ainsi que les documents établis dans le cadre d'une procédure disciplinaire et les modifications d'arrêtés correspondantes,
- les arrêtés de radiation pour mutation, retraite ou décès
- les arrêtés de mise en disponibilité et arrêtés de détachement,
- les arrêtés de suspension conservatoire pour procédure disciplinaire,
- les arrêtés de prolongation dans le cadre du régime CNRACL,
- les arrêtés de congés individuels de formation,
- les arrêtés de mise en positions maladie (CLM, CLD, ATI, ...),
- les arrêtés de mise en disponibilité d'office,
- la signature des contrats de saisonniers et vacataires pour une durée maximale de 15 jours,
- l'attribution ou la suppression de la NBI.

### **En matière de santé et de protection sociale des agents :**

- tous bordereaux et courriers de transmission des actes et pièces afférentes à la santé et à la protection sociale,
- courriers de convocation à une visite médicale (aux agents mis à disposition du Conseil de territoire) et de confirmation (aux médecins professionnels), dans le cadre de recrutements, de mises en stage, de titularisations, de réintégrations,
- déclarations d'accidents de travail,
- courriers de convocation à une expertise médicale et de confirmation (aux médecins professionnels) dans le cadre d'un accident de travail, de maladie...,
- courriers de notification des conclusions d'expertises (imputabilité),
- bons de prise en charge de frais d'accident du travail, expertises et visites médicales,
- courriers aux médecins professionnels relatifs aux contrôles médicaux,
- courriers de notification des conclusions du contrôle médical,
- courriers divers aux mutuelles (demandes de communication des statuts, de renseignements sur les cotisations mutualistes, relances...),
- courriers de notification aux agents de participation ou de non-participation aux cotisations mutualistes,
- courriers aux mutuelles relatifs à la mise en place de permanences et plans de communication,

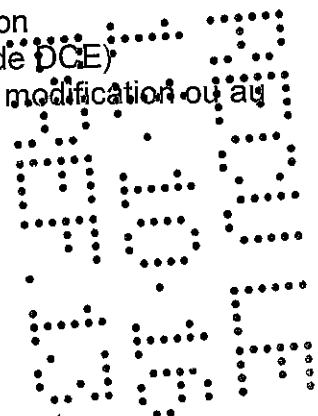
### **En matière financière :**

- les correspondances courantes,
- courriers de notification d'irrégularités aux fournisseurs et prestataires (facturation/prestation/fourniture),
- les certificats de conformité et d'exactitude des pièces justificatives produites à l'appui des mandats de paiement,
- les titres de recettes,
- les courriers de main levée
- la signature des autorisations de prélèvement automatique pour les contrats existants,
- les engagements, bons de commande relatifs aux dépenses de la section de fonctionnement dans la limite de celles inscrites au budget du territoire, et dans la limite de 25.000,00 € HT,

- les mandats relatifs aux dépenses d'investissement correspondant aux restes à réaliser 2015 en dépenses, conformément à l'état arrêté, signé au 31 décembre 2015 et transmis au Trésorier Public,
- les mandats relatifs aux dépenses d'investissement correspondant aux restes à réaliser 2015 en recettes conformément à l'état arrêté et signé au 31 décembre 2015 et transmis au Trésorier Public,
- validation et mandatement des reconstitution d'avances d'un montant maximum de 2000€,

#### **En matière de commande publique :**

- les courriers de renseignements dans le cadre d'une procédure en cours (demandes de précisions, documents complémentaires,...),
- les courriers de précisions aux candidats évincés d'une procédure de mise en concurrence dans le cadre de l'article 83 du code des marchés publics,
- les actes de sous-traitance (acceptation et agrément des conditions de paiement),
- les certificats de conformité des pièces,
- les bons de commandes de moins de 25 000 € dans le cadre de l'exécution d'un marché,
- tout acte à caractère coercitif en exécution d'un marché public afin de préserver les droits et intérêts de l'EPCI : application de pénalités, réfaction, mise en demeure, exécution aux frais et risques, ...
- les certificats administratifs,
- réception avec ou sans réserves de travaux et décisions d'admission, ajournement ou rejet des fournitures et services,
- les courriers d'information aux candidats dans le cadre de la consultation (questions/réponses/renseignements complémentaires ou modification de DCE)
- approbation des factures et/ou décisions relatives à l'approbation, à la modification ou au rejet des décomptes.



#### **En matière d'eau et d'assainissement :**

- Tous les courriers, documents et arrêtés relatifs au SPANC
- Tous les actes relatifs au raccordement du réseau d'eau
- Formulaire d'attestation de qualité
- Les correspondances courantes des régies de l'eau et de l'assainissement
- Avis sur les autorisations d'urbanisme
- Les certificats de conformité sur le raccordement au réseau d'eau
- Les déclarations d'Intention de Commencement de Travaux (DICT)
- Les Déclarations de Travaux (DT) et les Autorisations de Travaux d'Urgence

#### **ARTICLE 3 :**

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jean-Claude GUILLOU, la délégation de signature définie à l'article 2 est donnée à :

- Monsieur Jean-Edouard DUTECHÉ.

#### **ARTICLE 4:**

Le présent arrêté prendra fin le 31 décembre 2016.

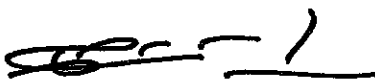
**ARTICLE 5 :**

La présente délégation de signature vaut également pour la signature électronique des actes dématérialisés.

**ARTICLE 6 :**

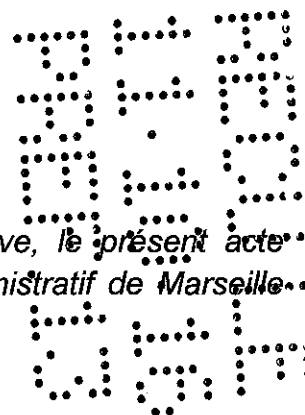
Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 11 OCT. 2018



**Le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence**

**M. Jean-Claude GAUDIN**



*Conformément à l'article R.421-5 du Code de Justice Administrative, le présent acte pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Marseille dans un délai de deux mois à compter de sa publication/notification.*

# DÉCISIONS



**Le Président**  
Ancien Ministre  
Maire de Marseille  
Vice-Président du Sénat

Conclusion d'une convention avec Madame Rolande FILION pour l'action de formation intitulée « Le système ESAR » d'un montant de 1420 € nets

**VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° 84-594 du 12 juillet 1984 relative à la formation des agents de la fonction publique territoriale et complétant la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, notamment ses articles 8 et 25 ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- L'élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin en qualité de Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, le 17 Mars 2016 ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;

**CONSIDÉRANT**

- Que pour répondre aux besoins de formation pour 2016 des agents de la Métropole exerçant leurs fonctions au sein de la ludothèque du Conseil de Territoire Istres Ouest Provence, une convention de formation professionnelle avec Madame Rolande FILION, co-auteur du système «ESAR», est nécessaire ;
- Que l'objectif de cette action est de présenter le système ESAR, soutenir la réflexion psychologique sur l'objet ludique, l'analyse critique du choix du matériel et l'aménagement de la ludothèque selon la philosophie ESAR. Elle permet également de soutenir certaines interventions, tel que le conseil aux différents publics, les explications sur les jouets ou les jeux, les règles et la rédaction de fiches d'analyse ;
- Qu'au regard du catalogue 2016 proposé par les organismes de formation, seul cette intervenante est susceptible de répondre aux besoins recensés pour des raisons techniques eu égard à la formation nécessaire ;

## DECIDE

### Article 1 :

Est approuvée la convention entre la Métropole d'Aix-Marseille Provence et Madame Rolande FILION, co-auteur du système «ESAR», relative à l'action de formation intitulée «Le système ESAR : les bases».

### Article 2 :

Est approuvée la participation de 18 agents maximum à cette action de formation, d'une durée de deux jours du 10 au 11 octobre 2016, et se déroulant à Istres.

### Article 3 :

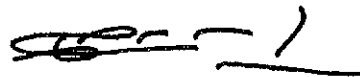
Les crédits nécessaires d'un montant de 1 420,00 € nets sont inscrits au budget de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, chapitre 011, nature 6184.

### Article 4 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence et Monsieur le Receveur des Finances de Marseille sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

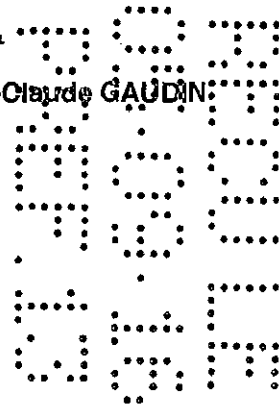
Fait à Marseille, le

02 SEP. 2016



Le Président,

Signé : Jean-Claude GAUDIN



Le Président  
Ancien Ministre  
Maire de Marseille  
Vice-Président du Sénat

Conclusion d'une convention avec l'organisme GRETA OUEST 13 pour les actions de formations bureautiques word et excel d'un montant de 2 744,00 € nets

**VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° 84-594 du 12 juillet 1984 relative à la formation des agents de la fonction publique territoriale et complétant la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, notamment ses articles 8 et 25 ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- L'élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin en qualité de Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, le 17 Mars 2016 ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;

**CONSIDÉRANT**

- Que pour répondre aux besoins d'accompagnement pour 2016 des agents de la Métropole, exerçant leurs fonctions au sein du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence, une convention de formation professionnelle avec l'organisme de formation «GRETA OUEST 13» est nécessaire ;
- Que l'objectif de ces actions est de renforcer les compétences professionnelles des agents en bureautique, en fonction des exigences liées à leur poste de travail ;
- Qu'au regard du catalogue 2016 proposé par les organismes de formation, seul ce dernier est susceptible de répondre aux besoins recensés pour des raisons techniques eu égard à l'accompagnement nécessaire ;

## DECIDE

### Article 1 :

Est approuvée la convention entre la Métropole d'Aix-Marseille-Provence et le «GRETA Ouest 13» relative aux actions de formations bureautiques Word et Excel.

### Article 2 :

Est approuvée la participation de 48 agents à cette action de formation, d'une durée de 4 journées sur l'année 2016, se déroulant à Istres.

### Article 3 :

Les crédits nécessaires d'un montant de 2 744,00 € nets sont inscrits au budget de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, chapitre 011, nature 6184.

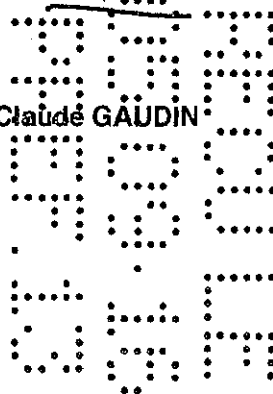
### Article 4 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence et Monsieur le Receveur des Finances de Marseille sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 02 SEP. 2016

  
Le Président,

Signé : Jean-Claude GAUDIN



**Le Président**  
Ancien Ministre  
Maire de Marseille  
Vice-Président du Sénat

Conclusion d'une convention avec l'organisme GRETA OUEST 13, pour les actions de formations bureautiques Word et Excel d'un montant de 4 459,00 € nets.

**VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° 84-594 du 12 juillet 1984 relative à la formation des agents de la fonction publique territoriale et complétant la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, notamment ses articles 8 et 25 ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- L'élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin en qualité de Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, le 17 Mars 2016 ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;

**CONSIDÉRANT**

- Que pour répondre aux besoins d'accompagnement pour 2016 des agents de la Métropole, exerçant leurs fonctions au sein du Conseil de Territoire Istres Ouest Provence, une convention de formation professionnelle avec l'organisme de formation «GRETA OUEST 13» est nécessaire ;
- Que l'objectif de ces actions est de renforcer les compétences professionnelles des agents en bureautique, en fonction des exigences liées à leur poste de travail ;
- Qu'au regard du catalogue 2016 proposé par les organismes de formation, seul ce dernier est susceptible de répondre aux besoins recensés pour des raisons techniques eu égard à l'accompagnement nécessaire ;

## DECIDE

### Article 1 :

Est approuvée la convention entre la Métropole d'Aix-Marseille-Provence et le «GRETA Ouest 13» relative aux actions de formations bureautiques Word et Excel.

### Article 2 :

Est approuvée la participation de 108 agents à cette action de formation, d'une durée de 6,5 journées sur l'année 2016, se déroulant à Istres.

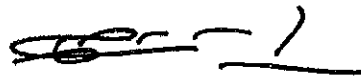
### Article 3 :

Les crédits nécessaires d'un montant de 4 459 € nets sont inscrits au budget de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, chapitre 011, nature 6184.

### Article 4 :

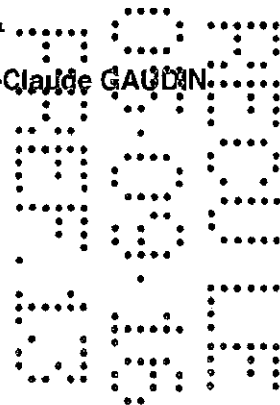
Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence et Monsieur le Receveur des Finances de Marseille sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 02 SEP. 2016



Le Président,

Signé : Jean-Claude GAUDIN



**Le Président**  
Ancien Ministre  
Maire de Marseille  
Vice-Président du Sénat

Maîtrise d'œuvre déléguée à l'EPAD. Marché d'étude et suivi environnementaux relatifs à l'extension de la STEP de Rassuen/ Autorisation donnée au Directeur de l'EPAD de signer l'Avenant n°1.

**VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- L'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 des marchés publics ;
- Le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Monsieur Jean-Claude GAUDIN, en qualité de Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°264/05 du 27 mai 2005, par laquelle le SAN Ouest Provence a confié à l'EPAD Ouest Provence une convention de mandat pour la création d'une troisième file de traitement à Rassuen dans le cadre du schéma directeur d'assainissement des eaux usées d'Istres ;
- La décision n°968/11 du 14 novembre 2011, par laquelle le Président du SAN Ouest Provence a attribué le marché d'assistance à maîtrise d'ouvrage n°2011-021 pour l'augmentation de la capacité de la station d'épuration de Rassuen à Istres, pour un montant de 186 607,00 € H.T. à la Société du Canal de Provence, 13182 AIX-EN-PROVENCE Cedex 5 ;
- La décision n°362/15 du 2 avril 2015, par laquelle le Président du SAN Ouest Provence a attribué le marché d'étude et de suivi environnementaux relatifs à l'extension de la STEP de Rassuen à Istres, pour un montant de 72 973,00 € H.T. soit 87 568,00 € T.T.C. à la Société SAFEGE Environnement sise AIX-EN-PROVENCE, 13100 ;

**CONSIDERANT**

- Que l'EPAD est titulaire d'une convention de mandat pour la création d'une troisième file de traitement à Rassuen dans le cadre du schéma directeur d'assainissement des eaux usées d'Istres; il est donc nécessaire d'autoriser le Président de l'EPAD à signer l'avenant n°1 au marché d'étude et suivi environnementaux attribué à la Société SAFEGE Environnement sis AIX-EN-PROVENCE, 13100.

## DECIDE

### Article 1 :

Monsieur le Directeur de l'EPAD est autorisé à signer l'avenant n°1 du marché d'étude et suivi environnementaux pour l'extension de la STEP de Rassuen.

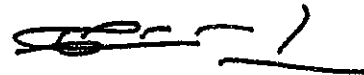
### Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget Annexe Assainissement, chapitre 23 nature 235, code opération 102.

### Article 3 :

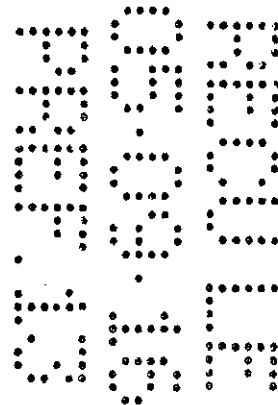
Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence et Monsieur le Receveur des Finances de Marseille sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 02 SEP. 2016



Le Président,

Signé : Jean-Claude GAUDIN





**Le Président**  
Ancien Ministre  
Maire de Marseille  
Vice-Président du Sénat

Maîtrise d'ouvrage déléguée à l'EPAD. Marché d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour l'augmentation de la capacité de la station d'épuration de Rassuen/ Autorisation donnée au Directeur de l'EPAD de signer l'avenant n°2.

**VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- L'ordonnance n°2015-899 du 23 Juillet 2015 des marchés publics ;
- Le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Monsieur Jean-Claude GAUDIN, en qualité de Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°264/05 du 27 mai 2005, par laquelle le SAN Ouest Provence a confié à l'EPAD Ouest Provence une convention de mandat pour la création d'une troisième file de traitement à Rassuen dans le cadre du schéma directeur d'assainissement des eaux usées d'Istres ;
- La décision n°968/11 du 14 novembre 2011, par laquelle le Président du SAN Ouest Provence a attribué le marché d'assistance à maîtrise d'ouvrage n°2011-021 pour l'augmentation de la capacité de la station d'épuration de Rassuen à Istres, pour un montant de 186 607,00 € H.T. à la Société du Canal de Provence, 13182 AIX-EN-PROVENCE Cedex 5 ;
- La décision n°555/14 du 27 juin 2014, par laquelle le Président du SAN Ouest Provence a approuvé l'avenant n°1 au marché d'assistance à maîtrise d'ouvrage n°2011-021 pour un montant de 8 900,00 € H.T. ;

**CONSIDÉRANT**

- Que l'EPAD est titulaire d'une convention de mandat pour la création d'une troisième file de traitement à Rassuen dans le cadre du schéma directeur d'assainissement des eaux usées d'Istres ; il est donc nécessaire d'autoriser le Président de l'EPAD à signer l'avenant n°2 au marché d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour l'augmentation de la capacité de la station d'épuration de Rassuen à Istres attribué à la Société du Canal de Provence sis Aix-en-Provence Cedex 5, 13182 ;

## DECIDE

### Article 1 :

Monsieur le Directeur de l'EPAD est autorisé à signer l'avenant n°2 au marché n° 2011-021.

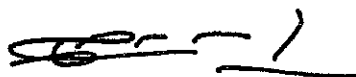
### Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget Annexe Assainissement, chapitre 23, nature 235, code opération 102.

### Article 3 :

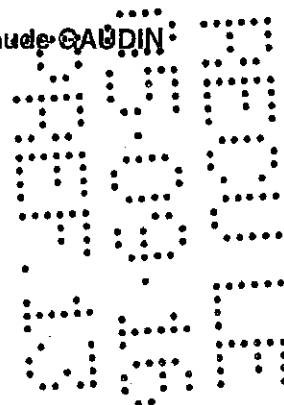
Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence et Monsieur le Receveur des Finances de Marseille sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 02 SEP. 2016



Le Président.

Signé : Jean-Claude GAUDIN



# MÉTROPOLE AIX-MARSEILLE PROVENCE

Décision n° 16/175/D

Le Président  
Ancien Ministre  
Maire de Marseille  
Vice-Président du Sénat

Maîtrise d'ouvrage déléguée à l'EPAD. Marché de travaux pour la reprise des postes de refoulement d'eaux brutes et d'eaux traitées de la station d'épuration de Rassuen à Istres Lot n°2/ Autorisation donnée au Directeur de l'EPAD de signer l'avenant n°1.

## VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- L'ordonnance n°2015-899 du 23 Juillet 2015 des marchés publics ;
- Le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- L'élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin en qualité de Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, le 17 Mars 2016 ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°264/05 du 27 mai 2005, par laquelle le SAN Ouest Provence a confié à l'EPAD Ouest Provence une convention de mandat pour la création d'une troisième file de traitement à Rassuen dans le cadre du schéma directeur d'assainissement des eaux usées d'Istres ;
- La décision n°574/15 du 9 juin 2015, par laquelle le Président du SAN Ouest Provence a autorisé la signature du marché de travaux 2014-028-2- lot n° 2 passé avec la société RAMPA TRAVAUX PUBLICS pour la reprise des postes de refoulement d'eaux brutes et d'eaux traitées de la station d'épuration de Rassuen, pour un montant de 1 127 438,50 € HT soit 1 352 926,20 € TTC ;

## CONSIDÉRANT

- Que l'EPAD est titulaire d'une convention de mandat pour la création d'une troisième file de traitement à Rassuen dans le cadre du schéma directeur d'assainissement des eaux usées d'Istres ; il est donc nécessaire d'autoriser le Président de l'EPAD à signer l'avenant n°1 au marché de travaux 2014-028-2 pour la reprise des postes de refoulement d'eaux brutes et d'eaux traitées de la station d'épuration de Rassuen – lot n°2 : Remplacement des canalisations de transfert attribué à la Société RAMPA TRAVAUX PUBLICS sise au POUZIN 07250 ;

## DECIDE

### Article 1 :

Monsieur le Directeur de l'EPAD est autorisé à signer l'avenant n°1 au marché de travaux 2014-028-02.

### Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget Annexe Assainissement, chapitre 23 nature 235, code opération 102.

### Article 3 :

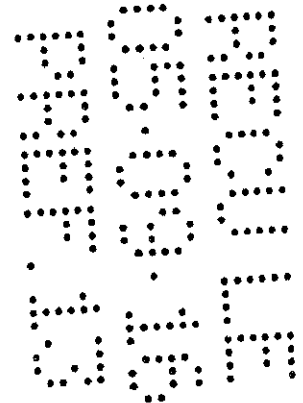
Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence et Monsieur le Receveur des Finances de Marseille sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 02 SEP. 2016



Le Président,

Signé : Jean-Claude GAUDIN



# MÉTROPOLE AIX-MARSEILLE PROVENCE

Décision n° 16/176/D

Le Président  
Ancien Ministre  
Maire de Marseille  
Vice-Président du Sénat

Maîtrise d'ouvrage déléguée à l'EPAD. Marché de travaux pour la reprise des postes de refoulement d'eaux brutes et d'eaux traitées de la station d'épuration de Rassuen à Istres Lot n°1/ Autorisation donnée au Directeur de l'EPAD de signer l'avenant n°2.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- L'ordonnance n°2015-899 du 23 Juillet 2015 des marchés publics ;
- Le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- L'élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin en qualité de Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, le 17 Mars 2016 ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°264/05 du 27 mai 2005, par laquelle le SAN Ouest Provence a confié à l'EPAD Ouest Provence une convention de mandat pour la création d'une troisième file de traitement à Rassuen dans le cadre du schéma directeur d'assainissement des eaux usées d'Istres ;
- La décision n°575/15 du 9 juin 2015, par laquelle le Président du SAN Ouest Provence a autorisé la signature du marché de travaux 2014-028-1- lot n° 1 passé avec la société Malataverne Service Environnement (MSE) pour la reprise des postes de refoulement d'eaux brutes et d'eaux traitées de la station d'épuration de Rassuen, pour un montant de 1 999 985 € HT soit 2 399 982 € TTC ;
- La décision n°1379/15 du 21 décembre 2015, par laquelle le Président du SAN Ouest Provence a approuvé l'avenant n°1 au marché de travaux 2014-028-1 - lot n°1 passé avec la société, Malataverne Service Environnement (MSE) pour la reprise des postes de refoulement d'eaux brutes et d'eaux traitées de la station d'épuration de Rassuen, pour un montant de 37 411,86 € HT, 44 894,23 € TTC ;

## CONSIDÉRANT

- Que l'EPAD est titulaire d'une convention de mandat pour la création d'une troisième file de traitement à Rassuen dans le cadre du schéma directeur d'assainissement des eaux usées d'Istres ; il est donc nécessaire d'autoriser le Président de l'EPAD à signer l'avenant n°2 au marché de travaux 2014-028-1 pour la reprise des postes de refoulement d'eaux brutes et d'eaux traitées de la station d'épuration de Rassuen – lot n°1 : Construction des postes de refoulement d'eaux brutes et d'eaux traitées attribué à la Société Malataverne Service Environnement (MSE) sise DONZERE 26290 ;

## DECIDE

### Article 1 :

Monsieur le Directeur de l'EPAD est autorisé à signer l'avenant n°2 au marché de travaux 2014-028-1.


### Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget Annexe Assainissement, chapitre 23 nature 235, code opération 102.

### Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence et Monsieur le Receveur des Finances de Marseille sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 02 SEP. 2016



Le Président.

Signé : Jean-Claude GAUDIN

**Le Président**  
Ancien Ministre  
Maire de Marseille  
Vice-Président du Sénat

Maîtrise d'ouvrage déléguée à l'EPAD. Marché de travaux pour la construction d'un bâtiment de type industriel « atelier relais » à la ZA Malebargé 2 à Port-Saint-Louis-du-Rhône – Lot 3 / Autorisation donnée au Directeur de l'EPAD de signer le marché

**VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- L'ordonnance n°2015-899 du 23 Juillet 2015 des marchés publics ;
- Le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- L'élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin en qualité de Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, le 17 Mars 2016 ;
- L'ordonnance n°2015-899 du 23 Juillet 2015 des marchés publics ;
- Le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La décision n°558/11 du 11/07/11 approuvant la convention de mandat entre le SAN Ouest Provence et l'Epac pour l'opération de construction d'un bâtiment de type industriel regroupant 6 modules «ateliers relais» destinés à la location à des entreprises artisanales sur les lots 14 et 15 de la ZA de Malebargé 2 à Port-Saint-Louis-du-Rhône ;
- La décision n°16/042/D en date du 21 juin 2016 approuvant l'avenant à la convention de mandat portant le montant de l'enveloppe prévisionnelle de l'opération de 1 052 000 Euros TTC à 1 292 045 Euros TTC soit une augmentation de 276 045 Euros TTC ;
- La décision n°967/11 approuvant l'attribution du marché de maîtrise d'œuvre à Jean-Christophe Gaudart Architecte en date du 09 décembre 2011, et notifiée le 17/01/2012 ;

- La décision n°975/14 du 17/10/14 approuvant l'avenant n°1 au marché de maîtrise d'œuvre passé avec Jean-Christophe GAUDART, Architecte, ayant pour objet de fixer le cout prévisionnel des travaux de construction d'ateliers-relais sur la zone d'activité de Malebargé 2 à Port-Saint-Louis-du-Rhône pour un montant de 889 559.00€ ;
- La consultation mise en œuvre selon la procédure adaptée, soumise aux dispositions de l'article 27 du décret 2016-360 du 25 mars 2016 ;
- Les publicités parues au BOAMP et au TPBM le 29/04/2016 ;

### CONSIDÉRANT

- Que l'EPAD est titulaire d'une convention de mandat pour l'opération de construction d'un bâtiment de type industriel regroupant 6 modules «ateliers relais» destinés à la location à des entreprises artisanales sur les lots 14 et 15 de la ZA de Malebargé 2 à Port-Saint-Louis-du-Rhône; il est donc nécessaire d'autoriser le Président de l'EPAD à signer le marché de travaux – lot 3 : Doublage, cloisons, plafonds, menuiseries intérieures attribué à la Société PROVENCALE DE PEINTURE sise 32, Boulevard Aristide Briand – 13140 Miramas pour un montant de 39 762,00 € H.T. soit 47 714,40€ T.T.C..

### DECIDE

#### Article 1

Monsieur le Directeur de l'EPAD est autorisé à signer ledit marché.

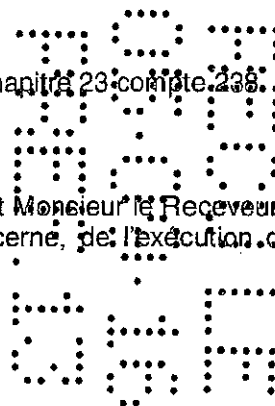
#### Article 2

Les crédits nécessaires sont inscrits dans le budget entreprises chapitre 23-compte 238.

#### Article 3

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence et Monsieur le Receveur des Finances de Marseille sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 02 SEP. 2016



Le Président,

Signé : Jean-Claude GAUDIN



**Le Président**  
Ancien Ministre  
Maire de Marseille  
Vice-Président du Sénat

Maîtrise d'ouvrage déléguée à l'EPAD. Marché de travaux pour la construction d'un bâtiment de type industriel « atelier relais » à la ZA Malebarga 2 à Port-Saint-Louis-du-Rhône – Lot 2 / Autorisation donnée au Directeur de l'EPAD de signer le marché

**VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- L'ordonnance n°2015-899 du 23 Juillet 2015 des marchés publics ;
- Le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- L'élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin en qualité de Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, le 17 Mars 2016 ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La décision n°558/11 du 11/07/11 approuvant la convention de mandat entre le SAN Ouest Provence et l'Epad pour l'opération de construction d'un bâtiment de type industriel regroupant 6 modules «ateliers relais» destinés à la location à des entreprises artisanales sur les lots 14 et 15 de la ZA de Malebarga 2 à Port-Saint-Louis-du-Rhône ;
- La décision n°16/042/D en date du 21 juin 2016 approuvant l'avenant à la convention de mandat portant le montant de l'enveloppe prévisionnelle de l'opération de 1 052 000 Euros TTC à 1 292 045 Euros TTC soit une augmentation de 276 045 Euros TTC. ;
- La décision n°967/11 approuvant l'attribution du marché de maîtrise d'œuvre à Jean-Christophe Gaudart Architecte en date du 09 décembre 2011, et notifiée le 17/01/2012 ;
- La décision n°975/14 du 17/10/14 approuvant l'avenant n°1 au marché de maîtrise d'œuvre passé avec Jean-Christophe GAUDART, Architecte, ayant pour objet de fixer le cout prévisionnel des travaux de construction d'ateliers-relais sur la zone d'activité de Malebarga 2 à Port-Saint-Louis-du-Rhône pour un montant de 889 559.00€ ;
- La consultation mise en œuvre selon la procédure adaptée, soumise aux dispositions de l'article 27 du décret 2016-360 du 25 mars 2016 ;
- Les publicités parues au BOAMP et au TPBM le 29/04/2016 ;

## CONSIDÉRANT

- Que l'EPAD est titulaire d'une convention de mandat pour l'opération de construction d'un bâtiment de type industriel regroupant 6 modules «ateliers relais» destinés à la location à des entreprises artisanales sur les lots 14 et 15 de la ZA de Malebargé 2 à Port-Saint-Louis-du-Rhône; il est donc nécessaire d'autoriser le Président de l'EPAD à signer le marché de travaux – lot 2 : Charpente métallique, bardage, menuiseries extérieures, métallerie attribué à la Société LANDRAGIN – sise 97, Rue Charles Tellier – Z.I. de Grézan 30 034 NIMES pour un montant de 324 433,50 € H.T. soit 389 320,20 € T.T.C ;

## DECIDE

### Article 1

Monsieur le Directeur de l'EPAD est autorisé à signer ledit marché.

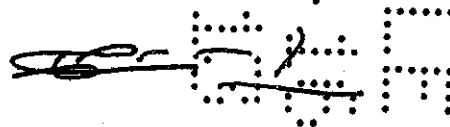
### Article 2

Les crédits nécessaires sont inscrits dans le budget entreprises chapitre 23 compte 238.

### Article 3

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence et Monsieur le Receveur des Finances de Marseille sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 02 SEP. 2016



Le Président,

Signé : Jean-Claude GAUDIN

**Le Président**  
Ancien Ministre  
Maire de Marseille  
Vice-Président du Sénat

Maîtrise d'ouvrage déléguée à l'EPAD. Marché de travaux pour la construction d'un bâtiment de type industriel « atelier relais » à la ZA Maleborge 2 à Port-Saint-Louis-du-Rhône – Lot 1 / Autorisation donnée au Directeur de l'EPAD de signer le marché

**VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- L'ordonnance n°2015-899 du 23 Juillet 2015 des marchés publics ;
- Le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- L'élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin en qualité de Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, le 17 Mars 2016 ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La décision n°558/11 du 11/07/11 approuvant la convention de mandat entre le SAN Ouest Provence et l'Epad pour l'opération de construction d'un bâtiment de type industriel regroupant 6 modules «ateliers relais» destinés à la location à des entreprises artisanales sur les lots 14 et 15 de la ZA de Maleborge 2 à Port-Saint-Louis-du-Rhône ;
- La décision n°16/042/D en date du 21 juin 2016 approuvant l'avenant à la convention de mandat portant le montant de l'enveloppe prévisionnelle de l'opération de 1 052 000 Euros TTC à 1 292 045 Euros TTC soit une augmentation de 276 045 Euros TTC. ;
- La décision n°967/11 approuvant l'attribution du marché de maîtrise d'œuvre à Jean-Christophe Gaudart Architecte en date du 09 décembre 2011, et notifiée le 17/01/2012 ;
- La décision n°975/14 du 17/10/14 approuvant l'avenant n°1 au marché de maîtrise d'œuvre passé avec Jean-Christophe GAUDART, Architecte, ayant pour objet de fixer le cout prévisionnel des travaux de construction d'ateliers-relais sur la zone d'activité de Maleborge 2 à Port-Saint-Louis-du-Rhône pour un montant de 889 559.00€ ;
- La consultation mise en œuvre selon la procédure adaptée, soumise aux dispositions de l'article 27 du décret 2016-360 du 25 mars 2016 ;
- Les publicités parues au BOAMP et au TPBM le 29/04/2016 ;

## CONSIDÉRANT

- Que l'EPAD est titulaire d'une convention de mandat pour l'opération de construction d'un bâtiment de type industriel regroupant 6 modules «ateliers relais» destinés à la location à des entreprises artisanales sur les lots 14 et 15 de la ZA de Malebarger 2 à Port-Saint-Louis-du-Rhône; il est donc nécessaire d'autoriser le Président de l'EPAD à signer le marché de travaux – lot 1 : Terrassement-VRD –Gros Œuvre attribué à la Société SLTP – sise 3, rue Elie Markridis 13230 PORT-SAINT-LOUIS-DU-RHONE pour un montant de 299 675,70 € H.T. soit 359 610,84 € T.T.C ;

## DECIDE

### Article 1

Monsieur le Directeur de l'EPAD est autorisé à signer ledit marché.

### Article 2

Les crédits nécessaires sont inscrits dans le budget entreprises chapitre 23 compte 238.

### Article 3

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence et Monsieur le Receveur des Finances de Marseille sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 02 SEP. 2016

  
Le Président,

Signé : Jean-Claude GAUDIN

# MÉTROPOLE AIX-MARSEILLE PROVENCE

Décision n° 16/180/D

Le Président  
Ancien Ministre  
Maire de Marseille  
Vice-Président du Sénat

Maîtrise d'ouvrage déléguée à l'EPAD. Marché de travaux pour la construction d'un bâtiment de type industriel "atelier relais" à la Z.A. Maleborge 2 à Port-Saint-Louis-du-Rhône - Lot n°4/ Autorisation donnée au Directeur de l'EPAD de signer le marché.

## VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- L'ordonnance n°2015-899 du 23 Juillet 2015 des marchés publics ;
- Le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Monsieur Jean-Claude GAUDIN, en qualité de Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La décision n°558/11 du 11/07/11 approuvant la convention de mandat entre le SAN Ouest Provence et l'Epad pour l'opération de construction d'un bâtiment de type industriel regroupant 6 modules «ateliers relais» destinés à la location à des entreprises artisanales sur les lots 14 et 15 de la ZA de Maleborge 2, à Port-Saint-Louis-du-Rhône ;
- La décision N°16/042/D en date du 21 juin 2016 approuvant l'avenant à la convention de mandat portant le montant de l'enveloppe prévisionnelle de l'opération de 1 052 000 euros TTC à 1 292 045 Euros TTC soit une augmentation de 276 045 Euros TTC ;
- La décision n°967/11 approuvant l'attribution du marché de maîtrise d'œuvre à Jean-Christophe Gaudart Architecte en date du 09 décembre 2011, et notifiée le 17/01/2012 ;
- La décision n°975/14 du 17/10/14 approuvant l'avenant n°1 au marché de maîtrise d'œuvre passé avec Jean-Christophe GAUDART Architecte, ayant pour objet de fixer le coût prévisionnel des travaux de construction d'ateliers-relais sur la zone d'activité de Maleborge 2 à Port-Saint-Louis-du-Rhône pour un montant de 889 559.00€ ;



Le Président  
Ancien Ministre  
Maire de Marseille  
Vice-Président du Sénat

Maîtrise d'ouvrage déléguée à l'EPAD. Marché de travaux pour la construction d'un bâtiment de type industriel "atelier relais" à la Z.A. Malebarga 2 à Port-Saint-Louis-du-Rhône - Lot n°5/ Autorisation donnée au Directeur de l'EPAD de signer le marché.

**VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- L'ordonnance n°2015-899 du 23 Juillet 2015 des marchés publics ;
- Le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Monsieur Jean-Claude GAUDIN, en qualité de Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La décision n°558/11 du 11/07/11 approuvant la convention de mandat entre le SAN Ouest Provence et l'Epad pour l'opération de construction d'un bâtiment de type industriel regroupant 6 modules «ateliers relais» destinés à la location à des entreprises artisanales sur les lots 14 et 15 de la ZA de Malebarga 2 à Port-saint-louis-du-Rhône ;
- La décision N°16/042/D en date du 21 juin 2016 approuvant l'avenant à la convention de mandat portant le montant de l'enveloppe prévisionnelle de l'opération de 1 052 000 euros TTC à
- 1 292 045 euros TTC soit une augmentation de 276 045 Euros TTC ;
- La décision n°967/11 approuvant l'attribution du marché de maîtrise d'œuvre à Jean-Christophe Gaudart Architecte en date du 09 décembre 2011, et notifiée le 17/01/2012 ;
- La décision n°975/14 du 17/10/14 approuvant l'avenant n°1 au marché de maîtrise d'œuvre passé avec Jean-Christophe GAUDART Architecte, ayant pour objet de fixer le cout prévisionnel des travaux de construction d'ateliers-relais sur la zone d'activité de Malebarga 2 à Port-Saint-Louis-du- Rhône pour un montant de 889 559.00€ ;
- La consultation mise en œuvre selon la procédure adaptée, soumise aux dispositions de l'article 27 du décret 2016-360 du 25 mars 2016 ;
- Les publicités parues au BOAMP et au TPBM le 29/04/2016 ;

## CONSIDÉRANT

- Que l'EPAD est titulaire d'une convention de mandat pour l'opération de construction d'un bâtiment de type industriel regroupant 6 modules «ateliers relais» destinés à la location à des entreprises artisanales sur les lots 14 et 15 de la ZA de Maleborge 2 à Port-saint-louis-du-Rhône; il est donc nécessaire d'autoriser le Président de l'EPAD à signer le marché de travaux – lot 5 : Plomberie, sanitaires attribué à la Société MIRAMAS CHAUFFAGE SANITAIRE sise Avenue des Saladelles – Z.A. La Carraire – 13140 MIRAMAS pour un montant de 18 780 € HT soit 22 536 € TTC ;

## DECIDE

### Article 1

Monsieur le Directeur de l'EPAD est autorisé à signer ledit marché.

### Article 2

Les crédits nécessaires sont inscrits dans le budget entreprises chapitre 23, compte 238.

### Article 3

Monsieur le Président de la Métropole et Monsieur le Receveur des Finances de Marseille sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 02 SEP. 2016



Le Président.

Signé : Jean-Claude GAUDIN



**Le Président**  
Ancien Ministre  
Maire de Marseille  
Vice-Président du Sénat

Maîtrise d'ouvrage déléguée à l'EPAD. Marché de travaux pour la construction d'un bâtiment de type industriel "atelier relais" à la Z.A. Malebarga 2 à Port-Saint-Louis-du-Rhône - Lot n°6/ Autorisation donnée au Directeur de l'EPAD de signer le marché.

**VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- L'ordonnance n°2015-899 du 23 Juillet 2015 des marchés publics ;
- Le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Monsieur Jean-Claude GAUDIN, en qualité de Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La décision n°558/11 du 11/07/11 approuvant la convention de mandat entre le SAN Ouest Provence et l'Epac pour l'opération de construction d'un bâtiment de type industriel regroupant 6 modules «ateliers relais» destinés à la location à des entreprises artisanales sur les lots 14 et 15 de la ZA de Malebarga 2 à Port-Saint-Louis-du-Rhône ;
- La décision N°16/042/D en date du 21 juin 2016 approuvant l'avenant à la convention de mandat portant le montant de l'enveloppe prévisionnelle de l'opération de 1 052 000 euros TTC à 1 292 045 euros TTC, soit une augmentation de 276 045 euros TTC ;
- La décision n°967/11 approuvant l'attribution du marché de maîtrise d'œuvre à Jean-Christophe Gaudart Architecte en date du 09 décembre 2011, et notifiée le 17/01/2012 ;
- La décision n°975/14 du 17/10/14 approuvant l'avenant n°1 au marché de maîtrise d'œuvre passé avec Jean-Christophe GAUDART Architecte, ayant pour objet de fixer le cout prévisionnel des travaux de construction d'ateliers-relais sur la zone d'activité de Malebarga 2 à Port-Saint-Louis-du-Rhône pour un montant de 889 559.00 € ;

- La consultation mise en œuvre selon la procédure adaptée, soumise aux dispositions de l'article 27 du décret 2016-360 du 25 mars 2016 ;
- Les publicités parues au BOAMP et au TPBM le 29/04/2016 ;

### CONSIDERANT

- Que l'EPAD est titulaire d'une convention de mandat pour l'opération de construction d'un bâtiment de type Industriel regroupant 6 modules «ateliers relais» destinés à la location à des entreprises artisanales sur les lots 14 et 15 de la ZA de Maleborge 2 à Port-Saint-Louis-du-Rhône; Il est donc nécessaire d'autoriser le Président de l'EPAD à signer le marché de travaux – lot 6 : Peinture, finitions, nettoyage attribué à la Société PROVENCALE DE PEINTURE sise 32, Boulevard Aristide Briand – 13140 MIRAMAS pour un montant de 12 876,00 € HT, soit 15 451,20 € TTC ;

### DECIDE

#### Article 1

Monsieur le Directeur de l'EPAD est autorisé à signer ledit marché.

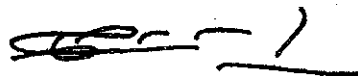
#### Article 2

Les crédits nécessaires sont inscrits dans le budget entreprises chapitre 23, compte 238.

#### Article 3

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence et Monsieur le Receveur des Finances de Marseille sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 02 SEP. 2016



Le Président,

Signé : Jean-Claude GAUDIN

**Le Président**

Ancien Ministre

Maire de Marseille

Vice-Président du Sénat

Décision de délégation du Droit de Prémption Urbain au profit de la SOLEAM d'un bien situé 16 rue Mazagran 13001 Marseille dans le cadre du projet Grand Centre Ville.

**VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 5217-1 et suivants ainsi que les articles 5218-1 et suivants ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L 210-1 et suivants ainsi que l'article L 300-1 ;
- La délibération du Conseil Municipal de la ville de Marseille n° 87/291/USV du 10 juillet 1987 instaurant le Droit de Prémption ;
- La délibération du Conseil de Communauté n° FCT 008-1029/02/CC du 19 février 2009 approuvant le projet Centre-Ville – orientations générales sur la commune de Marseille ;
- La concession d'aménagement opération d'aménagement « Grand Centre-Ville » n° 11-0136 du 18 janvier 2011 ;
- La délibération du Conseil de Communauté n° RNOV 002-771/12/CC du 14 décembre 2012 approuvant le plan local de l'Habitat de Marseille Provence Métropole 2012-2018 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (MAPTAM) ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe) ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de Communauté n° EPPS 004-1703/15/CC du 21 décembre 2015 approuvant l'instauration et l'exercice du Droit de Prémption Urbain et du Droit de Prémption Urbain Renforcé sur le territoire de la ville de Marseille ;
- La délibération du Conseil de Communauté n° FCT 030-1585/15/CC du 21 décembre 2015 approuvant le transfert à la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole des opérations d'aménagements en cours des communes de Marseille et de La Ciotat ;
- La délibération n° HN 010-17/03/16 CM du 17 mars 2016, portant délégation du Conseil de Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° URB 023-638/16/CM du 30 juin 2016 approuvant les conditions d'exercice du Droit de Prémption Urbain et du Droit de Prémption Urbain Renforcé par la Métropole Aix-Marseille-Provence sur le territoire de la ville de Marseille ;
- La déclaration d'intention d'aliéner DA 13201 16 0195 reçue le 25 mai 2016

## CONSIDÉRANT

- Que la maîtrise foncière de ce bien est nécessaire au renouvellement urbain d'îlots obsolètes et à la requalification du tissu ancien dégradé par restructuration d'immeubles en vue de produire 1500 logements nouveaux diversifiés, neufs ou restaurés ainsi que 20 000 m<sup>2</sup> de locaux d'activité et d'équipements ;
- Que cette préemption relève d'une compétence de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Qu'afin de mener à bien ces engagements, la ville de Marseille avait concédé à la SOLEAM, l'opération d'aménagement dite « Grand Centre Ville » transférée au 21 décembre 2015 à la Métropole Aix-Marseille-Provence afin de permettre le traitement par réhabilitation – restructuration d'îlots urbains complets – et prévoit notamment la production de 1500 logement nouveaux au sein d'un réseau d'équipements proximité en privilégiant l'accession à la propriété et le logement diversifié, ainsi que la production de 13000 m<sup>2</sup> de locaux d'activités.

## DÉCIDE


### Article 1 :

Le Droit de Préemption Urbain est délégué à la SOLEAM pour l'acquisition de l'immeuble situé au 16 rue Mazagran Marseille 1<sup>er</sup> arrondissement, cadastré 806 C 235 d'une superficie cadastrale de 201 m<sup>2</sup> appartenant à Madame Yamina ZIRARI épouse BLIDI, relevant du champ de compétence de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

### Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 02 SEP. 2016



Le Président,

Signé : Jean-Claude GAUDIN

**Le Président**  
Ancien Ministre  
Maire de Marseille  
Vice-Président du Sénat

Conclusion d'une convention avec l'organisme ENSSIB, pour l'action de formation intitulée "La communication entre bibliothécaires, élus et décideurs : un enjeu vital" d'un montant de 525 €.

**VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° 84-594 du 12 juillet 1984 relative à la formation des agents de la fonction publique territoriale et complétant la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, notamment ses articles 8 et 25 ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- L'élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin en qualité de Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, le 17 Mars 2016 ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président ;

**CONSIDÉRANT**

- Que pour répondre aux besoins d'accompagnement pour 2016 de l'agent de la Métropole, exerçant ses fonctions au sein du Conseil de Territoire Istres Ouest Provence, une convention de formation professionnelle avec l'organisme de formation «ENSSIB» est nécessaire ;
- Que l'objectif de cette action est de donner à voir aux tutelles les activités et actions des bibliothèques et services d'information de manière concrète, mais aussi de rendre intelligible leur stratégie de développement et de construire une image institutionnelle forte et adaptée ;
- Qu'au regard du catalogue 2016 proposé par les organismes de formation, seul ce dernier est susceptible de répondre aux besoins recensés pour des raisons techniques eu égard à l'accompagnement nécessaire ;

## DECIDE

### Article 1 :

Est approuvée la convention entre la Métropole d'Aix-Marseille-Provence et «L'ENSSIB» relative à l'action de formation intitulée «La communication entre bibliothécaires, élus et décideurs : un enjeu vital».

### Article 2 :

Est approuvée la participation d'un agent aux maximum à cette action de formation, d'une durée de 3 jours sur l'année 2016, qui se déroulera à Villeurbanne.

### Article 3 :

Les crédits nécessaires d'un montant de 525 € sont inscrits au budget de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, chapitre 011, nature 6184.

### Article 4 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence et Monsieur le Receveur des Finances de Marseille sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 02 SEP. 2016



Le Président.

Signé : Jean-Claude GAUDIN

**Le Président**  
Ancien Ministre  
Maire de Marseille  
Vice-Président du Sénat

Conclusion d'une convention avec l'organisme VIS'ACTION pour l'action de sensibilisation intitulée "Etre acteur de son entretien" d'un montant de 1 182 € TTC.

**VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.5218-1 et suivants ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° 84-594 du 12 juillet 1984 relative à la formation des agents de la fonction publique territoriale et complétant la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, notamment ses articles 8 et 25 ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°HN 01-003/16/CM en date du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Monsieur Jean-Claude GAUDIN en qualité de Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;

**CONSIDÉRANT**

- Que pour répondre aux besoins d'accompagnement pour 2016 des agents de la Métropole exerçant leurs fonctions au sein du Conseil de Territoire Istres Ouest Provence, une convention de formation professionnelle avec l'organisme de formation «VIS'ACTION» est nécessaire ;
- Que l'objectif de cette action est d'informer les participants sur les enjeux de l'entretien professionnel et de leur permettre de se positionner en tant qu'acteur de ce dispositif ;
- Qu'au regard du catalogue 2016 proposé par les organismes de formation, seul ce dernier est susceptible de répondre aux besoins recensés pour des raisons techniques eu égard à l'accompagnement nécessaire ;

## DECIDE

### Article 1 :

Est approuvée la convention entre la Métropole d'Aix-Marseille-Provence et le «VIS'ACTION» relative à l'action de sensibilisation intitulée «Etre acteur de son entretien».

### Article 2 :

Est approuvée la participation de 150 agents au maximum à cette action de sensibilisation, à savoir 2 conférences d'une durée d'une demi-journée chacune sur l'année 2016, les interventions se dérouleront à Istres.

### Article 3 :

Les crédits nécessaires d'un montant de 1 182 € TTC sont inscrits au budget de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, chapitre 011, nature 6184.

### Article 4 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence et Monsieur le Receveur des Finances de Marseille sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 02 SEP. 2016

  
Le Président,

Signé : Jean-Claude GAUDIN



# MÉTROPOLE AIX-MARSEILLE PROVENCE

Décision n° 16/186/D

Le Président  
Ancien Ministre  
Maire de Marseille  
Vice-Président du Sénat

Décision de délégation du droit de priorité à la Ville de Marseille d'un bien situé 16-42 rue Bernard du Bois 13001 Marseille.

## VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 5217-1 et suivants ainsi que les articles 5218-1 et suivants ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (MAPTAM) ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRE) ;
- Le décret 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret 2015/1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal n° HN 001-003/16/CM du 17 mars 2016 relatif à l'élection du Président de la Métropole ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le Droit de Priorité enregistré sous le n° DA 13201 16 0264 reçu en mairie le 6 juillet 2016 portant aliénation d'un ensemble immobilier appartenant à l'Etat sis 16-42 rue Bernard Du Bois 13001 Marseille, cadastré 801 A 305, 801 A 306 et 801 A 309 d'une superficie de 464 m² ;
- La lettre du 16 août 2016 de Madame Laure Agnès CARADEC, Adjointe au Maire, déléguée à l'Urbanisme, au Projet Métropolitain, au Patrimoine Foncier et Municipal, au Droits des Sols, portant demande de délégation au profit de la Ville de Marseille du droit de priorité sur le bien ci-après désigné.

## CONSIDÉRANT

- Au regard de l'emprise et de la surface de l'immeuble considéré, l'acquisition de ce bien permettra de produire des équipements publics en complément des aménagements de l'îlot Velten subventionnés par l'ANRU.

## DÉCIDE

### Article 1 :

Le droit de priorité défini par l'article L240-1 du Code de l'Urbanisme est délégué à la Ville de Marseille pour l'acquisition d'un bien situé 16-42 rue Bernard Du Bois 13001 Marseille, d'une superficie de 464 m² cadastré 801 A 305, 801 A 306 et 801 A 309 appartenant à l'Etat, relevant du champ de compétence de la Ville de Marseille.

**Article 2 :**

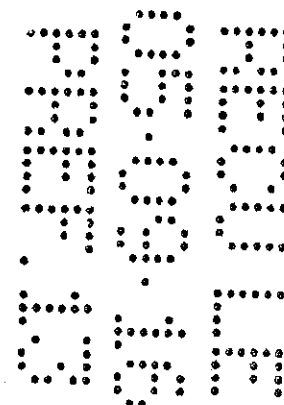
Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 02 SEP. 2016



Le Président,

Signé : Jean-Claude GAUDIN



RECUE  
30.08.16  
PRÉF. 13

Décision n° 16/187/D

Déplacement de Madame Cordier à Lyon le 31 août pour Eco Emballages

**VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République
- L'élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin en qualité de Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, le 17 Mars 2016 ;
- La délibération n° HN010-012/16/CM du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

**CONSIDÉRANT**

- Que Madame Monique Cordier est membre de la Commission Cadre de vie, Traitement des déchets, Eau et Assainissement

**DECIDE**

**Article 1 :**

Madame Monique Cordier se rendra le 31 août à Lyon afin de participer au colloque d'Eco Emballages pour la réunion coûts n°3 Métropoles.

**Article 2 :**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 30 AOUT 2016

**Le Président,**

**Signé : Jean-Claude GAUDIN**



RECUE  
30.08.16  
PRÉF 13

Décision n° 16/188/D

Déplacement de Madame Cordier à Barcelone du 7 au 9 septembre 2016 pour Eco Emballages

**VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République
- L'élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin en qualité de Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, le 17 Mars 2016 ;
- La délibération n° HN010-012/16/CM du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

**CONSIDÉRANT**

- Que Madame Cordier est membre de la Commission Cadre de vie, Traitement des déchets, Eau et Assainissement.

**DECIDE**

**Article 1 :**

Madame Monique Cordier se rendra du 7 au 9 septembre 2016 à Barcelone afin de participer au voyage d'étude organisé par Eco Emballages.

**Article 2 :**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 30 AOUT 2016

**Le Président,**

**Signé : Jean-Claude GAUDIN**



RECUE  
30.08.16  
PRÉF. 13

Décision n° 16/189/D

Déplacement de Monsieur Ginoux à Barcelone du 7 au 9 septembre 2016 pour Eco Emballages

**VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République
- L'élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin en qualité de Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, le 17 Mars 2016 ;
- La délibération n° HN010-012/16/CM du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

**CONSIDÉRANT**

- Que Monsieur Ginoux est Président de la Commission Cadre de vie, Traitement des déchets, Eau et Assainissement.

**DECIDE**

**Article 1 :**

Monsieur Philippe Ginoux se rendra du 7 au 9 septembre 2016 à Barcelone afin de participer au voyage d'étude organisé par Eco Emballages.

**Article 2 :**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 30 AOUT 2016

**Le Président,**

**Signé : Jean-Claude GAUDIN**



REU LE  
30-08-16  
PRÉF 13

Décision n° 16/190/D

Déplacement de Monsieur Mouren à Barcelone du 7 au 9 septembre 2016 pour Eco Emballages

**VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République
- L'élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin en qualité de Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, le 17 Mars 2016 ;
- La délibération n° HN010-012/16/CM du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

**CONSIDÉRANT**

- Que Monsieur Mouren est Conseiller délégué à la propreté et au traitement des déchets.

**DECIDE**

**Article 1 :**

Monsieur Roland Mouren se rendra du 7 au 9 septembre 2016 à Barcelone afin de participer au voyage d'étude organisé par Eco Emballages.

**Article 2 :**

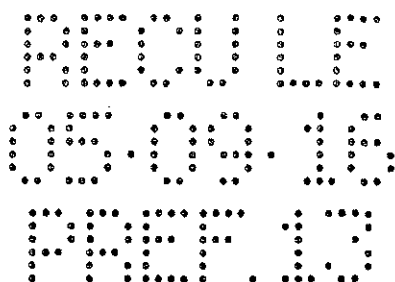
Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 30 AOUT 2016

**Le Président,**

**Signé : Jean-Claude GAUDIN**





**Autorisation d'hébergement d'une station de télémessure sur le site d'Interxion pour la Métropole d'Aix-Marseille-Provence**

**VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République,
- La délibération n° AGER 002-608/13/CC du 31 octobre 2013 relative à l'approbation du choix du délégataire pour l'exploitation du service public d'assainissement Zone Centre ;
- L'élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin en qualité de Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, le 17 Mars 2016 ;
- La délibération n° HN010-012/16/CM du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

**CONSIDÉRANT**

- Que la Métropole d'Aix-Marseille-Provence a approuvé le choix du délégataire SERAMM par délibération du 31 octobre 2013 en qualité de délégataire de Service Public de l'Exploitation du service public d'assainissement de la Zone Centre, Marseille. Le SERAMM à ce titre, exploite, entretient le réseau d'assainissement ainsi que ses différents ouvrages ;
- Que parmi lesdits équipements, la station de télémessure, Cuoq, 40 avenue Roger SALENGRO, permet de surveiller les niveaux d'eau dans l'émissaire principal. Ces informations étant retransmises vers le Poste Central de télésurveillance, 27 Bd Joseph Vernet, 13008 Marseille ;
- Que suite au rachat de la station susvisée par l'entreprise INTERXION France en 2014, il convient de permettre le prolongement de l'hébergement de la station de télémessure, de son raccordement électrique et téléphonique pour la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

**DECIDE**

**Article 1 :**

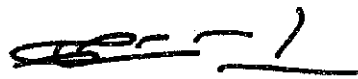
Est autorisé à titre gracieux, l'hébergement ainsi que le raccordement électrique et téléphonique de la station de télémessure, Cuoq, située 40 avenue Roger SALENGRO par INTERXION France au profit de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

RECUE  
05.09.16  
17:07:13

**Article 2 :**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

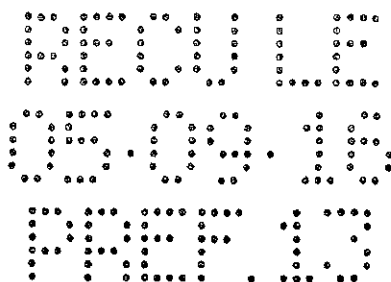
Fait à Marseille, le 02 SEP. 2016



**Le Président,**

**Signé : Jean-Claude GAUDIN**





Autorisation d'hébergement d'une station de télémessure sur le site du musée "Regards de Provence" pour la Métropole d'Aix-Marseille-Provence

**VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération N° AGER 002-608/13/CC du 31 octobre 2013 relative à l'approbation du choix du délégataire pour l'exploitation du service public d'assainissement Zone Centre ;
- L'élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin en qualité de Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, le 17 Mars 2016 ;
- La délibération n° HN010-012/16/CM du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

**CONSIDÉRANT**

- Que la Métropole d'Aix-Marseille-Provence a approuvé le choix du délégataire SERAMM par délibération du 31 octobre 2013 en qualité de délégataire de Service Public de l'Exploitation du service public d'assainissement de la Zone Centre, Marseille. Le SERAMM à ce titre, exploite, entretient le réseau d'assainissement ainsi que ses différents ouvrages ;
- Que parmi lesdits équipements, la station de télémessure, Tourette, située sur le toit du musée « Regards de Provence », rue Vaudoyer 13002 Marseille, fait partie d'un réseau de 25 pluviomètres qui permet de déclencher un dispositif opérationnel d'actions sur le terrain. Cet équipement en place depuis 1984 a dû être déplacé du fait des nouveaux aménagements. Son installation sur le toit du musée permettra de maintenir une certaine continuité dans les mesures. Les informations du pluviomètre étant retransmises vers le Poste Central de télésurveillance, 27 Bd Joseph Vernet, 13008 Marseille ;
- Que le musée « Regards de Provence » accepte de continuer à héberger dans ses locaux, ladite station de télémessure, son raccordement électrique et téléphonique pour la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

RECUE  
05 09 16  
DECIDE  
PAR 13

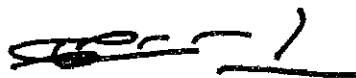
**Article 1 :**

Est autorisé à titre gracieux, l'hébergement ainsi que le raccordement électrique et téléphonique de la station de télémessure, Tourette, située sur le toit du musée « Regards de Provence », rue Vaudoyer 13002 Marseille au profit de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

**Article 2 :**

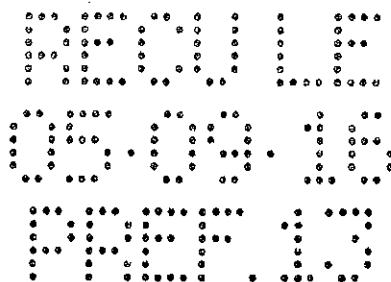
Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 02 SEP. 2016



**Le Président,**

**Signé : Jean-Claude GAUDIN**



**Autorisation d'hébergement d'une station pluviométrique sur le site du Plateau Longchamp pour la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.**

**VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération N° AGER 002-608/13/CC du 31 octobre 2013 relative à l'approbation du choix du délégataire pour l'exploitation du service public d'assainissement Zone Centre ;
- L'élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin en qualité de Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, le 17 Mars 2016 ;
- La délibération n° HN010-012/16/CM du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

**CONSIDÉRANT**

- Que la Métropole d'Aix-Marseille-Provence a approuvé le choix du délégataire SERAMM par délibération du 31 octobre 2013 en qualité de délégataire de Service Public de l'Exploitation du service public d'assainissement de la Zone Centre, Marseille. Le SERAMM à ce titre, exploite, entretient le réseau d'assainissement ainsi que ses différents ouvrages ;
- Que parmi lesdits équipements, le pluviomètre du plateau Longchamp fait partie d'un réseau de 25 pluviomètres, qui avec d'autres moyens de contrôle permettent de déclencher un dispositif opérationnel d'actions sur le terrain et de le manager pendant la pluie depuis le poste de télésurveillance, situé 27 Bd Joseph Vernet, 13008 Marseille ;
- Que suite au transfert de l'observatoire au profit d'AMU (Aix-Marseille-Université) en 2013, il convient de permettre le prolongement de l'hébergement de ladite station, de son raccordement électrique et téléphonique pour la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

RECUE  
05.09.16  
DECIDE  
PRÉF 13

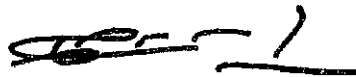
**Article 1 :**

Est autorisé à titre gracieux, l'hébergement ainsi que le raccordement électrique et téléphonique de la station pluviométrique du Plateau Longchamp, située 2 place le Verrier 13004 Marseille au profit de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

**Article 2 :**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 02 SEP. 2016



**Le Président.**

**Signé : Jean-Claude GAUDIN**

RECUE  
31.08.16  
PRÉF. 13

Décision n° 16/194/D

Déplacement de Monsieur Mouren à Lyon le 31 août pour Eco Emballages

**VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République
- L'élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin en qualité de Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, le 17 Mars 2016 ;
- La délibération n° HN010-012/16/CM du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

**CONSIDÉRANT**

- Que Monsieur Mouren est Conseiller délégué à la propreté et au traitement des déchets.

**DECIDE**

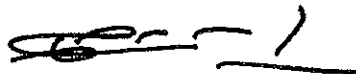
**Article 1 :**

Monsieur Roland Mouren se rendra le 31 août à Lyon afin de participer au colloque d'Eco Emballages pour la réunion coûts n°3 Métropoles.

**Article 2 :**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 30 AOUT 2016



**Le Président,**

**Signé : Jean-Claude GAUDIN**

RECUE  
05.09.16  
PRÉF. 13

Décision n° 16/195/D

Préemption d'un bien situé sis L'Aiguille Nord à Gignac-la-Nerthe appartenant à Monsieur HEUX et Madame GERMAIN pour un montant de 41 970 euros.

**VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L 210-1 et suivants ainsi que l'article L 300-1 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (MAPTAM) ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRE) ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 relatif à l'élection de Monsieur Jean-Claude GAUDIN, Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-17/03/16 CM du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de Métropole au Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil Municipal du 20 janvier 1988 instituant un droit de préemption urbain sur la commune de Gignac-la-Nerthe ;
- La délibération du Conseil de Communauté n° URB 950/07/CC du 8 octobre 2007 portant exercice du Droit de Préemption et du Droit de Préemption Urbain Renforcé sur le territoire de Gignac-la-Nerthe ;
- La délibération du Conseil de Communauté n° AEC 001-1114/15/CC du 3 juillet 2015 approuvant la mise en œuvre de la stratégie foncière de Marseille Provence Métropole portant prioritairement sur des acquisitions de foncier à vocation économique et affirmant la nécessité de lancer un Plan d'Action Foncière ;
- La Déclaration d'Intention d'Aliéner du 4 juillet 2016, enregistrée sous le n°13043 16 0058 portant aliénation d'un terrain appartenant à Monsieur Henri HEUX et Madame GERMAIN Viviane sise L'Aiguille Nord à Gignac-la-Nerthe, cadastrées AD0078 d'une superficie de 4197m² ;
- La demande de visite adressée à Monsieur HEUX et Madame GERMAIN du 22 juillet 2016 et à Maître BESSONE et PASQUIER du 21 juillet 2016 ;

# REOUVERTURE DE LA DECISION N° 10

## **Article 1 :**

Est exercé au nom et pour le compte de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence le droit de préemption, qui lui est ouvert, et d'acquiescer le bien immobilier situé dans le périmètre soumis au droit de préemption urbain sur le territoire de la commune de Gignac-la-Nerthe ci-après désigné :

SECTION :	AD0078
CONTENANCE :	4197 m <sup>2</sup>
SITUATION :	L'AIGUILLE NORD
DESIGNATION :	Terrain(s)
PROPRIETAIRE :	Monsieur HEUX Henri et Madame GERMAIN Viviane
PRIX DE VENTE :	92 530,00€ (mentionné dans la DIA)
PRIX France DOMAINE :	41 970,00€
PRIX PROPOSE :	41 970,00€

Objet de la préemption : Par délibération susvisée, la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole a approuvé la mise en œuvre de la stratégie foncière de Marseille Provence Métropole portant prioritairement sur des acquisitions de foncier à vocation économique et affirmant la nécessité de lancer un Plan d'Action Foncière.

Compte tenu de l'existence de réels besoins fonciers pour l'activité logistique, de la proximité de deux échangeurs de l'A55 et de la contiguïté de la ZAC des Aiguilles, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence souhaite mettre en œuvre sa stratégie foncière économique et acquiescer ces parcelles actuellement en zone AU2 dont la vocation et le positionnement stratégique ont été respectivement confirmés par les travaux du PLUI et du Plan d'Action Foncières.

## **Article 2 :**

La décision d'acquiescer le terrain ci-dessus désigné est notifiée par la Métropole Aix-Marseille-Provence au propriétaire domicilié chez Maîtres Philippe et Sandrine BESSONE et PASQUIER, 3 Impasse San Marco 13220 CHATEAUNEUF LES MARTIGUES.

## **Article 3 :**

Conformément aux dispositions de l'article R 213-10 du Code de l'Urbanisme, le propriétaire dispose d'un délai de deux mois, à compter de la réception de la présente décision pour faire connaître à la Métropole d'Aix-Marseille-Provence :

- Soit son accord d'offre de prix, dans ce cas, un acte authentique sera dressé par un des notaires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Soit sa décision de maintenir le prix fixé par la déclaration d'intention d'aliéner, dans ce cas, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence peut décider de faire fixer le prix du bien par le juge d'expropriation ;
- Soit sa renonciation à l'aliénation du bien. Le défaut de réponse de sa part est considéré comme une renonciation.

**Article 4 :**

Le prix de l'acquisition, les frais d'actes et les frais d'agence seront payés sur les crédits de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, soit Opération 2015/00104 – Sous-politique C130 – Chapitre 21 – Fonction 588.

**Article 5 :**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 02 SEP. 2016



**Le Président,**

**Signé : Jean-Claude GAUDIN**



RECUE  
05.09.16  
PAR 13

Décision n° 16/196/D

Le Président  
Ancien Ministre  
Maire de Marseille  
Vice-Président du Sénat

Préemption d'un bien situé sis L'Aiguille Nord à Gignac-la-Nerthe appartenant à Monsieur HEUX et Madame GERMAIN pour un montant de 133 470 euros.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L 210-1 et suivants ainsi que l'article L 300-1 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (MAPTAM) ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRE) ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 relatif à l'élection de Monsieur Jean-Claude GAUDIN, Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-17/03/16 CM du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de Métropole au Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil Municipal du 20 janvier 1988 instituant un droit de préemption urbain sur la commune de Gignac-la-Nerthe ;
- La délibération du Conseil de Communauté n° URB 950/07/CC du 8 octobre 2007 portant exercice du Droit de Préemption et du Droit de Préemption Urbain Renforcé sur le territoire de Gignac-la-Nerthe ;
- La délibération du Conseil de Communauté n° AEC 001-1114/15/CC du 3 juillet 2015 approuvant la mise en œuvre de la stratégie foncière de Marseille Provence Métropole portant prioritairement sur des acquisitions de foncier à vocation économique et affirmant la nécessité de lancer un Plan d'Action Foncière ;
- La Déclaration d'Intention d'Aliéner en date du 4 juillet 2016, enregistrée sous le n°13043 16 0059 portant aliénation de deux terrains appartenant à Monsieur Henri HEUX et Madame GERMAIN Viviane sise L'Aiguille Nord à Gignac-la-Nerthe, cadastrées AD0106 et AD0107 d'une superficie de 13 347m² ;
- La demande de visite adressée à Monsieur HEUX et Madame GERMAIN et à Maître BESSONE et PASQUIER en date du 22 juillet 2016 ;

# REOUVERTE DE LA PRÉEMPTION

## Article 1 :

Est exercé au nom et pour le compte de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence le droit de préemption, qui lui est ouvert, et d'acquérir les biens immobiliers situés dans le périmètre soumis au droit de préemption urbain sur le territoire de la commune de Gignac-la-Nerthe ci-après désignés :

SECTION : AD0106 AD0107  
CONTENANCE : 13 347 m<sup>2</sup>  
SITUATION : L'AIGUILLE NORD  
DESIGNATION : Terrain(s)  
PROPRIÉTAIRE : Monsieur HEUX Henri et Madame GERMAIN Viviane  
PRIX DE VENTE : 294 250,00€ (mentionné dans la DIA)  
PRIX France DOMAINE : 133 470,00€  
PRIX PROPOSE : 133 470,00€

Objet de la préemption : Par délibération susvisée, la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole a approuvé la mise en œuvre de la stratégie foncière de Marseille Provence Métropole portant prioritairement sur des acquisitions de foncier à vocation économique et affirmant la nécessité de lancer un Plan d'Action Foncière.

Compte tenu de l'existence de réels besoins fonciers pour l'activité logistique, de la proximité de deux échangeurs de l'A55 et de la contiguïté de la ZAC des Aiguilles, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence souhaite mettre en œuvre sa stratégie foncière économique et acquérir ces parcelles actuellement en zone AU2 dont la vocation et le positionnement stratégique ont été respectivement confirmés par les travaux du PLUI et du Plan d'Action Foncières.

## Article 2 :

La décision d'acquérir les terrains ci-dessus désignés est notifiée par la Métropole d'Aix-Marseille-Provence au propriétaire domicilié chez Maîtres Philippe et Sandrine BESSONE ET PASQUIER, 3 Impasse San Marco 13220 CHATEAUNEUF LES MARTIGUES

## Article 3 :

Conformément aux dispositions de l'article R 213-10 du Code de l'Urbanisme, le propriétaire dispose d'un délai de deux mois, à compter de la réception de la présente décision pour faire connaître à la Métropole d'Aix-Marseille-Provence :

Soit son accord d'offre de prix, dans ce cas, un acte authentique sera dressé par un des notaires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;

Soit sa décision de maintenir le prix fixé par la déclaration d'intention d'aliéner, dans ce cas, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence peut décider de faire fixer le prix du bien par le juge d'expropriation ;

Soit sa renonciation à l'aliénation du bien. Le défaut de réponse de sa part est considéré comme une renonciation.

RECUE  
05.09.16

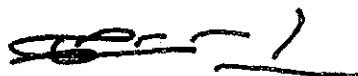
**Article 4 :**

Le prix de l'acquisition, les frais d'actes et les frais d'agence seront payés sur les crédits de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, soit : Opération 2015/00104 - Sous-politique C130 - Chapitre 21 - Fonction 588.

**Article 5 :**

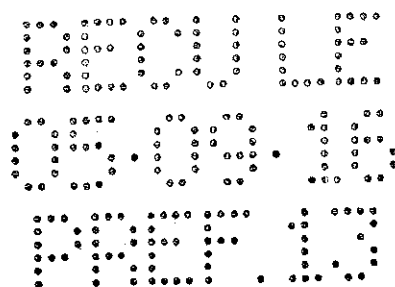
Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 02 SEP. 2016



**Le Président,**

**Signé : Jean-Claude GAUDIN**



Préemption d'un bien situé sis L'Aiguille Nord à Gignac-la-Nerthe appartenant à Monsieur HEUX et Madame GERMAIN pour un montant de 96 710 euros.

**VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L 210-1 et suivants ainsi que l'article L 300-1 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (MAPTAM) ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRE) ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 relatif à l'élection de Monsieur Jean-Claude GAUDIN, Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-17/03/16 CM du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil Municipal du 20 janvier 1988 instituant un droit de préemption urbain sur la commune de Gignac-la-Nerthe ;
- La délibération du Conseil de Communauté n° URB 950/07/CC du 8 octobre 2007 portant exercice du Droit de Préemption et du Droit de Préemption Urbain Renforcé sur le territoire de Gignac-la-Nerthe ;
- La délibération du Conseil de Communauté n° AEC 001-1114/15/CC du 3 juillet 2015 approuvant la mise en œuvre de la stratégie foncière de Marseille Provence Métropole portant prioritairement sur des acquisitions de foncier à vocation économique et affirmant la nécessité de lancer un Plan d'Action Foncière ;
- La Déclaration d'Intention d'Aliéner en date du 4 juillet 2016, enregistrée sous le n°13043 16 0060 portant aliénation de trois terrains appartenant à Monsieur Henri HEUX et Madame GERMAIN Viviane sise L'Aiguille Nord à Gignac-la-Nerthe, cadastrées AD0083, AD0084 et AD0085 d'une superficie de 9671m<sup>2</sup> ;
- La demande de visite adressée à Monsieur HEUX et Madame GERMAIN et à Maîtres BESSONE et PASQUIER en date du 22 juillet 2016 ;

# REUVE DE DECISION DE

## Article 1 :

Est exercé au nom et pour le compte de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence le droit de préemption, qui lui est ouvert, et d'acquérir les biens immobiliers situés dans le périmètre soumis au droit de préemption urbain sur le territoire de la commune de Gignac-la-Nerthe ci-après désignés :

SECTION :	AD0083 AD0084 AD0085
CONTENANCE :	9671 m <sup>2</sup>
SITUATION :	L'AIGUILLE NORD
DESIGNATION :	Terrain(s)
PROPRIETAIRE :	Monsieur HEUX Henri et Madame GERMAIN Viviane
PRIX DE VENTE :	213 220,00€ (mentionné dans la DIA)
PRIX France DOMAINE :	96 710,00€
PRIX PROPOSE :	96 710,00€

Objet de la préemption : Par délibération susvisée, la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole a approuvé la mise en œuvre de la stratégie foncière de Marseille Provence Métropole portant prioritairement sur des acquisitions de foncier à vocation économique et affirmant la nécessité de lancer un Plan d'Action Foncière.

Compte tenu de l'existence de réels besoins fonciers pour l'activité logistique, de la proximité de deux échangeurs de l'A55 et de la contiguïté de la ZAC des Aiguilles, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite mettre en œuvre sa stratégie foncière économique et acquérir ces parcelles actuellement en zone AU2 dont la vocation et le positionnement stratégique ont été respectivement confirmés par les travaux du PLUI et du Plan d'Action Foncières.

## Article 2 :

La décision d'acquérir les terrains ci-dessus désignés est notifiée par la Métropole d'Aix-Marseille-Provence au propriétaire domicilié chez Maîtres Philippe et Sandrine BESSONE ET PASQUIER, 3 Impasse San Marco 13220 CHATEAUNEUF LES MARTIGUES

## Article 3 :

Conformément aux dispositions de l'article R 213-10 du Code de l'Urbanisme, le propriétaire dispose d'un délai de deux mois, à compter de la réception de la présente décision pour faire connaître à la Métropole d'Aix-Marseille-Provence :

- Soit son accord d'offre de prix, dans ce cas, un acte authentique sera dressé par un des notaires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Soit sa décision de maintenir le prix fixé par la déclaration d'intention d'aliéner, dans ce cas, la Métropole Aix-Marseille-Provence peut décider de faire fixer le prix du bien par le juge d'expropriation ;
- Soit sa renonciation à l'aliénation du bien. Le défaut de réponse de sa part est considéré comme une renonciation.

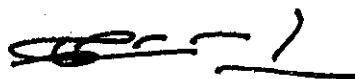
**Article 4 :**

Le prix de l'acquisition, les frais d'actes et les frais d'agence seront payés sur les crédits de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, soit Opération 2015/00104 – Sous-politique C130 – Chapitre 21 – Fonction 588.

**Article 5 :**

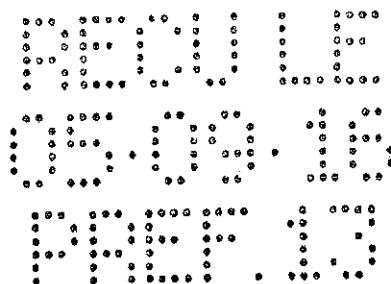
Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 02 SEP. 2016



**Le Président,**

**Signé : Jean-Claude GAUDIN**



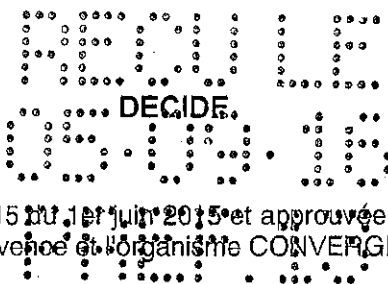
Abrogation de la décision n° 556/15 en date du 1er juin 2015. Conclusion d'une formation avec l'organisme CONVERGENCE, pour l'action de formation intitulée "Supervision individuelle" d'un montant de 1 050 € net.

**VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- L'élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin en qualité de Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, le 17 Mars 2016 ;
- La loi n° 84-594 du 12 juillet 1984 relative à la formation des agents de la fonction publique territoriale et complétant la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, notamment ses articles 8 et 25 ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM en date du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Monsieur Jean-Claude GAUDIN en qualité de Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La décision n° 556/15 en date du 1<sup>er</sup> juin 2015 relative à la conclusion d'une formation avec l'organisme CONVERGENCE ;

**CONSIDÉRANT**

- Que par décision n° 556/15, il a été approuvé la participation de deux agents à la formation « Supervision individuelle » ;
- Que que le nombre d'agents qui devaient participer à cette formation a été modifié, il convient donc d'abroger la décision n°556/15 du 1er juin 2015 ;



**Article 1 :**

Est abrogée la décision n° 556/15 du 1<sup>er</sup> juin 2015 et approuvée la nouvelle convention entre la Métropole d'Aix-Marseille-Provence et l'organisme CONVERGENCE.

**Article 2 :**

Est approuvée la participation de trois agents à cette action de formation, d'une durée d'un jour sur l'année 2016, l'intervention se déroulera à Istres.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires d'un montant de 1 050,00 € net sont inscrits au budget de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, chapitre 011, nature 6184.

**Article 4 :**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est chargé, de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 02 SEP. 2016

**Le Président,**

**Signé : Jean-Claude GAUDIN**



**Le Président**  
Ancien Ministre  
Maire de Marseille  
Vice-Président du Sénat

Mise à disposition d'un quai de déchargement de l'antenne de Cassis au profit du Syndicat de défense et de gestion de l'Appellation Cassis.

**VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- L'élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin en qualité de Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, le 17 Mars 2016 ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;

#### **PREAMBULE**

Le syndicat de défense et de gestion de l'Appellation Cassis a pour objet la défense des intérêts viticoles et la promotion des vins d'appellation Cassis.

Dans le cadre de son activité il a besoin d'un quai pour que les producteurs viennent décharger le marc de vin dans leur benne.

En conséquence, le syndicat a demandé à la Métropole d'Aix-Marseille-Provence la mise à disposition du quai de déchargement situé dans l'enceinte de l'antenne de Cassis. Les conditions de la mise à disposition sont les suivantes :

- parcelle cadastrée section AM numéro 9 sise Le Vallon des Anglais à Cassis (13260).
- mise à disposition à titre gratuit
- durée : Du 22 août 2016 au 14 octobre 2016

#### **CONSIDERANT**

- Que la Métropole d'Aix-Marseille-Provence met à disposition le quai de déchargement susnommé au syndicat de défense et de gestion de l'Appellation Cassis
- Qu'à cette fin une convention de mise à disposition à titre gratuit doit être conclue.

## DECIDE

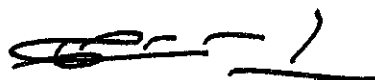
### Article 1 :

Est signée une convention à titre gratuit pour la mise à disposition d'un quai de déchargement situé dans l'enceinte de l'antenne de Cassis, du 22 août 2016 au 14 octobre 2016, au profit du Syndicat de défense et de gestion de l'appellation Cassis aux conditions ci-avant exposées.

### Article 2 :

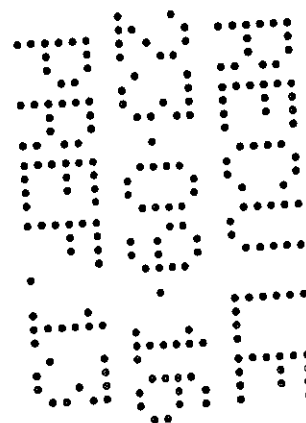
Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 23 SEP. 2016



Le Président,

Signé : Jean-Claude GAUDIN



**Le Président**  
Ancien Ministre  
Maire de Marseille  
Vice-Président du Sénat

Décision de délégation du droit de priorité à 13 HABITAT d'un bien situé 52 avenue Jean Mermoz 13700 Marignane.

**VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (MAPTAM) ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe) ;
- Le décret 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret 2015/1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal n° HN 001-003/16/CM du 17 mars 2016 relatif à l'élection du Président de la Métropole ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Droit de Priorité enregistré sous le n° DA 13054 16 0088 reçu en mairie le 16 août 2016 portant aliénation d'une emprise de terrain d'environ 1800 m<sup>2</sup> à détacher de la parcelle AI0001 de Marignane, appartenant à l'Etat, sis 52 avenue Jean Mermoz 13700 Marignane ;
- La lettre du 18 août 2016 de Monsieur Eric LE DISSES, Maire de Marignane, portant demande de délégation au profit de 13 HABITAT du droit de priorité sur le bien ci-après désigné.

**CONSIDÉRANT**

- Au regard de l'emprise et de la surface de l'immeuble considéré, l'acquisition de ce bien permettra la réalisation d'un programme de huit logements sociaux dans les deux bâtiments à usage d'habitation.

## DECIDE

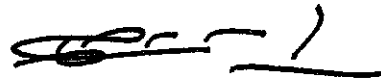
### Article 1 :

Le droit de priorité défini par l'article L240-1 du Code de l'Urbanisme est délégué à 13 HABITAT pour l'acquisition d'un bien situé 52 avenue Jean Mermoz 13700 Marignane d'une superficie d'environ 1800 m<sup>2</sup> à détacher de la parcelle AI0001, appartenant à l'Etat.

### Article 2 :

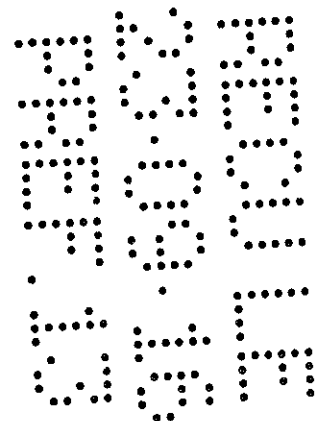
Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 23 SEP. 2016



Le Président,

Signé : Jean-Claude GAUDIN



**Le Président**  
Ancien Ministre  
Maire de Marseille  
Vice-Président du Sénat

Consultation n° 71160036 - Travaux de réparation et d'entretien de voirie - décision sans suite.

**VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- L'élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin en qualité de Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, le 17 Mars 2016 ;
- L'avis d'appel public à la concurrence n°16-105826 en date du 22/08/2016, de la consultation n°71160036, relatif aux Travaux de réparation et d'entretien de voirie.
- Les dispositions du décret sur les marchés publics n°2016-360.

**CONSIDÉRANT**

- Que la Métropole d'Aix-Marseille-Provence souhaite modifier le dossier de consultation.

**DECIDE**

**Article 1 :**

La consultation citée en objet est déclarée sans suite pour le motif d'intérêt général.

**Article 2 :**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 23 SEP. 2016



**Le Président,**

**Signé : Jean-Claude GAUDIN**

**Le Président**  
Ancien Ministre  
Maire de Marseille  
Vice-Président du Sénat

Tableaux des marchés et avenants métropole notifiés.

**VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- L'élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin en qualité de Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, le 17 Mars 2016 ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;

**DECIDE**

**Article 1 :**

Sont signés les marchés et avenants aux marchés décrits dans le tableau ci-annexés.

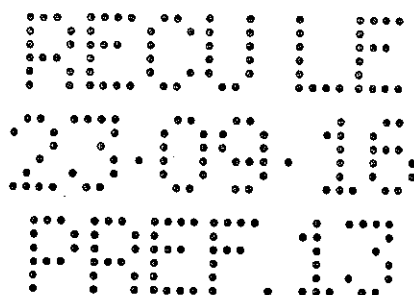
**Article 2 :**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 23 SEP. 2016

  
**Le Président.**

**Signé : Jean-Claude GAUDIN**



Approbation de l'avenant n° 5 relatif au mandat d'études préalables à l'aménagement de la ZAC des Portes de la Mer sur la commune de Fos-sur-Mer conclu entre la Métropole d'Aix-Marseille Provence et l'Etablissement Public d'Aménagement et de Développement Ouest Provence.

**VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Monsieur Jean-Claude GAUDIN, en qualité de Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° 42/09 du Comité syndical du 18/02/2009 par laquelle Ouest Provence a décidé de procéder au lancement d'une étude de faisabilité de la dépollution des terrains de la cartonnerie et la poursuite de l'aménagement de la ZAC des Portes de la Mer sur la commune de Fos-sur-Mer, et de confier à l'Épad dans le cadre d'un mandat d'études préalables, le pilotage de ces études, pour un coût estimatif des études de 238 000 € HT, et une rémunération fixée à 50 000 € HT ;
- Les décisions n° 542/10 du 28/09/2010, n° 272/12 du 12/04/2012, n° 226/14 du 05/03/2014 et n° 148/15 du 06/02/2015 de Ouest Provence relatives aux avenants 1, 2, 3 et 4 de modification du montant estimatif des études et de prorogation du mandat d'études préalables ;

# RECUEIL

## CONSIDÉRANT

- Que des études de dépollution et une étude d'impact complémentaires doivent être réalisées pour l'aménagement de la ZAC des Portes de la Mer sur la commune de Fos-sur-Mer et qu'elles seront soumises à concertation publique et enquête publique;
- Qu'il est nécessaire de proroger le mandat d'études au bénéfice de l'Épad ;

## DECIDE


### Article 1 :

Est approuvé l'avenant n° 5 relatif au mandat d'études préalables, au bénéfice de l'Épad, pour l'aménagement de la ZAC des Portes de la Mer sur la commune de Fos-sur-Mer, dont l'objet est la prorogation de 12 mois du délai d'exécution des études, ce qui porte le délai global dudit mandat à 102 mois.

### Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est chargé, de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 23 SEP. 2016



Le Président,

Signé : Jean-Claude GAUDIN



Création d'une Régie de recette du Centre de Formation d'Apprentis sis 7, rue du Château de l'Horloge 13090 Aix-en-Provence.

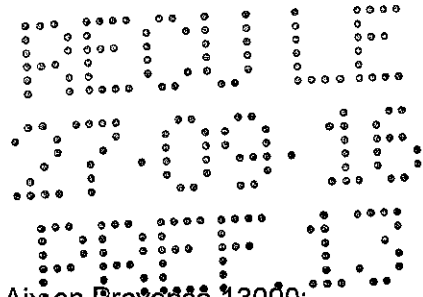
**VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles R1617-1 à R.1617-18 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- L'élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin en qualité de Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, le 17 Mars 2016 ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de Métropole au Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2008-227 du 5 mars 2008 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs ;
- Le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;
- L'arrêté du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents ;
- L'avis conforme du comptable public assignataire en date du 9 juin 2016 ;

**DECIDE**

**Article 1 :**

Il est institué auprès de la Direction Générale des Services de la Métropole d'Aix-Marseille Provence, une régie de recettes prolongée pour recouvrer les recettes auprès du Centre de Formation d'Apprentis du Pays d'Aix en lieu et place de la régie qui était ouverte auprès de la Direction du Centre de Formation d'Apprentis anciennement dénommé régie de recettes auprès du Centre de Formation d'Apprentis de la Communauté du pays d'Aix avant 2016. Les recettes de régie de recettes auprès du Centre de Formation d'Apprentis s'impacteront sur le budget de l'état spécial du territoire du Pays d'Aix en fonction de nature de la Recette.



**Article 2 :**

Cette régie est installée 7, rue du Château de l'Horloge à Aix-en-Provence 13090;

**Article 3 :**

La régie a pour objet l'encaissement :

Du prix de vente de produits fabriqués par les apprentis des sections Boulangerie et Pâtisserie

D'une redevance sur prestations des apprentis des section :

- Cuisine et restaurant
- Coiffure et esthétique
- Art floral

**Article 4 :**

Les recettes désignées à l'article 3 sont encaissées selon le mode de recouvrement suivant :

- 1° Chèque bancaire
- 2° Numéraire
- 3° Virement
- 4° Mandat cash
- 5° Carte bancaire
- 6° Carte bancaire sans contact
- 7° Smart-phone

**Article 5 :**

Le compte dépôt de fonds numéro FR76 1007 1130 0000 0020 2020 667 BIC TRPUFRP1 ouvert au nom de la régie Centre de Formation d'Apprentis du Pays d'Aix auprès du Comptable Public Assignataire, à laquelle se substitue la nouvelle régie est conservé.

**Article 6 :**

Le montant maximum de l'encaisse que le régisseur est autorisé à conserver est fixé à 3 000 €.

**Article 7 :**

Le régisseur est tenu de verser au Trésor Public de la recette des finances de Marseille le montant de l'encaisse dès que celui-ci atteint le maximum fixé à l'article 6 et au minimum une fois par mois.

RECUE  
27.09.16  
14.13

**Article 8 :**

Le régisseur verse auprès du Trésor Public de la recette des finances de Marseille la totalité des justificatifs des opérations de recettes au minimum une fois par mois.

**Article 9 :**

Le régisseur est assujéti à un cautionnement dont le montant est fixé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur ;

**Article 10 :**

Le régisseur percevra une d'indemnité de responsabilité dont le taux est précisé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur ;

**Article 11 :**

Les mandataires suppléants percevront une indemnité de responsabilité dont le taux est précisé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur ;

**Article 12 :**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 26 SEP. 2016

**Le Président,**

**Signé : Jean-Claude GAUDIN**

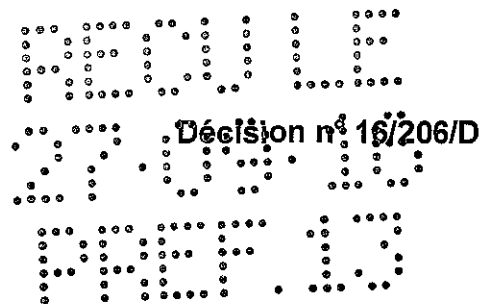


**Le Président**

Ancien Ministre

Maire de Marseille

Vice-Président du Sénat



Création d'une régie de recettes prolongée pour recouvrer les recettes auprès de la Direction des collectes et des déchets ménagers du Pays d'Aix, en lieu et place de la régie qui était ouverte auprès de la Direction des collectes et des déchets ménagers de la Communauté du pays d'Aix avant 2016.

**VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment Les articles R1617-1 à R.1617-18 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- L'élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin en qualité de Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, le 17 Mars 2016 ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de Métropole au Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2008-227 du 5 mars 2008 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs ;
- Le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;
- L'arrêté du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents ;
- L'avis conforme du comptable public assignataire en date du 16 juin 2016,

DECIDE

RECUE  
27.09.16  
PREF 13

**Article 1 :**

Il est institué auprès de la Direction Générale des Services de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, une régie de recettes prolongée pour recouvrer les recettes auprès de la Direction des collectes et des déchets ménagers du Pays d'Aix, en lieu et place de la régie qui était ouverte auprès de la Direction des collectes et des déchets ménagers de la Communauté du pays d'Aix avant 2016. Les recettes de régie de recettes auprès du de la Direction des collectes et des déchets ménagers du Pays d'Aix s'impacteront sur le budget annexe du service public de l'élimination des déchets du Pays d'Aix en fonction de nature de la Recette.

**Article 2 :**

Cette régie est installée à la direction des déchets et déchets ménagers Direction Ressources et Développement du Département Prévention et Gestion des Déchets – Le Décisium A2 - rue Mahatma Gandhi - 13090 Aix-en-Provence.

**Article 3 :**

La régie a pour objet l'encaissement de la participation des foyers à l'acquisition d'un composteur ou un lombricomposteur.

**Article 4 :**

Les recettes désignées à l'article 3 sont encaissées selon le mode de recouvrement suivant :

1° chèque bancaire ou postal

Elles sont perçues contre remise à l'usager d'une quittance ou formule assimilée.

**Article 5 :**

Le compte dépôt de fonds numéro FR76 1007 1130 0000 0020 0651 706 BIC TRPUFRP1 ouvert au nom de la régie Du compostage individuel auprès du Comptable Public Assignataire, à laquelle se substitue la nouvelle régie est conservé.

**Article 6 :**

Le montant maximum de l'encaisse que le régisseur est autorisé à conserver est fixé à 5 000 €. (Cinq mille euros).

**Article 7 :**

Le régisseur est tenu de verser à la recette des finances de Marseille le montant de l'encaisse dès que celui-ci atteint le maximum fixé à l'article 6 et au minimum une fois par mois.



**Article 8 :**

Le régisseur verse auprès du Trésor Public de la recette des finances de Marseille la totalité des justificatifs des opérations de recettes au minimum une fois par mois.

**Article 9 :**

Le régisseur est assujéti à un cautionnement dont le montant est fixé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

**Article 10 :**

Le régisseur percevra une indemnité de responsabilité selon la réglementation en vigueur.

**Article 11 :**

Les mandataires suppléants percevront une indemnité de responsabilité selon la réglementation en vigueur.

**Article 12 :**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est chargé, de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 26 SEP. 2016

**Le Président,**

**Signé : Jean-Claude GAUDIN**

Création d'une régie de recettes prolongée pour recouvrer les recettes auprès de la Direction de l'Assainissement du Pays d'Aix en lieu et place de la régie qui était ouverte auprès de la Direction de l'Assainissement anciennement dénommée régie de recettes auprès de la Direction de l'Assainissement de la Communauté du pays d'Aix avant 2016.

## **VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles R1617-1 à R.1617-18 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- L'élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin en qualité de Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, le 17 Mars 2016 ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de Métropole au Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- le décret n°2008-227 du 5 mars 2008 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs ;
- Le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;
- L'arrêté du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents ;
- L'avis conforme du comptable public assignataire en date du 15 juin 2016 ;

## **DECIDE**

### **Article 1 :**

Il est institué auprès de la Direction Générale des Services de la Métropole d'Aix-Marseille Provence, une régie de recettes prolongée pour recouvrer les recettes auprès de la Direction

# RECETTE ANNEXE

de l'Assainissement du Pays d'Aix en lieu et place de la régie qui était ouverte auprès de la Direction de l'Assainissement anciennement dénommée régie de recettes auprès de la Direction de l'Assainissement de la Communauté du pays d'Aix avant 2016. Les recettes de régie de recettes auprès de la Direction de l'Assainissement du Pays d'Aix s'impacteront sur le budget annexe du service public d'assainissement non collectif en fonction de nature de la Recette.

## **Article 2 :**

Cette régie est installée au Décisium – Bâtiment A1, rue Mahatma Gandhi – 13100 Aix-en-Provence.

## **Article 3 :**

La régie encaisse le produit résultant de la redevance pour l'Assainissement non collectif.

1. redevance sur le contrôle de la conception et de l'exécution des installations d'assainissement non collectif, pour des installations ayant fait l'objet d'une demande d'urbanisme,
2. redevance sur le contrôle de la conception et de l'exécution des installations d'assainissement non collectif, pour des installations ayant fait l'objet d'une demande de réhabilitation,
3. redevance suite à un diagnostic de bon fonctionnement et d'entretien

La régie encaisse également le produit résultant des sanctions financières prévues dans le règlement de service du SPANC.

## **Article 4 :**

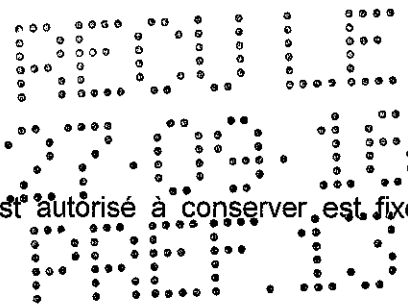
Les recettes désignées à l'article 3 sont encaissées selon le mode de recouvrement suivant.

- 1° Chèque bancaire
- 2° Numéraire
- 3° Virement
- 4° Mandat cash
- 5° Carte bancaire
- 6° Carte bancaire sans contact
- 7° Smart-phone

## **Article 5 :**

Le compte dépôt de fonds numéro FR76 1007 1130 0000 0020 0660 921 BIC TRPUFRP1 ouvert au nom de la régie du service assainissement non collectif du pays d'Aix auprès du Comptable Public Assignataire, à laquelle se substitue la nouvelle régie est conservé.





**Article 6 :**

Le montant maximum de l'encaisse que le régisseur est autorisé à conserver est fixé à 20 000 €.

**Article 7 :**

Le régisseur est tenu de verser au Trésor Public de la recette des finances de Marseille le montant de l'encaisse dès que celui-ci atteint le maximum fixé à l'article 6 et au minimum une fois par mois.

**Article 8 :**

Le régisseur verse auprès du Trésor Public de la recette des finances de Marseille la totalité des justificatifs des opérations de recettes au minimum une fois par mois.

**Article 9 :**

Le régisseur est assujéti à un cautionnement dont le montant est fixé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

**Article 10 :**

Le régisseur percevra une d'indemnité de responsabilité dont le taux est précisé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

**Article 11 :**

En application de l'article R 2224-19-9 du code général des collectivités territoriales, à défaut de paiement dans un délai de trois mois à compter de la présentation de la quittance et dans les quinze jours d'une mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception, la redevance est majorée de 25 %.

Au terme du délai de quinze jours après envoi de la mise en demeure, le régisseur sera déchargé du dossier et informera l'ordonnateur qui émettra un titre de recette.

**Article 12 :**

Les mandataires suppléants percevront une indemnité de responsabilité dont le taux est précisé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

RECUE  
27.09.16  
11.11.16

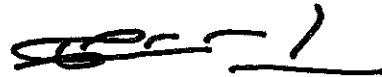
**Article 13 :**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 26 SEP. 2016

**Le Président,**

**Signé : Jean-Claude GAUDIN**



RECUE  
27.09.16  
Préf. 13  
Décision n° 16/208/D

Création d'une régie de recettes prolongée pour recouvrer les recettes auprès de la Direction des interventions économiques du Pays d'Aix en lieu et place de la régie qui était ouverte auprès de la Direction des interventions économiques, anciennement dénommée régie de recettes auprès Service Innovation et développement économique de la Direction des interventions économiques de la Communauté du pays d'Aix avant 2016.

## VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- L'élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin en qualité de Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, le 17 Mars 2016 ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de Métropole au Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2008-227 du 5 mars 2008 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs ;
- Le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;
- L'arrêté du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents ;
- L'avis conforme du comptable public assignataire en date du 15 juin 2016 ;

## DECIDE

### Article 1 :

Il est institué auprès de la Direction Générale des Services de la Métropole d'Aix-Marseille Provence, une régie de recettes prolongée pour recouvrer les recettes auprès de la Direction des interventions économiques du Pays d'Aix en lieu et place de la régie qui était ouverte

# RECETTE

auprès de la Direction des interventions économiques, anciennement dénommée régie de recettes auprès Service Innovation et développement économique de la Direction des interventions économiques de la Communauté du pays d'Aix, avant 2016. Les recettes de la régie de recettes auprès de la Direction des interventions économiques du Pays d'Aix s'impacteront sur le budget du conseil du territoire en fonction de nature de la Recette.

## **Article 2 :**

Cette régie est installée à la pépinière d'entreprises innovantes Michel Caucik, Parc du Pontet – 100, route des Houillères – 13 590 MEYREUIL

## **Article 3 :**

La régie de recettes encaisse les produits suivants :

- 1 - Les loyers et la TVA correspondante, ainsi que les cautions ou les dépôts de garantie réglés par les entreprises hébergées en pépinière à Meyreuil ou Pertuis ou au sein de l'hôtel d'entreprises innovantes de Meyreuil et Gardanne.
- 2 - Les charges fixes ou forfaitaires (énergies, fluides, forfait Accompagnement/Animation/Accès services) et les charges variables (photocopies, affranchissements....) imputées sur les loyers et redevances réglées par les entreprises hébergées au sein des pépinières ou des hôtels d'entreprises du Pays d'Aix ou, pour ce qui relève des charges variables, les entreprises accompagnées hors hébergement durant l'année qui suit leur passage en pépinière.
- 3 – La redevance pour la domiciliation d'entreprises et les frais s'y rattachant (caution, gestion du courrier...)

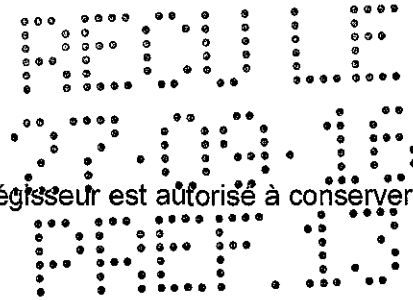
## **Article 4 :**

Les recettes désignées à l'article 3 sont encaissées selon les modes de recouvrement suivants :

1. Chèque bancaire
2. Numéraire
3. Virement
4. Mandat cash
5. Carte bancaire
6. Carte bancaire sans contact
7. Smart-phone
8. Prélèvement automatique

## **Article 5 :**

Le compte de dépôt de fonds numéro FR76 1007 1130 0000 0020 2020 182 BIC TRPUFRP1 ouvert au nom de la régie des pépinières d'entreprises auprès du Comptable Public Assignataire, à laquelle se substitue la nouvelle régie est conservé.



**Article 6 :**

Le montant maximum de l'encaisse que le régisseur est autorisé à conserver est de 30 000 €

**Article 7 :**

Le régisseur fera diligence pour recouvrer les loyers et les charges dans les meilleurs délais.

Dès le 30<sup>ème</sup> jour de retard dans l'encaissement d'un loyer, il adressera à l'entreprise concernée une relance écrite.

Le gérant se tiendra informé de la situation des entreprises utilisatrices et assurera une veille juridique sur les procédures collectives éventuellement engagées, en interrogeant au moins une fois par mois Infogreffe ou tout site équivalent d'information sur la situation des entreprises. Il informera les services de la Métropole Aix Marseille Provence de toute modification de la situation d'une entreprise.

Dès le deuxième mois de retard de paiement d'un loyer ou des frais annexes, le régisseur avisera à nouveau les services de la Métropole Aix Marseille Provence ainsi que son comptable, et leur transmettra un relevé des sommes impayées afin qu'il soit procédé à l'émission d'un titre de recette et au suivi contentieux du recouvrement de créance.

Dès que le régisseur aura connaissance d'une procédure collective d'apurement du passif concernant une entreprise locataire, il en informera les services de la Métropole Aix Marseille Provence et son comptable et leur transmettra un relevé des sommes dues afin que celui-ci produise la créance devant le représentant des créanciers.

**Article 8 :**

Le régisseur est tenu de verser à la recette des finances de Marseille le montant de l'encaisse dès que celui-ci atteint le montant maximum fixé à l'article 6, et au minimum une fois par mois.

**Article 9 :**

Le régisseur verse simultanément auprès du service de recette des finances de Marseille la totalité des justificatifs des opérations de recettes et au minimum une fois par mois.

**Article 10 :**

Le régisseur est assujéti à un cautionnement dont le montant est fixé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

RECUE  
27.09.16  
16.13

**Article 11 :**

Le régisseur ne percevra pas d'indemnité de responsabilité selon la réglementation en vigueur.

**Article 12 :**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est chargé, de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 26 SEP. 2016

**Le Président,**

**Signé : Jean-Claude GAUDIN**



RECUE  
27.09.16  
PREP 13

Décision n° 16/212/D

Décision d'estimer en justice. Désignation du Cabinet VEDESI, pour défendre les intérêts de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence dans le cadre d'une requête (n° 16MA03034) déposée par la Société ISTROPOLIS devant la Cour Administrative d'Appel de Marseille et demandant l'annulation des décisions de refus de permis de construire sur les demandes PC 01304715G0104, PC 01304715G0105 et PC 01304715G0106 en date des 22 et 28 juin 2016 – Permis de construire refusés suite à un avis défavorable de la CNAC.

## **VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Monsieur Jean-Claude GAUDIN, en qualité de Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La décision n° 161/13 du 19 février 2013 approuvant le marché de conseil juridique et représentation en justice (n° 12SC1001) conclu avec la SCP d'avocats VEDESI ;
- La requête présentée par la Société ISTROPOLIS, déposée devant la Cour Administrative d'Appel de Marseille (16MA03034) demandant l'annulation des décisions de refus de permis de construire sur les demandes PC 01304715G0104, PC 01304715G0105 et PC 01304715G0106 en date des 22 et 28 juin 2016 – Permis de construire refusés suite à un avis défavorable de la CNAC ;

RECUE  
27.09.16  
DECIDE  
PAR 13

**Article 1 :**

D'ester en justice devant la Cour Administrative d'Appel de Marseille dans le dossier n° 16MA03034 et d'être représenté dans cette affaire par la SCP VEDESI, Cabinet d'avocats, 28 rue d' Enghien 69002 Lyon.

**Article 2 :**

La prise en charge des honoraires dus à la SCP VEDESI, pour représenter la Métropole d'Aix-Marseille-Provence – Conseil de Territoire Istres Ouest Provence et tous les frais inhérents à ce dossier.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

**Article 4 :**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est chargé, de l'exécution de la présente décision.

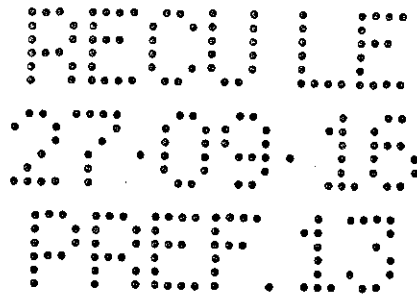
Fait à Marseille, le 26 SEP. 2016

**Le Président,**

**Signé : Jean-Claude GAUDIN**







**Le Président**  
Ancien Ministre  
Maire de Marseille  
Vice-Président du Sénat

Décision d'estimer en justice. Désignation du Cabinet VEDESI pour défendre les intérêts de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence dans le cadre d'une requête présentée par la Société BMW FRANCE déposée devant le Tribunal Administratif de Marseille demandant l'annulation de l'arrêté de Monsieur Le Préfet des Bouches-du-Rhône en date du 28 avril 2016 qui, d'une part, autorise la Métropole d'Aix-Marseille-Provence à exploiter et distribuer les eaux de captage du puits des Canaux Jumeaux situé sur le territoire de la commune d'Istres et, d'autre part, déclare d'utilité publique les prélèvements et périmètres de protection de ce captage.

## **VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- L'élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin en qualité de Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, le 17 Mars 2016 ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Monsieur Jean-Claude GAUDIN, en qualité de Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence au Président ;
- La décision n° 161/13 du 19 février 2013 approuvant le marché de conseil juridique et représentation en justice (n° 12SC1001) conclu avec la SCP d'avocats VEDESI ;
- La requête présentée par la Société BMW FRANCE, déposée devant le Tribunal Administratif de Marseille (1606457-5) demandant l'annulation de l'arrêté de Monsieur le Préfet des Bouches-du-Rhône en date du 28 avril 2016, qui d'une part autorise la Métropole d'Aix-Marseille-Provence à exploiter et distribuer les eaux du captage du puits des Canaux Jumeaux situé sur le territoire de la commune d'Istres, et d'autre part, déclare d'utilité publique les prélèvements et périmètres de protection de ce captage ;

RECUE  
27.09.16  
PAR 13

**Article 1 :**

D'ester en justice devant le Tribunal Administratif de Marseille dans le dossier n° 1606457-5 et d'être représenté dans cette affaire par la SCP VEDESI, cabinet d'avocats, 28 rue d'Enghien 69002 Lyon.

**Article 2 :**

La prise en charge des honoraires dus à la SCP VEDESI, pour représenter la Métropole d'Aix-Marseille-Provence – Conseil de Territoire Istres Ouest Provence et tous les frais inhérents à ce dossier.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

**Article 4 :**

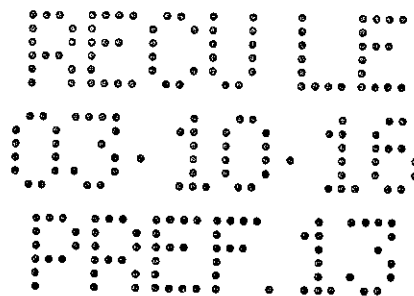
Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence es chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 26 SEP. 2016

**Le Président,**

**Signé : Jean-Claude GAUDIN**





**Le Président**  
Ancien Ministre  
Maire de Marseille  
Vice-Président du Sénat

Demande d'utilisation du domaine public maritime à titre gratuit pour la manifestation  
« Plantacup ».

**VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- L'élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin en qualité de Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, le 17 Mars 2016 ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence au Président ;
- L'élection de Monsieur Patrick BORE en qualité de 3ème Vice-président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, le 17 Mars 2016.

**CONSIDÉRANT**

- Que la Métropole d'Aix-Marseille-Provence assure la compétence de gestion des Ports de plaisance ainsi que la gestion de terre-pleins situés sur le domaine public maritime.

**DECIDE**

**Article 1 :**

Est autorisée, à titre gratuit, l'utilisation du Domaine Public Maritime dans les ports métropolitains, par l'association La Chrysalide représentée par son Président Pierre BEZOMBES dans le cadre de la «Plantacup». A cet effet, 3 postes à flots seront mis à dispositions à la Capitainerie du Vieux-Port de Marseille du 20 au 23 septembre 2016.

RECUE  
03.10.16  
PRE 13

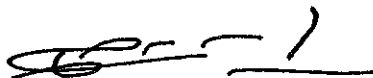
**Article 2 :**

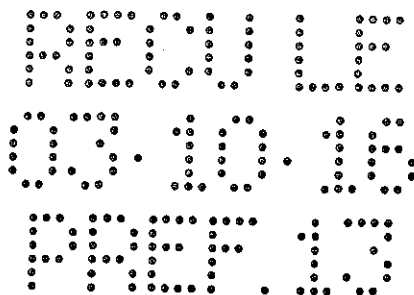
Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 03 OCT. 2016

**Le Président,**

**Signé : Jean-Claude GAUDIN**





**Avenant de résiliation amiable et anticipé au bail du 22 mars 2011 - Rues Fiocca et Barbusse - 13001 Marseille**

**VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- L'élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin en qualité de Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, le 17 Mars 2016 ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence au Président ;
- La décision n° 11/038/D du 24 mars 2011 ;

**PREAMBULE**

Par acte sous seing privé du 22 mars 2011, la société ANF Immobilier a donné à bail commercial à la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole, aux droits de laquelle vient désormais la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, deux locaux commerciaux dépendant des immeubles sis 1 et 3 rue Fiocca et 5 rue Henri Barbusse, 13001 Marseille.

Ce bail a été consenti pour une durée de neuf années entières et consécutives avec faculté pour le preneur de donner congé à l'expiration de chaque période triennale.

Les locaux n'étant plus nécessaires à la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, le Preneur a fait part de sa volonté de résilier le bail. Par courrier en date du 19 février 2015, le Preneur a pris note de l'accord du Bailleur quant à la mise en commercialisation des Locaux Loués, afin de pouvoir résilier le bail par anticipation dès relocation des locaux.

Au cours du 1er trimestre 2016, le Bailleur a fait savoir au Preneur qu'un prospect avait manifesté son intérêt quant à la prise à bail des locaux.

Il s'agit donc de signer un avenant de résiliation amiable et anticipé du bail du 22 mars 2011 pour une résiliation effective au 15 novembre 2016.

# RECUEIL

L'avenant est conclu sous les conditions suspensives suivantes, au bénéfice du bailleur :

- Obtention de l'autorisation de création d'un fonds de dotation pour la réalisation du projet,
- Levée de deniers par le fonds de dotation à hauteur du montant nécessaire à la réalisation du projet,
- Obtention de l'ensemble des autorisations administratives nécessaires à la réalisation des travaux inhérents au projet,
- Signature par le bailleur d'un protocole d'accord relatif à la résiliation amiable du bail en cours avec le preneur avec effet au 15 novembre 2016.

La résiliation du bail est convenue sans indemnité à quelque titre que ce soit, de part et d'autre.

La Métropole d'Aix-Marseille-Provence restituera les locaux en l'état, toutefois les vitrophanies et enseignes seront déposées par le bailleur, le montant viendra en déduction du dépôt de garantie.

La Métropole d'Aix-Marseille-Provence reste redevable du paiement de tous loyers, charges ou impôts/taxes jusqu'au 15 novembre 2016.

## CONSIDÉRANT

- Que les locaux sus nommés sont vacants ;
- Que le bailleur a accepté une résiliation anticipée au 15 novembre 2016 ;

## DECIDE

### Article 1 :

Est signée avec la société ANF Immobilier, un avenant de résiliation amiable et anticipée du bail du 22 mars 2011. La résiliation, sous conditions suspensives, sera effective au 15 novembre 2016.

### Article 2 :

La Métropole d'Aix-Marseille-Provence est redevable du paiement de tous loyers, charges ou impôts/taxes jusqu'au 15 novembre 2016.

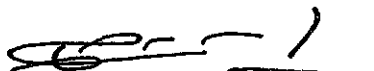
### Article 3 :

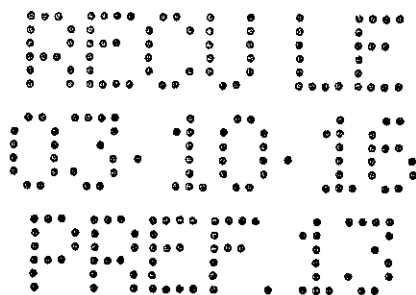
Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 03 OCT. 2016

Le Président,

Signé : Jean-Claude GAUDIN





avenant n° 1 afin de modifier la surface et la désignation des locaux et par conséquent le montant des charges sis - 48 quai du Lazaret - Immeuble le Calypso - 13002 MARSEILLE

**VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- L'élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin en qualité de Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, le 17 Mars 2016 ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence au Président ;
- La délibération du bureau de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole n°FCT008-1513/15/BC du 21 décembre 2015 autorisant la signature d'un bail d'une durée de 9 ans fermes à compter du pour des locaux sis 48 Quai du Lazaret – 13002 MARSEILLE.

**PREAMBULE**

Dans le cadre de la relocalisation des services de la Régie des Transports Marseillais, la Métropole d'Aix-Marseille Provence a pris à bail des locaux situés Immeuble Le Calypso – 48 Quai du Lazaret – 13002 Marseille le 23 décembre 2015.

Le bailleur a fait procéder à un relevé de surfaces par le cabinet de géomètre expert AGATE le 6 juin 2016, laissant apparaître une surface utile réalisée des locaux loués de 1 419,4 m² quote part des parties communes incluse au lieu des 1412 m² mentionnés dans le bail initial.

Le loyer ne sera pas modifié, en revanche les charges seront rétroactivement basées sur cette surface de 1419,4 m².

## RECULE

Il convient également de modifier la désignation, les locaux loués sont désormais appelés « Lot preneur 13 », référencé local 1-05 pour le local exposé nord et « Lot preneur 14 » pour le local référencé 2-05, exposé sud.

## DECIDE

Par conséquent il y a lieu d'ajouter au bail n°15/1858 un avenant numéro 1 qui prendra effet rétroactivement au 1<sup>er</sup> juin 2016, modifiant les articles 1 « désignation des locaux loués », 2 « surface louée », 3 « loyer annuel de base » et 4 « date d'effet ». Toutes les autres clauses du bail initial demeurent inchangées et conservent leur plein et entier effet.

## CONSIDÉRANT

- Qu'il y a lieu de signer un avenant numéro 1 au bail n°15/1858 du 23 décembre 2015 compte tenu de ce qui précède.

## DECIDE

### Article 1 :

Est signé un avenant n°1 au bail n° 15/1858 du 23 décembre 2015 afin de modifier la désignation, la surface la date d'effet du bail et de baser le montant des charges sur la nouvelle surface de 1419,4 m<sup>2</sup>. Ces dispositions prendront effet rétroactivement au 1<sup>er</sup> juin 2016.

### Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget transport, sous-politique A 130, natures 614, 6226, 6168.

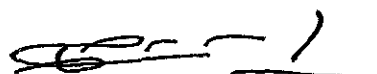
### Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

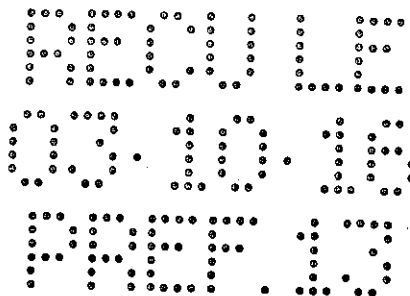
Fait à Marseille, le 03 OCT. 2016

Le Président,

Signé : Jean-Claude GAUDIN







**Demande d'utilisation du domaine public maritime à titre gratuit pour la manifestation  
« Concours titre d'animation ».**

**VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- L'élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin en qualité de Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, le 17 Mars 2016 ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence au Président ;
- L'élection de Monsieur Patrick BORE en qualité de 3<sup>ème</sup> Vice-président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, le 17 Mars 2016.

**CONSIDÉRANT**

- Que la Métropole d'Aix-Marseille-Provence assure la compétence de gestion des Ports de plaisance ainsi que la gestion de terre-pleins situés sur le domaine public maritime.

**DECIDE**

**Article 1 :**

Est autorisée, à titre gratuit, l'utilisation du Domaine Public Maritime dans les ports métropolitains, par l'association Carry Pêche Sportive représentée par son Président Gérard JULIEN dans le cadre du «Concours titre d'animation». A cet effet, 5 postes à flots seront mis à disposition à la Capitainerie du Port de Carry-Le-Rouet le 10 septembre 2016.

RECUE  
03.10.16  
14h13

**Article 2 :**

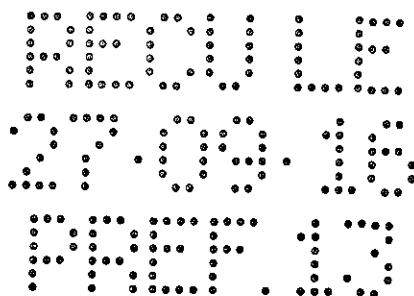
Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 03 OCT. 2016

**Le Président,**

**Signé : Jean-Claude GAUDIN**





Mission Elu métropolitain : Michel ROUX, Vice-Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

**VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- L'élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin en qualité de Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, le 17 Mars 2016 ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.
- La délibération n° FAG 085-567/16/CM du 30 juin 2016 relative aux frais de remboursement des élus métropolitains – Remboursement des frais de déplacement des membres du Bureau.

**CONSIDÉRANT**

- Que Monsieur Michel ROUX a été nommé Vice-Président, délégué au Projet Métropolitain et Conseil de Développement

**DECIDE**

**Article 1 :**

Monsieur Michel ROUX se rendra à Paris le 22 septembre 2016 pour assister à la 16<sup>ème</sup> Conférence des Villes.

RECULE  
27.09.16  
0855 17


**Article 2 :**

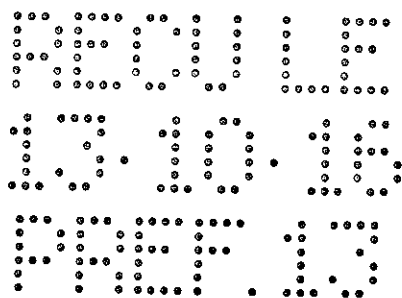
Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 27 SEP. 2016

**Le Président,**

**Signé : Jean-Claude GAUDIN**





**Avenant numéro 1 au bail n°16/0300 - Immeuble le Balthazar 13002 Marseille**

**VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- L'élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin en qualité de Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, le 17 Mars 2016 ;
- La décision n°16/108/D du 21 juillet 2016 pour la location de bureaux et parking dans l'immeuble « Le Balthazar », 2 quai d'Arenc – 13002 Marseille.

**PREAMBULE**

Par acte sous seing privé en date du 11 juillet 2016, La Société Civile Immobilière « BALTHAZAR », représentée par AG2R La Mondiale, a donné à bail commercial à la Métropole AMP dans l'immeuble ci-dessus mentionné des locaux à usage de bureaux situés aux 1er, 2ème Nord et 3ème étage, des locaux d'archives et 40 emplacements de parking situés aux niveaux -3 et -5.

Il était convenu que 22 emplacements de parking supplémentaires seraient pris à bail par la Métropole d'Aix –Marseille-Provence à compter du 1er juillet 2018.

Dans le cadre de la réorganisation, il y a lieu de prendre à bail à compter du 1er novembre 2016, 20 de ces emplacements de parking supplémentaires.

**CONSIDÉRANT**

- Qu'il y a lieu de signer un avenant numéro 1 au bail n°16/0300 du 11 juillet 2016 compte tenu de ce qui précède.

RECUE  
13.10.16  
DECIDE

**Article 1 :**

Est signé un avenant n°1 au bail n°16/0300 du 11 juillet 2016 afin de prendre 20 places supplémentaires à compter du 1<sup>er</sup> novembre 2016 et de modifier la désignation, le montant du loyer et du dépôt de garantie dudit bail.

**Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget principal de la Métropole, sous-politique A 130, natures 614, 6132, 6226, 6168.

**Article 3 :**

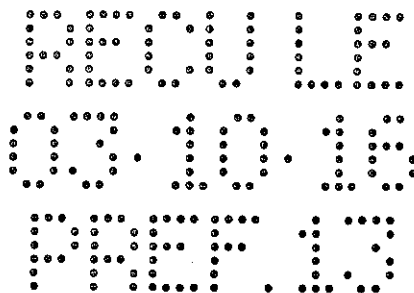
Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 06 OCT. 2016

**Le Président,**

**Signé : Jean-Claude GAUDIN**





Location Palais du Pharo.

**VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- L'élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin en qualité de Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, le 17 Mars 2016 ;
- La délibération n°HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;

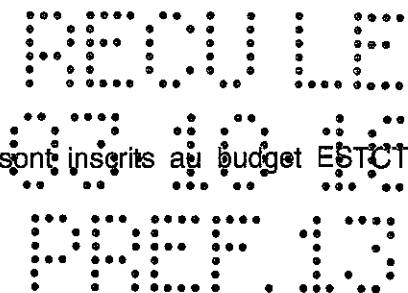
**CONSIDÉRANT**

- Que la Métropole d'Aix-Marseille-Provence
  - Qu'il est nécessaire de prévoir un lieu de réception et de débats dédié à l'organisation des Ateliers sur le Développement économique de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence situé sur le site du siège de la Métropole
  - Qu' il est envisagé de louer à cet effet plusieurs espaces du Palais du Pharo : le salon Eugénie, les salles Mucem, Petit-Mucem et Notre-Dame

**DECIDE**

**Article 1 :**

Est approuvée la convention de mise à disposition conclue avec la Ville de Marseille du Palais du Pharo, le lundi 29 septembre de 7h30 à 14h30 pour un montant de 4509, 60 € TTC



**Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget ESTCT4 A710-6228-64 (nomenclature HCMP)

**Article 3 :**

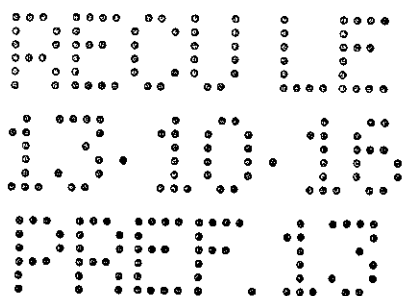
Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision

Fait à Marseille, le 03 OCT. 2016

**Le Président,**

**Signé : Jean-Claude GAUDIN**





Autorisation à FREE Mobile pour l'exécution des travaux destinés à la fourniture en énergie de l'installation radioélectrique, située à proximité du réservoir d'eau potable, parcelle n° 154 Section H (feuille 863 H 01) sise Réservoir de Marseille Eoures - 49 Bd des Fauvettes Marseille 13011.

**VU**

- Le Code des Postes et des Communications Electroniques ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Propriété des Personnes Publiques ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- L'élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin en qualité de Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, le 17 Mars 2016 ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole portant délégations du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence au Président.

**PREAMBULE**

Dans le cadre de l'installation d'une station radioélectrique par l'opérateur FREE Mobile sur le réservoir d'eau potable situé parcelle n° 154 – Section H (feuille 863 H 01) sise Réservoir de Marseille Eoures – 49 Boulevard des Fauvettes Marseille 13011, la Métropole Aix-Marseille-Provence en qualité de propriétaire, autorise ledit opérateur de télécommunications à exécuter les travaux destinés à la fourniture en énergie de ladite installation, sur le domaine public sus-désigné.

Une autorisation de travaux doit être conclue entre FREE Mobile et la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le cadre du projet d'installation de ses équipements radioélectriques sur le domaine public.

RESOLU  
13.10.16  
CONSIDERANT

- La demande de FREE Mobile en date du 21 septembre 2016 ;
- Qu'il convient d'autoriser FREE Mobile à exécuter les travaux destinés à la fourniture en énergie de l'installation radioélectrique, sur le domaine public sus-référencé par l'opérateur de télécommunications sur le réservoir d'eau potable situé parcelle n°154 – Section H (feuille 863 H 01) sise Réservoir de Marseille Eoures – 49 Boulevard des Fauvettes Marseille 13011, la Métropole Aix-Marseille-Provence, agissant en qualité de propriétaire ;

**DECIDE**

**Article 1 :**

FREE Mobile est autorisé à exécuter les travaux destinés à la fourniture en énergie de l'installation de la station radioélectrique dudit opérateur, située à proximité du réservoir d'eau potable, parcelle 154 – Section H (feuille 863 H 01) sise Réservoir de Marseille Eoures– 49 Boulevard des Fauvettes Marseille 13011.

**Article 2 :**

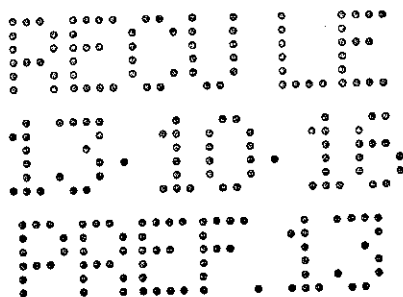
Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 11 OCT. 2016

**Le Président,**

**Signé : Jean-Claude GAUDIN**





Décision de création d'une régie de recettes "NAP" pour l'encaissement de titres de transports et la recette des infractions.

**VU**

- Le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs,
- Le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique,
- Les articles R.1617-1 à R.1617-18 du Code Général des Collectivités Territoriales relatifs à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux,
- L'arrêté ministériel du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et au montant du cautionnement imposé à ces agents,
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,
- L'élection de Monsieur Jean-Claude GAUDIN en qualité de Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, le 17 mars 2016,
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole portant délégations du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence au Président.
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence du 17 mars 2016 autorisant le Président à créer des régies comptables,
- L'avis conforme du comptable public assignataire en date du 29 Juillet 2016,

# RECUEIL DES DÉCISIONS 2017

## **Article 1 :**

Il est institué auprès de la Direction Générale des Services de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, une régie de recettes « NAP » pour l'encaissement de titre de transports et la recette des infractions pour la ligne Marseille - Cassis – Carnoux-en-Provence par la Gineste et le Réseau la Marcoulène en lieu et place de la régie qui était ouverte auprès de la Direction Générale des Services de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole anciennement dénommée régie de recettes pour l'encaissement de titres de transports et la recette des infractions pour les lignes :

- Marseille – Cassis – Carnoux en Provence par la Gineste et l'autoroute
- Cassis Casino – Gare SNCF
- Roquefort la Bédoule – Cassis- Carnoux-en-Provence –Gémenos
- Cassis parking les Gorguettes – Centre ville de Cassis (navettes estivales)
- Parking des Gorguettes – Presqu'île du Bestouan ( Navettes estivales)
- Carnoux en Provence (transport à la demande)
- Roquefort la Bédoule (transport à la demande)
- Cassis (transport à la demande).

Les recettes s'impacteront sur le budget annexe des Transports en fonction de nature de la Recette.

## **Article 2 :**

Cette régie est installée à la :  
NAP TOURISME  
La Bourgade  
ZAC Saint Mitre  
13 400 Aubagne

## **Article 3 :**

La régie encaisse tous les titres de la gamme tarifaire PASS L et PASS XL de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence :

## **Article 4 :**

Les recettes désignées à l'article 3 sont encaissées selon les modes de recouvrement suivants :

- En numéraire
- Par chèque bancaire

Elles sont perçues contre la délivrance à l'usager d'un titre de transport accompagné d'un reçu de vente.

## **Article 5 :**

La date limite d'encaissement par le régisseur des recettes désignées à l'article 3, lorsque le règlement au comptant n'a pu être effectué, est fixée à un mois.

REGIE  
13.10.15  
12.15

**Article 6 :**

Le régisseur est autorisé à ouvrir un compte de dépôt de fonds au Trésor.

**Article 7 :**

L'intervention de mandataires a lieu dans les conditions fixées par leur acte de nomination.

**Article 8 :**

Un fonds de caisse d'un montant de 500 € (cinq cents euros) est mis à la disposition du régisseur titulaire.

**Article 9 :**

Le montant maximum de l'encaisse que le régisseur est autorisé à conserver est fixé à 20 000 € (vingt mille euros).

**Article 10 :**

Le régisseur titulaire est tenu de verser auprès de la caisse du Comptable Assignataire le montant de l'encaisse au moins une fois par mois ou dès que celui-ci atteint le montant maximum fixé à l'article 9.

**Article 11 :**

Le régisseur titulaire verse auprès de l'Ordonnateur la totalité des pièces justificatives des opérations recettes perçues au minimum une fois par mois.

**Article 12 :**

Le régisseur titulaire est assujéti à un cautionnement dont le montant est fixé dans l'acte de nomination, selon la réglementation en vigueur.

**Article 13 :**

Le régisseur titulaire percevra une indemnité de responsabilité dont le taux sera précisé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

**Article 14 :**

Les mandataires suppléants percevront une indemnité de responsabilité dont le taux sera précisé dans l'acte de nomination pour la période durant laquelle ils assureront effectivement le fonctionnement de la régie, selon la réglementation en vigueur.

RECEVU  
13.10.16  
14.10.16

**Article 15 :**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

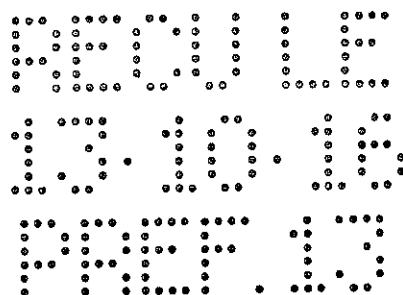
Fait à Marseille, le

11 OCT. 2016

**Le Président.**

**Signé : Jean-Claude GAUDIN**



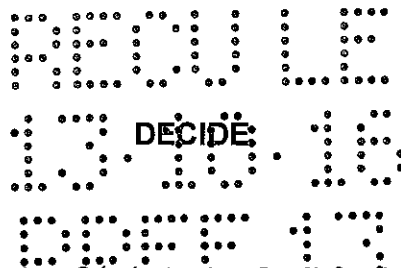


**Le Président**  
Ancien Ministre  
Maire de Marseille  
Vice-Président du Sénat

Décision de création d'une régie de recettes "RDT3 pour l'encaissement des titres de transports et la recette des infractions de la ligne interne de Châteauneuf-les-Martigues.

**VU**

- Le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs,
- Le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique,
- Les articles R.1617-1 à R.1617-18 du Code Général des Collectivités Territoriales relatifs à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux,
- L'arrêté ministériel du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et au montant du cautionnement imposé à ces agents,
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,
- L'élection de Monsieur Jean-Claude GAUDIN en qualité de Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, le 17 mars 2016,
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole portant délégations du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence au Président.
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence du 17 mars 2016 autorisant le Président à créer des régies comptables,
- L'avis conforme du comptable public assignataire en date du 29 juillet 2016,



**Article 1 :**

Il est institué auprès de la Direction Générale des Services de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, une régie de recettes « RDT » pour l'encaissement des titres de transports et la recette des infractions de la ligne interne de Châteauneuf-les-Martigues en lieu et place de la régie qui était ouverte auprès de La Direction Générale des Services de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole anciennement dénommée régie de recettes pour l'encaissement des titres de transports et la recette des infractions de la ligne interne de Châteauneuf-les-Martigues. Les recettes s'impacteront sur le budget Annexe Transports en fonction de nature de la Recette.

**Article 2 :**

Cette régie est installée à la :  
Régie Départementale des Transports des Bouches du Rhône  
Rue Ernest Prados – Pont de l'Arc  
13090 Aix-en-Provence.

**Article 3 :**

La régie encaisse les produits suivants :

- tous les titres de la gamme tarifaire PASS L et PASS XL de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence

**Article 4 :**

Les recettes désignées à l'article 3 sont encaissées selon les modes de recouvrement suivants :

- en numéraire
- par chèque bancaire

Elles sont perçues contre la délivrance à l'utilisateur d'un titre de transport accompagné d'un reçu de vente.

**Article 5 :**

La date limite d'encaissement par le régisseur des recettes désignées à l'article 3, lorsque le règlement au comptant n'a pu être effectué, est fixée à un mois.

**Article 6 :**

Le régisseur est autorisé à ouvrir un compte de dépôt de fonds au Trésor.



# RECULE

## **Article 7 :**

L'intervention de mandataires a lieu dans les conditions fixées par leur acte de nomination.

# 3.10.15

## **Article 8 :**

Un fonds de caisse d'un montant de 45 € (quarante cinq euros) est mis à la disposition du régisseur titulaire.

## **Article 9 :**

Le montant maximum de l'encaisse que le régisseur est autorisé à conserver est fixé à 500 € (cinq cents euros).

## **Article 10 :**

Le régisseur titulaire est tenu de verser auprès de la caisse du Comptable Assignataire le montant de l'encaisse au moins une fois par mois ou dès que celui-ci atteint le montant maximum fixé à l'article 9.

## **Article 11 :**

Le régisseur titulaire verse auprès de l'Ordonnateur la totalité des pièces justificatives des opérations recettes perçues au minimum une fois par mois.

## **Article 12 :**

Le régisseur titulaire est assujéti à un cautionnement dont le montant est fixé dans l'acte de nomination, selon la réglementation en vigueur.

## **Article 13 :**

Le régisseur titulaire percevra une indemnité de responsabilité dont le taux sera précisé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

## **Article 14 :**

Les mandataires suppléants percevront une indemnité de responsabilité dont le taux sera précisé dans l'acte de nomination pour la période durant laquelle ils assureront effectivement le fonctionnement de la régie, selon la réglementation en vigueur.

RECUE

**Article 15 :**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

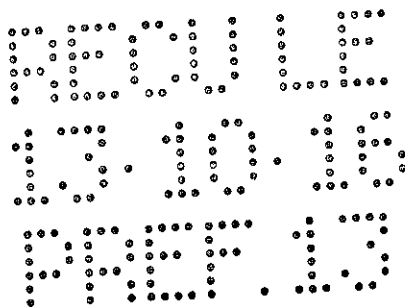
Fait à Marseille, le

11 OCT. 2016

**Le Président,**

**Signé : Jean-Claude GAUDIN**



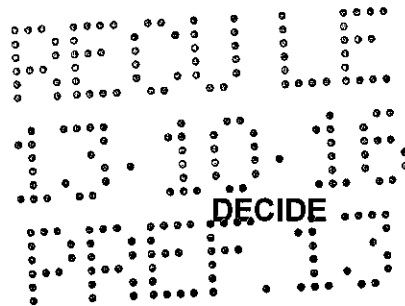


**Le Président**  
Ancien Ministre  
Maire de Marseille  
Vice-Président du Sénat

Décision de création d'une régie de recettes de transports urbains et interurbains.

**VU**

- Le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs,
- Le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique,
- Les articles R.1617-1 à R.1617-18 du Code Général des Collectivités Territoriales relatifs à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux,
- L'arrêté ministériel du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et au montant du cautionnement imposé à ces agents,
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,
- L'élection de Monsieur Jean-Claude GAUDIN en qualité de Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, le 17 mars 2016,
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole portant délégations du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence au Président ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence du 17 mars 2016 autorisant le Président à créer des régies comptables,
- L'avis conforme du comptable public assignataire en date du 29 juillet 2016,



#### **Article 1 :**

Il est institué auprès de la Direction Générale des Services de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, une régie de recettes de transports urbains et interurbains en lieu et place de la régie qui était ouverte auprès de la Direction Générale des Services de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole anciennement dénommé régie de recettes de transports urbains et interurbains. Les recettes s'impacteront sur le budget annexe transport du Territoire Marseille Provence en fonction de nature de la Recette.

#### **Article 2 :**

Cette régie est installée :  
494 chemin des Aubagnens  
13190 Allauch

#### **Article 3 :**

La régie encaisse, pour l'ensemble des lignes de transport desservant le territoire métropolitain et pour lesquelles le Territoire Marseille Provence a compétence, les produits suivants :

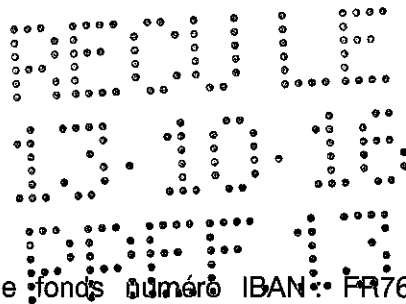
- Titres de transport de la gamme tarifaire
- Fourniture de carte à puce vierge lors de la vente ou le renouvellement de carte
- Fourniture de carte à puce suite à une perte
- Infraction
- Location de mini bus avec chauffeur

#### **Article 4 :**

Les recettes désignées à l'article 3 sont encaissées selon les modes de recouvrement suivants :

- carte bleue,
- numéraire,
- chèque bancaire,
- par virement sur compte de dépôt.

Elles sont perçues contre la délivrance à l'utilisateur soit d'une facture, d'un titre de transport papier, d'une carte magnétique, d'une carte à puce ou d'une quittance d'infraction.



**Article 5 :**

Le compte de dépôt de fonds numéroté IBAN : FR7610071130000000200609220 BIC : BDFEFRPPXXX ouvert au nom de la régie de recette transports urbains auprès du Comptable Public Assignataire à laquelle se substitue la nouvelle régie, est conservé.

**Article 6 :**

L'intervention de mandataires a lieu dans les conditions fixées par leur acte de nomination.

**Article 7 :**

Un fonds de caisse d'un montant de 630 € (six cent trente euros) est mis à la disposition du régisseur titulaire.

**Article 8 :**

Le montant maximum de l'encaisse que le régisseur est autorisé à conserver est fixé à 1 200 € (mille deux cents euros).

**Article 9 :**

Le régisseur titulaire est tenu de verser auprès de la caisse du Comptable Assignataire le montant de l'encaisse au moins une fois par mois ou dès que celui-ci atteint le montant maximum fixé à l'article 9.

**Article 10 :**

Le régisseur titulaire verse auprès de l'Ordonnateur la totalité des pièces justificatives des opérations recettes perçues au minimum une fois par mois.

**Article 11 :**

Le régisseur titulaire est assujéti à un cautionnement dont le montant est fixé dans l'acte de nomination, selon la réglementation en vigueur.

**Article 12 :**

Le régisseur titulaire percevra une indemnité de responsabilité dont le taux sera précisé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

RECUE  
13.10.16  
Page 13

**Article 13 :**

Les mandataires suppléants percevront une indemnité de responsabilité dont le taux sera précisé dans l'acte de nomination pour la période durant laquelle ils assureront effectivement le fonctionnement de la régie, selon la réglementation en vigueur.

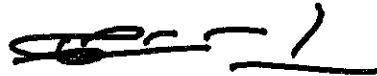
**Article 14 :**

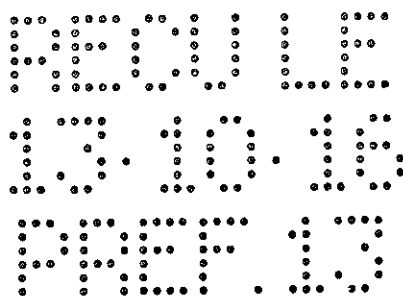
Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 11 OCT. 2016

**Le Président,**

**Signé : Jean-Claude GAUDIN**





**Le Président**  
Ancien Ministre  
Maire de Marseille  
Vice-Président du Sénat

Décision de création d'une régie de recettes "SUMA" pour l'encaissement des titres de transports et infractions.

**VU**

- Le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs,
- Le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique,
- Les articles R.1617-1 à R.1617-18 du Code Général des Collectivités Territoriales relatifs à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux,
- L'arrêté ministériel du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et au montant du cautionnement imposé à ces agents,
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,
- L'élection de Monsieur Jean-Claude GAUDIN en qualité de Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, le 17 mars 2016,
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole portant délégations du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence au Président ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence du 17 mars 2016 autorisant le Président à créer des régies comptables,
- L'avis conforme du comptable public assignataire en date du 29 juillet 2016,

# RECULE 13.10.16 DECIDE 09.05.17

## **Article 1 :**

Il est institué auprès de la Direction Générale des Services de la Métropole d'Aix-Marseille - Provence, une régie de recettes « SUMA » pour l'encaissement de titres de transports et infractions pour les lignes :

- Sausset les Pins interne,
- Carry le Rouet interne,
- Sausset les Pins - Marseille,
- Sausset les Pins- Carry le Rouet,
- Cassis – Carnoux en Provence - La Ciotat,
- Roquefort la Bedoule - La Ciotat.

en lieu et place de la régie qui était ouverte auprès de la Direction Générale des Services de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole anciennement dénommée régie de recettes « SUMA » pour l'encaissement de titres de transports et infractions pour les lignes :

- Sausset les Pins interne,
- Carry le Rouet interne,
- Sausset les Pins - Marseille,
- Sausset les Pins- Carry le Rouet,
- Cassis – Carnoux en Provence - La Ciotat,
- Roquefort la Bedoule - La Ciotat.

Les recettes s'impacteront sur le budget annexe Transport en fonction de nature de la Recette.

## **Article 2 :**

Cette régie est installée à la :  
Société Nouvelle des Transports SUMA  
route nationale 113  
13340 Rognac.

## **Article 3 :**

La régie encaisse les produits suivants :

- tous les titres de la gamme tarifaire PASS L et PASS XL de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence

## **Article 4 :**

Les recettes désignées à l'article 3 sont encaissées selon les modes de recouvrement suivants :

- en numéraires
- par chèques bancaires



RECETTE

Elles sont perçues contre la délivrance à l'usager, soit d'un titre de transport papier accompagné d'un reçu de vente.

ARTICLE

**Article 5 :**

La date limite d'encaissement par le régisseur des recettes désignées à l'article 3, lorsque le règlement au comptant n'a pu être effectué, est fixée à un mois.

**Article 6 :**

Le régisseur est autorisé à ouvrir un compte de dépôt de fonds au Trésor.

**Article 7 :**

L'intervention de mandataires a lieu dans les conditions fixées par leur acte de nomination.

**Article 8 :**

Un fonds de caisse d'un montant de 100 € (cent euros) est mis à la disposition du régisseur titulaire.

**Article 9 :**

Le montant maximum de l'encaisse que le régisseur est autorisé à conserver est fixé à 3 000 € (trois mille euros).

**Article 10 :**

Le régisseur titulaire est tenu de verser auprès de la caisse du Comptable Assignataire le montant de l'encaisse au moins une fois par mois ou dès que celui-ci atteint le montant maximum fixé à l'article 9.

**Article 11 :**

Le régisseur titulaire verse auprès de l'Ordonnateur la totalité des pièces justificatives des opérations recettes perçues au minimum une fois par mois.

**Article 12 :**

Le régisseur titulaire est assujéti à un cautionnement dont le montant est fixé dans l'acte de nomination, selon la réglementation en vigueur.

RECUE

13.10.16

13.10.16

**Article 13 :**

Le régisseur titulaire percevra une indemnité de responsabilité dont le taux sera précisé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

**Article 14 :**

Les mandataires suppléants percevront une indemnité de responsabilité dont le taux sera précisé dans l'acte de nomination pour la période durant laquelle ils assureront effectivement le fonctionnement de la régie, selon la réglementation en vigueur.

**Article 15 :**

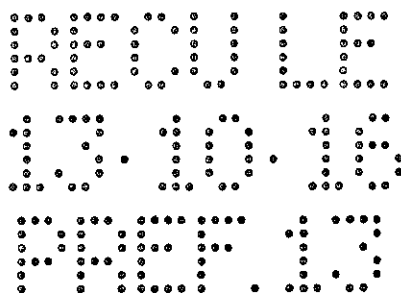
Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 11 OCT. 2016

**Le Président,**

**Signé : Jean-Claude GAUDIN**

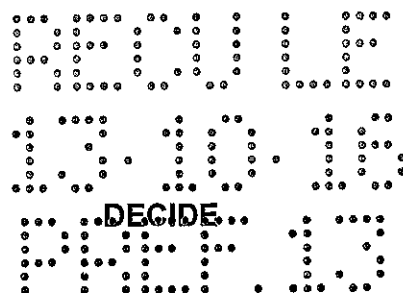




Décision de création d'une sous régie de recettes "Transports urbains et interurbains à Carnoux-en-Provence" à la régie de recettes de transports urbains et interurbains.

**VU**

- Le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs,
- Le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique,
- Les articles R.1617-1 à R.1617-18 du Code Général des Collectivités Territoriales relatifs à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux,
- L'arrêté ministériel du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et au montant du cautionnement imposé à ces agents,
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille Provence,
- L'élection de Monsieur Jean-Claude GAUDIN en qualité de Président de la Métropole Aix Marseille Provence, le 17 mars 2016,
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole portant délégations du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence au Président ,
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence du 17 mars 2016 autorisant le Président à créer des régies comptables,
- L'avis conforme du comptable public assignataire en date du 29 juillet 2016,



#### **Article 1 :**

Il est institué auprès de la Direction Générale des Services de la Métropole d'Aix-Marseille Provence, une sous régie de recettes « Transports urbains et interurbains à Carnoux-en-Provence » à la régie de recettes de transports urbains et interurbains en lieu et place de la régie qui était ouverte auprès de la commune de Carnoux-en-Provence membre de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole anciennement dénommée sous régie de recettes à la régie de recettes de transports urbains et interurbains.

Les recettes s'impacteront sur le budget le budget annexe des Transports du Territoire Marseille Provence en fonction de nature de la Recette.

#### **Article 2 :**

Cette régie est installée  
Hôtel de Ville  
BP 45  
13716 Carnoux-en-Provence.

#### **Article 3 :**

La régie encaisse, pour l'ensemble des lignes de transport desservant le territoire métropolitain et pour lesquelles le Territoire Marseille Provence a compétence, les produits suivants :

- Titres de transport PASS L de la gamme tarifaire en vigueur

#### **Article 4 :**

Les recettes désignées à l'article 3 sont encaissées selon les modes de recouvrement suivants :

- en numéraire
- chèques bancaires
- par virement sur le compte de dépôt de la régie de recette « transports urbains et interurbains.

Elles sont perçues contre la délivrance à l'usager d'un titre de transport Transpass et éventuellement d'une quittance.

RECEVU

**Article 5 :**

13.10.16

Le compte de dépôt de fonds numéro IBAN : FR7610071130000000200609220 BIC : BDFEFRPPXXX ouvert au nom de la régie de recette Transports urbains auprès du Comptable Public Assignataire à laquelle se substitue la nouvelle régie, est conservé.

**Article 6 :**

L'intervention de mandataires a lieu dans les conditions fixées par leur acte de nomination.

**Article 7 :**

Un fonds de caisse d'un montant de 30 € (trente euros) est mis à la disposition du régisseur titulaire.

**Article 8 :**

Le montant maximum de l'encaisse que le régisseur est autorisé à conserver est fixé à 100 € (cent euros).

**Article 9 :**

Le régisseur titulaire est tenu de verser le montant de l'encaisse, au régisseur titulaire ou sur le compte de dépôt de fonds de la régie dès que celui-ci atteint le montant maximum fixé à l'article 8.

**Article 10 :**

Les mandataires versent auprès du régisseur titulaire la totalité des pièces justificatives des opérations recettes perçues au minimum une fois par mois.


**Article 11 :**

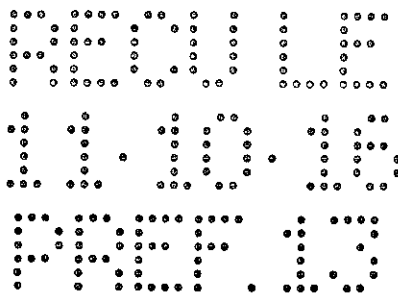
Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 11 OCT. 2016

**Le Président,**

**Signé : Jean-Claude GAUDIN**





Madame Monique CORDIER, Elue métropolitaine, se rendra les 4 et 5 octobre 2016 à Paris pour assister aux 4es Rencontres de l'Economie circulaire.

**VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- L'élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin en qualité de Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, le 17 Mars 2016 ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.
- La délibération n° FAG 085-567/16/CM du 30 juin 2016 relative aux frais de remboursement des élus métropolitains – Remboursement des frais de déplacement des membres du Bureau.

**DECIDE**

**Article 1 :**

Madame Monique CORDIER se rendra les 4 et 5 octobre 2016 à Paris pour assister aux 4es Rencontres de l'Economie circulaire, prévues à la Maison de la Chimie.

RECUE

**Article 2 :**

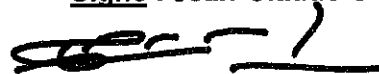
Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

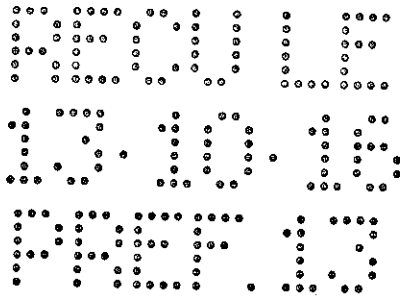
PREF 13

Fait à Marseille, le

**Le Président,**

**Signé : Jean-Claude GAUDIN**





Décision d'estimer en justice. Désignation du Cabinet LEONARDI CATSICALIS pour représenter la Métropole d'Aix-Marseille-Provence et engager un recours à l'encontre notamment des sociétés SEDES et LAQUET TENNIS ayant réalisé les travaux litigieux de la plaine des sports "René DAVINI", à Istres.

**VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Monsieur Jean-Claude GAUDIN, en qualité de Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° 157/13 en date du 21 février 2013 autorisant le Président à signer un marché de conseil juridique et représentation en justice (n° 12SC1000) avec le Cabinet LEONARDI CATSICALIS ;
- Les désordres subis par l'équipement sportif désigné « Plaine des sports René DAVINI » à Istres ;
- Le rapport d'expertise judiciaire déposé par Monsieur Pierre JOUFFRET, le 20 janvier 2015, dans le cadre de la procédure en référé engagée devant le Tribunal Administratif de Marseille ;

**CONSIDÉRANT**

- Qu'il est nécessaire d'étendre cette procédure au fond à l'encontre des entreprises concernées et de leurs assureurs ;



RECUE  
DECIDE  
13.10.16  
13.10.16

**Article 1 :**

D'ester en justice et d'être représenté dans cette procédure par le Cabinet d'avocats LEONARDI- CATSICALIS, 15 avenue Victor Hugo, 13100 Aix-en-Provence.

**Article 2 :**

Sont pris en charge les honoraires dus au Cabinet LEONARDI-CATSICALIS pour représenter les intérêts de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence : chapitre 024, nature 024.

**Article 4 :**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 12 OCT. 2016

**Le Président,**

**Signé : Jean-Claude GAUDIN**



16 / 239 / D

## DECISION DE CLOTURE POUR SURCHARGE FONCIERE

**Numéro d'opération :**  
2011130550051\_C

**N° SIREN du maître d'ouvrage**  
966802381

**Famille d'organisme**  
Entreprises HLM

**Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...**  
S.A. SUD HABITAT

72 av de toulon  
BP 89

13006 Marseille

**Décisionnaire**  
CU Marseille Provence Métropole

**N° de décision**  
20161305500005

**Nature de l'opération**  
Neuf

**Commune (Insee)**  
13201 Marseille - 1er arrondissement

**Exercice**  
2016

### Nature des logements

Logements ordinaires

### Type de bénéficiaire

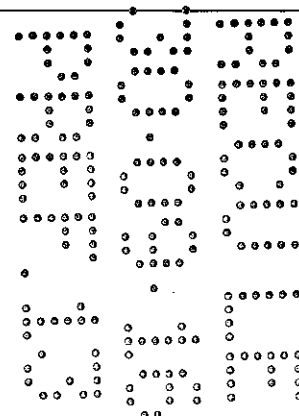
Ménages

### Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone B

**Opération :** PLAI - 83 RUE CONSOLAT - EF  
83 rue Consolat  
13001 MARSEILLE



## FICHE DE FIN D'OPERATION

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI - Subvention versée aux personnes de droit privé

### IDENTIFICATION DE LA SUBVENTION ACCORDEE

<b>Département</b>	<b>Date</b>	<b>N° de décision</b>
Bouches du Rhône	21/12/2011	20111305500155
<b>Bénéficiaire (Nom, raison sociale, forme, ...)</b>		
S.A. SUD HABITAT		
SA HLM / ESH		
Code bénéficiaire : 966802381		
<b>Adresse :</b>		
	72 av de toulon	
	BP 89	
<b>Ville :</b>	13006 Marseille	
<b>Exercice :</b>	2011	

### CALCUL DU SOLDE A VERSER (Nombre de logements financés : 7)

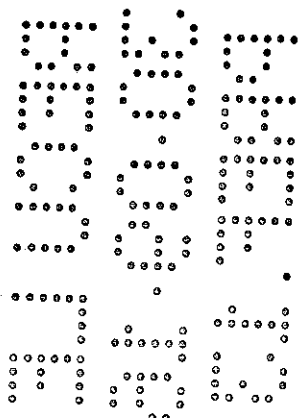
<b>Assiette de subvention</b>	<b>A la date de la DF</b>	<b>Recalculée</b>
	119 734,27 €	72 090,00 €
<b>Subvention</b>	<b>Initiale</b>	<b>Recalculée</b>
Budget délégué de l'Etat à l'EPCI	21 000,00	21 000,00
<b>Montant des acomptes versés</b>		(C) 10 983,00 €
<b>Solde à verser</b>		(B-C) 10 017,00 €

Fait à MARSEILLE

le : 30 SEP. 2016

METROPOLE  
AIX-MARSEILLE-PROVENCE  
58, boulevard Charles Livon  
13007, MARSEILLE

*Arlette Kuchel*



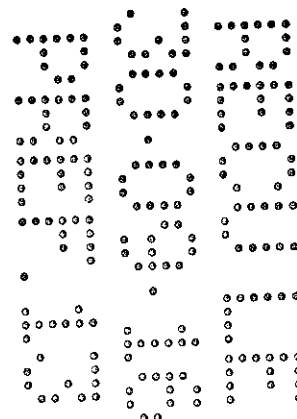
## C. PLAN DE FINANCEMENT DE LA SURCHARGE FONCIERE

Aide : Surcharge foncière

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention Etat	21 000,00	29,13%
<b>Sous-total Subventions</b>	21 000,00	29,13%
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC foncier	51 090,00	70,87%
<b>Sous-total Prêts</b>	51 090,00	70,87%
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
<b>Sous-total Fonds Propres</b>		
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	72 090,00	100,00%
<b>Coût de l'opération / dépassement</b>	72 090,00	

## D. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION DE SURCHARGE FONCIERE

Valeurs foncières de référence * Surface Utile	41 625,00 €
Surface utile totale	277,50 m²
Dont SU Collectif	277,50
Dont SU Individuel	0,00
Charge foncière HT	107 460,67 €
TVA de la charge foncière	6 254,33 €
Charge foncière TTC	113 715,00 €
Assiette de subvention (dépassement)	72 090,00 €
Taux de la subvention	29,13 %



16 / 240 / D

## DECISION DE FINANCEMENT CLOTURE D'OPERATION

Numéro d'opération :  
2011130550051\_C

N° SIREN du maître d'ouvrage  
966802381

Famille d'organisme  
Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

S.A. SUD HABITAT

72 av de toulon  
BP 89

13006 Marseille

Décisionnaire  
CU Marseille Provence Métropole

N° de décision  
20161305500006

Nature de l'opération  
Neuf

Commune (Insee)  
13201 Marseille - 1er arrondissement

Exercice  
2016

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

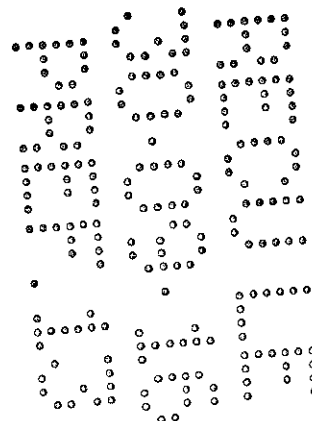
Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone B

Opération : PLAI - 83 RUE CONSOLAT - EF  
83 rue Consolat  
13001 MARSEILLE



## FICHE DE FIN D'OPERATION

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI - Subvention versée aux personnes de droit privé

### IDENTIFICATION DE LA SUBVENTION ACCORDEE

Département	Date	N° de décision
Bouches du Rhône	21/12/2011	20111305500154
Bénéficiaire (Nom, raison sociale, forme, ...)		
S.A. SUD HABITAT		
SA HLM / ESH		
Code bénéficiaire : 966802381		
Adresse :		
	72 av de toulon	
	BP 89	
Ville :	13006 Marseille	
Exercice :	2011	

### CALCUL DU SOLDE A VERSER (Nombre de logements financés : 7)

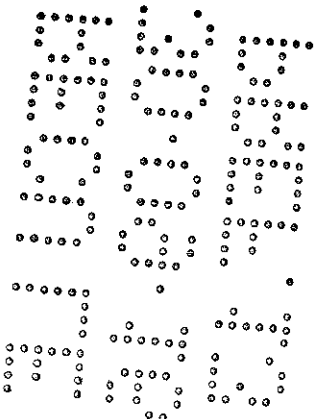
Assiette de subvention	A la date de la DF 5161	Recalculée
	467 543,01 €	472 511,45 €
Subvention	Initiale	Recalculée
Budget délégué de l'Etat à l'EPCI	(A) 84 000,00 €	(B) 84 000,00 €
Montant des acomptes versés		(C) 25 200,00 €
Solde à verser		(B-C) 58 800,00 €

Fait à MARSEILLE

le : 30 SEP. 2016

METROPOLE  
AIX-MARSEILLE-PROVENCE  
58, boulevard Charles Liyon  
13007 MARSEILLE

*Adette Vaucluis*



# ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT

## A. PLAN DE FINANCEMENT DEFINITIF DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLAI

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention Etat	84 000,00	7,07%
Surcharge foncière	21 000,00	1,77%
Aide complémentaire sur fonds propres CUMPM	21 000,00	1,77%
Ville de Marseille	35 000,00	2,95%
<b>Sous-total Subventions</b>	<b>161 000,00</b>	<b>13,55%</b>
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC logement	925 000,00	77,84%
Prêt CDC foncier	100 000,00	8,41%
<b>Sous-total Prêts</b>	<b>1 025 000,00</b>	<b>86,25%</b>
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
Fonds propres	2 372,00	0,20%
<b>Sous-total Fonds Propres</b>	<b>2 372,00</b>	<b>0,20%</b>
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	<b>1 188 372,00</b>	<b>100,00%</b>
<b>Coût de l'opération / dépassement</b>	<b>1 188 372,00</b>	

## B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 472 511,45 €

Aide : PLA-I

Nombre de logements

Surface utile

Logements « Collectif »

7

277,50 m²

Logements « Individuel »

Totaux pour le financement des logements « PLA-I »

7

277,50 m²

Assiette *	:	472 511,45 €
Taux de subvention	:	17,78 %
SUBVENTION	:	84 000,00 €

## TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 7

Assiette : 472 511,45 €

Surface utile : 277,50 m²

SUBVENTION : 84 000,00 €

Taux moyen de subvention : 17,78%

(\*) calcul au prorata des surfaces utiles.

## Surcharge foncière

Surface utile totale	:	277,50 m²
Assiette de subvention	:	72 090,00 €
Taux de subvention	:	29,13 %
Montant de subvention	:	21 000,00 €

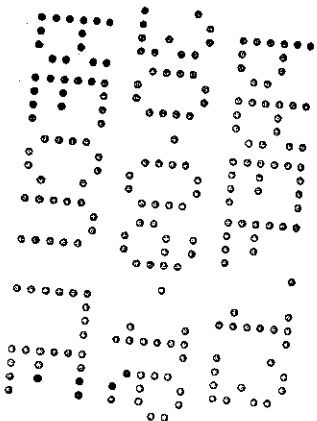
## TOTAL GENERAL DE LA DECISION

**SUBVENTION : 105 000,00 €**

**II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)**

Charge foncière HT	107 460,67 €
Coût du bâtiment ou des travaux	792 473,22 €
Prestations intellectuelles et frais	223 077,65 €
Prix de Revient H.T.	1 123 011,54 €
Montant de la TVA	65 360,46 €
Prix de revient TTC	1 188 372,00 €
Prix de revient au M <sup>2</sup> de surface utile (PR / SU)	4 282,42 €

Type d'opération : Hors opération spécifique





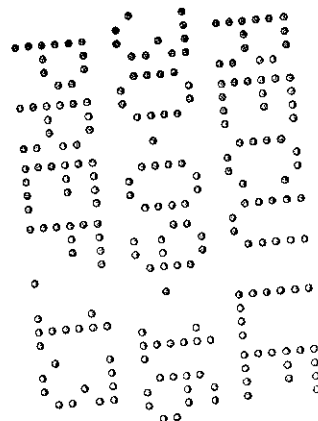
## C. PLAN DE FINANCEMENT DE LA SURCHARGE FONCIERE

Aide : Surcharge foncière

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention Etat	21 000,00	29,13%
<b>Sous-total Subventions</b>	21 000,00	29,13%
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC foncier	51 090,00	70,87%
<b>Sous-total Prêts</b>	51 090,00	70,87%
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
<b>Sous-total Fonds Propres</b>		
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	72 090,00	100,00%
<b>Coût de l'opération / dépassement</b>	72 090,00	

## D. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION DE SURCHARGE FONCIERE

Valeurs foncières de référence * Surface Utile	41 625,00 €
Surface utile totale	277,50 m²
Dont SU Collectif	277,50
Dont SU Individuel	0,00
Charge foncière	107 460,67 €
Assiette de subvention (dépassement)	72 090,00 €
Taux de la subvention	29,13 %



16 / 241 / D

## DECISION DE CLOTURE POUR SURCHARGE FONCIERE

Numéro d'opération :  
2011130550048\_C

N° SIREN du maître d'ouvrage  
060804770

Famille d'organisme  
Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

S.A. LOGIREM

111 bd national  
BP 204

13003 Marseille

Décisionnaire  
CU Marseille Provence Métropole

N° de décision  
20161305500054

Nature de l'opération  
Neuf

Commune (Insee)  
13002 Allauch

Exercice  
2016

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

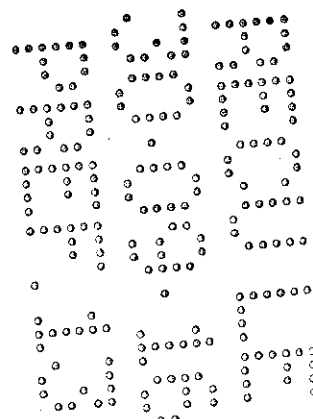
Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone B

Opération : PLUS TRAVERSE DES MILLE ECUS - EF  
314 chemin des Mille Ecus  
13190 ALLAUCH



## FICHE DE FIN D'OPERATION

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI - Subvention versée aux personnes de droit privé

### IDENTIFICATION DE LA SUBVENTION ACCORDEE

<b>Département</b>	<b>Date</b>	<b>N° de décision</b>
Bouches du Rhône	21/12/2011	20111305500163
<b>Bénéficiaire (Nom, raison sociale, forme, ...)</b>		
S.A. LOGIREM		
SA HLM / ESH		
Code bénéficiaire : 060804770		
<b>Adresse :</b>		
	111 bd national	
	BP 204	
<b>Ville :</b>	13003 Marseille	
<b>Exercice :</b>	2011	

### CALCUL DU SOLDE A VERSER (Nombre de logements financés : 15)

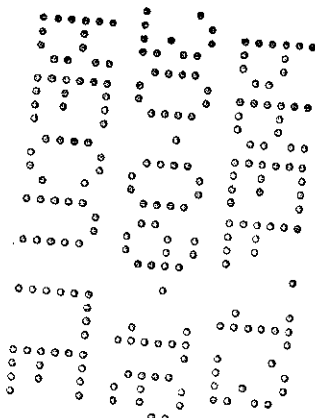
<b>Assiette de subvention</b>	<b>A la date de la DF</b>	<b>Recalculée</b>
	140 983,50 €	143 335,52 €
<b>Subvention</b>	<b>Initiale</b>	<b>Recalculée</b>
Budget délégué de l'Etat à l'EPCI	45 000,00	45 000,00
<b>Montant des acomptes versés</b>		(C) 15 542,00 €
<b>Solde à verser</b>		(B-C) 29 458,00 €

Fait à MARSEILLE

le : 30 SEP. 2016

METROPOLE  
AIX-MARSEILLE-PROVENCE  
58, boulevard Charles Livon  
13007 MARSEILLE

*Arlette Vucetich*



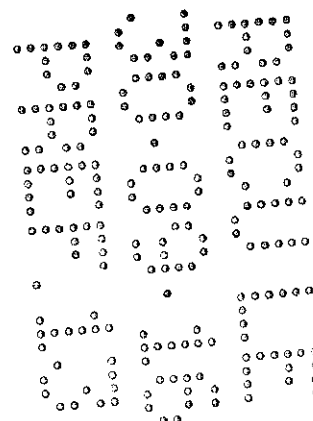
## C. PLAN DE FINANCEMENT DE LA SURCHARGE FONCIERE

Aide :      Surcharge foncière

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention Etat	45 000,00	31,39%
<b>Sous-total Subventions</b>	45 000,00	31,39%
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC foncier	98 335,52	68,61%
<b>Sous-total Prêts</b>	98 335,52	68,61%
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
<b>Sous-total Fonds Propres</b>		
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	143 335,52	100,00%
<b>Coût de l'opération / dépassement</b>	143 335,52	

## D. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION DE SURCHARGE FONCIERE

Valeurs foncières de référence * Surface Utile	159 225,00 €
Surface utile totale	1 061,50 m²
Dont SU Collectif	1 061,50
Dont SU Individuel	0,00
Charge foncière HT	286 787,22 €
TVA de la charge foncière	15 773,30 €
Charge foncière TTC	302 560,52 €
Assiette de subvention (dépassement)	143 335,52 €
Taux de la subvention	31,39 %



16 / 242 / D

## DECISION DE FINANCEMENT CLOTURE D'OPERATION

Numéro d'opération :  
2011130550048\_C

N° SIREN du maître d'ouvrage  
060804770  
Famille d'organisme  
Entreprises HLM

### Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

S.A. LOGIREM

111 bd national  
BP 204

13003 Marseille

Décisionnaire  
CU Marseille Provence Métropole

N° de décision  
20161305500055

Nature de l'opération  
Neuf

Commune (Insee)  
13002 Allauch

### Nature des logements

Logements ordinaires

### Type de bénéficiaire

Ménages

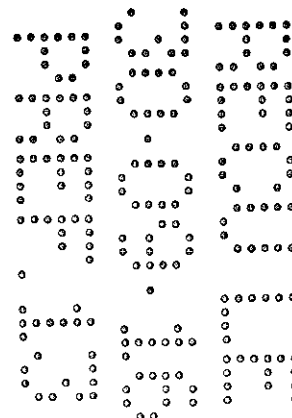
### Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone B

Exercice  
2016

Opération : PLUS TRAVERSE DES MILLE ECUS - EF  
314 chemin des Mille Ecus  
13190 ALLAUCH



## FICHE DE FIN D'OPERATION

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI - Subvention versée aux personnes de droit privé

### IDENTIFICATION DE LA SUBVENTION ACCORDEE

Département	Date	N° de décision
Bouches du Rhône	21/12/2011	20111305500162
Bénéficiaire (Nom, raison sociale, forme, ...)		
S.A. LOGIREM		
SA HLM / ESH		
Code bénéficiaire : 060804770		
Adresse :		
	111 bd national	
	BP 204	
Ville :	13003 Marseille	
Exercice :	2011	

### CALCUL DU SOLDE A VERSER (Nombre de logements financés : 15)

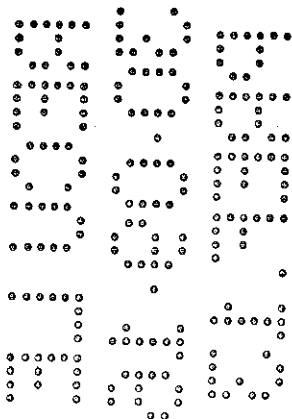
Assiette de subvention	A la date de la DF 5161	Recalculée
	1 669 786,89 €	1 672 231,07 €
Subvention	Initiale	Recalculée
Budget délégué de l'Etat à l'EPCI	(A) 45 000,00 €	(B) 45 000,00 €
Montant des acomptes versés		(C) 31 140,00 €
Solde à verser		(B-C) 13 860,00 €

Fait à MARSEILLE

le : 30 SEP. 2016

METROPOLE  
AIX-MARSEILLE-PROVENCE  
58, boulevard Charles Livon  
13007 MARSEILLE

*Arlette Fructus*



# ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT

## A. PLAN DE FINANCEMENT DEFINITIF DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLUS

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention Etat	45 000,00	1,90%
Surcharge foncière	45 000,00	1,90%
Aide complémentaire sur fonds propres CUMPM	60 000,00	2,53%
Subvention Commune	180 000,00	7,59%
<b>Sous-total Subventions</b>	<b>330 000,00</b>	<b>13,92%</b>
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC logement	1 504 352,00	63,47%
Prêt CDC foncier	247 569,00	10,45%
<b>Sous-total Prêts</b>	<b>1 751 921,00</b>	<b>73,92%</b>
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
Fonds propres	288 253,71	12,16%
<b>Sous-total Fonds Propres</b>	<b>288 253,71</b>	<b>12,16%</b>
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	<b>2 370 174,71</b>	<b>100,00%</b>
<b>Coût de l'opération / dépassement</b>	<b>2 370 174,71</b>	

## B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 1 672 231,07 €

Aide : PLUS

Nombre de logements

Surface utile

Logements « Collectif »

15

1 061,50 m²

Logements « Individuel »

Totaux pour le financement des logements « PLUS »

15

1 061,50 m²

Assiette \* : 1 672 231,07 €

Taux de subvention : 2,69 %

SUBVENTION : 45 000,00 €

## TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 15

Assiette : 1 672 231,07 €

Surface utile : 1 061,50 m²

SUBVENTION : 45 000,00 €

Taux moyen de subvention : 2,69 %

(\*) calcul au prorata des surfaces utiles.

## Surcharge foncière

Surface utile totale :

1 061,50 m²

Assiette de subvention :

143 335,52 €

Taux de subvention :

31,39 %

Montant de subvention

45 000,00 €

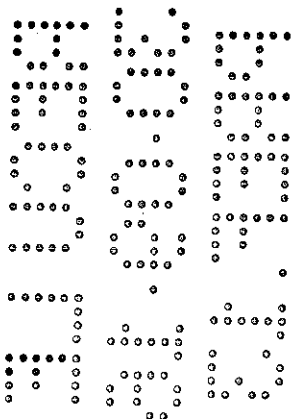
## TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION : 90 000,00 €

## II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière HT	286 787,22 €
Coût du bâtiment ou des travaux	1 874 092,79 €
Prestations intellectuelles et frais	90 446,30 €
Prix de Revient H.T.	2 251 326,31 €
Montant de la TVA	118 848,40 €
Prix de revient TTC	2 370 174,71 €
Prix de revient au M <sup>2</sup> de surface utile (PR / SU)	2 232,85 €

Type d'opération : Hors opération spécifique





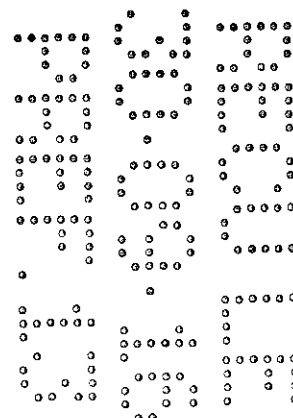
## C. PLAN DE FINANCEMENT DE LA SURCHARGE FONCIERE

Aide : Surcharge foncière

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention Etat	45 000,00	31,39%
<b>Sous-total Subventions</b>	45 000,00	31,39%
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC foncier	98 335,52	68,61%
<b>Sous-total Prêts</b>	98 335,52	68,61%
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
<b>Sous-total Fonds Propres</b>		
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	143 335,52	100,00%
<b>Coût de l'opération / dépassement</b>	143 335,52	

## D. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION DE SURCHARGE FONCIERE

Valeurs foncières de référence * Surface Utile	159 225,00 €
Surface utile totale	1 061,50 m²
Dont SU Collectif	1 061,50
Dont SU Individuel	0,00
Charge foncière	286 787,22 €
Assiette de subvention (dépassement)	143 335,52 €
Taux de la subvention	31,39 %



16 / 243 / D

## DECISION DE FINANCEMENT CLOTURE D'OPERATION

**Numéro d'opération :**

2007130550022\_C

**N° SIREN du maître d'ouvrage**

782855696

**Famille d'organisme**

Entreprises HLM

**Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...**

13 HABITAT

80 r albe

BP 31

13004 Marseille

**Décisionnaire**

CU Marseille Provence Métropole

**N° de décision**

20161305500010

**Nature de l'opération**

Acquisition-Amélioration

**Commune (Insee)**

13026 Châteauneuf-les-Martigues

**Nature des logements**

Logements ordinaires

**Type de bénéficiaire**

Ménages

**Zone de prix**

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone B

**Exercice**

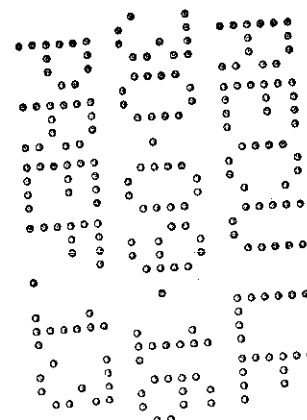
2016

**Opération :** PLUS - LES ROCHES BLEUES LA MEDE

Place de la Mayorquine

La Mède

13220 Châteauneuf-les-Martigues



## FICHE DE FIN D'OPERATION

Subvention d'équipement versée-aux personnes de droit privé - Subvention d'équipement versée-aux personnes de droit privé

### IDENTIFICATION DE LA SUBVENTION ACCORDEE

<b>Département</b>	<b>Date</b>	<b>N° de décision</b>
Bouches du Rhône	10/12/2007	20071305500025
<b>Bénéficiaire (Nom, raison sociale, forme, ...)</b>		
13 HABITAT		
Office public HLM (OPH)		
Code bénéficiaire : 782855696		
<b>Adresse :</b>		
	80 r albe	
	BP 31	
<b>Ville :</b>	13004 Marseille	
<b>Exercice :</b>	2007	

### CALCUL DU SOLDE A VERSER (Nombre de logements financés : 7)

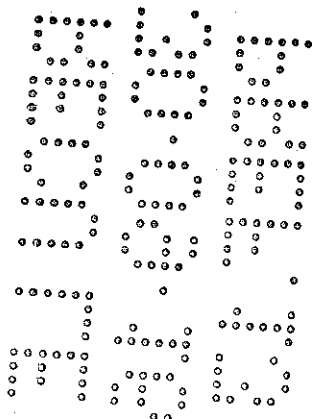
<b>Assiette de subvention</b>	<b>A la date de la DF 5161</b>	<b>Recalculée</b>
	616 862,83 €	611 674,95 €
<b>Subvention</b>	<b>Initiale</b>	<b>Recalculée</b>
Subvention d'équipement versée-aux personnes de droit privé	(A) 28 350,00 €	(B) 28 350,00 €
<b>Montant des acomptes versés</b>		(C) 22 680,00 €
<b>Solde à verser</b>		(B-C) 5 670,00 €

Fait à MARSEILLE

le : 30 SEP. 2016



*Adette Huot*



# ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT

## A. PLAN DE FINANCEMENT DEFINITIF DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLUS

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention Etat	28 350,00	3,58%
Conseil Général	157 558,44	19,88%
<b>Sous-total Subventions</b>	<b>185 908,44</b>	<b>23,46%</b>
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC logement	571 239,03	72,08%
Prêt CDC foncier	35 382,00	4,46%
<b>Sous-total Prêts</b>	<b>606 621,03</b>	<b>76,54%</b>
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
<b>Sous-total Fonds Propres</b>		
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	<b>792 529,47</b>	<b>100,00%</b>
<b>Coût de l'opération / dépassement</b>	<b>792 529,47</b>	

## B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 611 674,95 €

Aide : PLUS

	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	7	527,34 m²
Logements « Individuel »		

Totaux pour le financement des logements « PLUS »	7	527,34 m²
Assiette *	:	611 674,95 €
Taux de subvention	:	4,63 %
SUBVENTION	:	28 350,00 €

### TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 7	Surface utile :	527,34 m²
Assiette : 611 674,95 €	<b>SUBVENTION :</b>	<b>28 350,00 €</b>
	Taux moyen de subvention :	4,63 %

(\*) calcul au prorata des surfaces utiles.

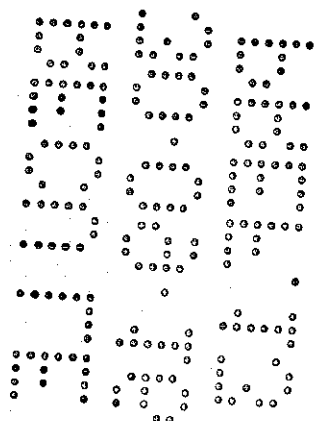
### TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION : 28 350,00 €

### II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge immobilière HT	78 365,61 €
Coût du bâtiment ou des travaux	575 025,56 €
Prestations intellectuelles et frais	98 195,63 €
Prix de Revient H.T.	751 586,80 €
Montant de la TVA	40 942,67 €
Prix de revient TTC	792 529,47 €

Type d'opération :      Hors opération spécifique



16/244/D

## DECISION DE CLOTURE POUR SURCHARGE FONCIERE

**Numéro d'opération :**  
2011130550027\_C

**N° SIREN du maître d'ouvrage**  
415750868

**Famille d'organisme**  
Entreprises HLM

**Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...**  
IMMOBILIERE MEDITERRANEE S.A HLM

141/145 avenue du Prado

13008 Marseille

**Décisionnaire**  
CU Marseille Provence Métropole

**N° de décision**  
20161305500018

**Nature de l'opération**  
Neuf

**Commune (Insee)**  
13088 Le Rove

**Exercice**  
2016

**Nature des logements**

Logements ordinaires

**Type de bénéficiaire**

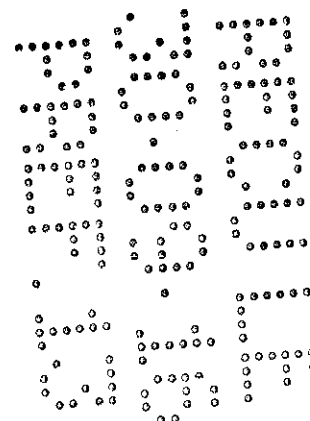
Ménages

**Zone de prix**

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone B

**Opération :** PLUS PLAI - LE ROVE  
Avenue Saint Roch  
13740 Le Rove



## FICHE DE FIN D'OPERATION

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI - Subvention versée aux personnes de droit privé

### IDENTIFICATION DE LA SUBVENTION ACCORDEE

Département	Date	N° de décision
Bouches du Rhône	15/12/2011	20111305500107
Bénéficiaire (Nom, raison sociale, forme, ...)		
IMMOBILIERE MEDITERRANEE S.A HLM		
SA HLM / ESH		
Code bénéficiaire : 415750868		
Adresse :		

141/145 avenue du Prado

Ville :	13008 Marseille
Exercice :	2011

### CALCUL DU SOLDE A VERSER (Nombre de logements financés : 68)

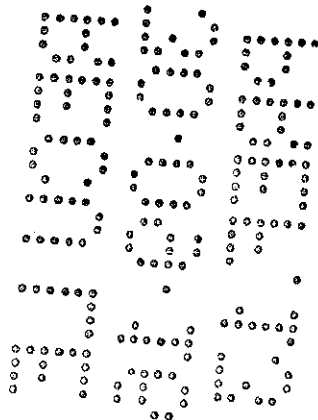
Assiette de subvention	A la date de la DF	Recalculée
	1 955 215,00 €	1 814 124,00 €
Subvention	Initiale	Recalculée
Budget délégué de l'Etat à l'EPCI	136 000,00	136 000,00
Montant des acomptes versés		(C) 0,00 €
Solde à verser		(B-C) 136 000,00 €

Fait à MARSEILLE

le : 30 SEP. 2016

METROPOLE  
AIX-MARSEILLE-PROVENCE  
58, boulevard Charles Livon  
13007 MARSEILLE

*Arlette Vaudry*



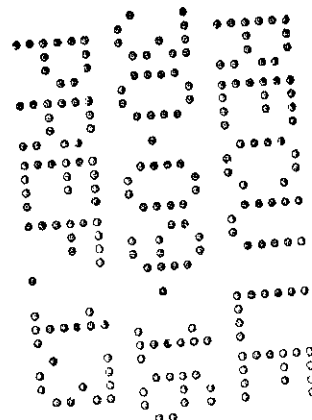
## C. PLAN DE FINANCEMENT DE LA SURCHARGE FONCIERE

Aide : Surcharge foncière

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention Etat	136 000,00	7,50%
Aide complémentaire sur fonds propres CUMPM	272 000,00	14,99%
<b>Sous-total Subventions</b>	<b>408 000,00</b>	<b>22,49%</b>
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC foncier	1 406 124,00	77,51%
<b>Sous-total Prêts</b>	<b>1 406 124,00</b>	<b>77,51%</b>
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
<b>Sous-total Fonds Propres</b>		
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	<b>1 814 124,00</b>	<b>100,00%</b>
<b>Coût de l'opération / dépassement</b>	<b>1 814 124,00</b>	

## D. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION DE SURCHARGE FONCIERE

Valeurs foncières de référence * Surface Utile	642 894,00 €
Surface utile totale	4 285,96 m²
Dont SU Collectif	4 285,96
Dont SU Individuel	0,00
Charge foncière HT	2 319 098,00 €
TVA de la charge foncière	137 920,00 €
Charge foncière TTC	2 457 018,00 €
Assiette de subvention (dépassement)	1 814 124,00 €
Taux de la subvention	7,50 %





16 / 245 / D

## DECISION DE FINANCEMENT CLOTURE D'OPERATION

**Numéro d'opération :**  
2011130550027\_C

**N° SIREN du maître d'ouvrage**  
415750868

**Famille d'organisme**  
Entreprises HLM

**Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...**

IMMOBILIERE MEDITERRANEE S.A HLM

141/145 avenue du Prado

13008 Marseille

**Décisionnaire**  
CU Marseille Provence Métropole

**N° de décision**  
20161305500019

**Nature de l'opération**  
Neuf

**Commune (Insee)**  
13088 Le Rove

**Exercice**  
2016

**Nature des logements**

Logements ordinaires

**Type de bénéficiaire**

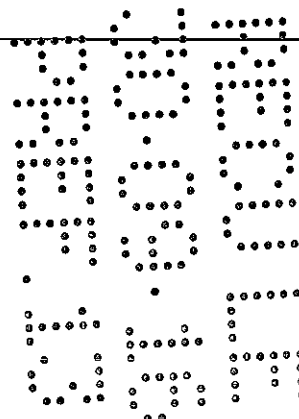
Ménages

**Zone de prix**

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone B

**Opération :** PLUS PLAI - LE ROVE  
Avenue Saint Roch  
13740 Le Rove



## FICHE DE FIN D'OPERATION

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI - Subvention versée aux personnes de droit privé

### IDENTIFICATION DE LA SUBVENTION ACCORDEE

<b>Département</b>	<b>Date</b>	<b>N° de décision</b>
Bouches du Rhône	15/12/2011	20111305500106
<b>Bénéficiaire (Nom, raison sociale, forme, ...)</b>		
IMMOBILIERE MEDITERRANEE S.A HLM		
SA HLM / ESH		
Code bénéficiaire : 415750868		
<b>Adresse :</b>		

141/145 avenue du Prado

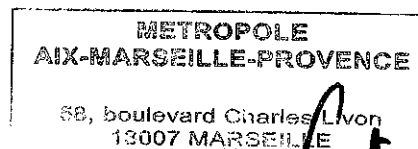
<b>Ville :</b>	13008 Marseille
<b>Exercice :</b>	2011

### CALCUL DU SOLDE A VERSER (Nombre de logements financés : 68)

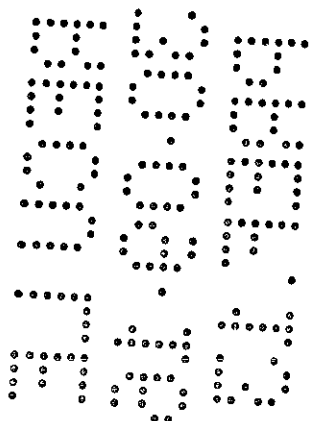
<b>Assiette de subvention</b>	<b>A la date de la DF 5161</b>	<b>Recalculée</b>
	7 055 604,62 €	7 155 220,52 €
<b>Subvention</b>	<b>Initiale</b>	<b>Recalculée</b>
Budget délégué de l'Etat à l'EPCI	(A) 316 000,00 €	(B) 316 000,00 €
<b>Montant des acomptes versés</b>		(C) 94 800,00 €
<b>Solde à verser</b>		(B-C) 221 200,00 €

Fait à MARSEILLE

le : 30 SEP. 2016



*Adette Vaucluse*



# ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT

## A. PLAN DE FINANCEMENT DEFINITIF DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLAI

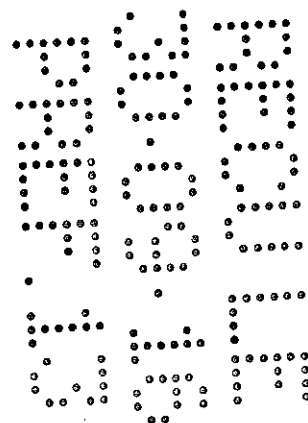
Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention Etat	220 000,00	7,07%
Surcharge foncière	41 062,95	1,32%
Aide complémentaire sur fonds propres CUMPM	80 000,00	2,57%
1%.	164 706,00	5,29%
<b>Sous-total Subventions</b>	<b>505 768,95</b>	<b>16,25%</b>
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC logement	1 419 451,00	45,60%
Prêt CDC foncier	700 568,00	22,51%
<b>Sous-total Prêts</b>	<b>2 120 019,00</b>	<b>68,11%</b>
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
Fonds propres	486 822,00	15,64%
<b>Sous-total Fonds Propres</b>	<b>486 822,00</b>	<b>15,64%</b>
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	<b>3 112 609,95</b>	

Aide : PLUS

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention Etat	96 000,00	1,46%
Surcharge foncière	94 937,05	1,44%
Aide complémentaire sur fonds propres CUMPM	192 000,00	2,91%
1%.	395 294,00	5,99%
<b>Sous-total Subventions</b>	<b>778 231,05</b>	<b>11,80%</b>
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC logement	3 113 483,00	47,20%
Prêt CDC foncier	1 536 655,00	23,29%
<b>Sous-total Prêts</b>	<b>4 650 138,00</b>	<b>70,49%</b>
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
Fonds propres	1 168 370,00	17,71%
<b>Sous-total Fonds Propres</b>	<b>1 168 370,00</b>	<b>17,71%</b>
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	<b>6 596 739,05</b>	

Aide : Totalisation

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Aide complémentaire sur fonds propres CUMPM	272 000,00	2,80%
Subvention Etat	316 000,00	3,25%
1%.	560 000,00	5,77%
Surcharge foncière	136 000,00	1,40%
<b>Sous-total Subventions</b>	<b>1 284 000,00</b>	<b>13,22%</b>
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC logement	4 532 934,00	46,69%
Prêt CDC foncier	2 237 223,00	23,04%



Sous-total Prêts	6 770 157,00	69,73%
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
Fonds propres	1 655 192,00	17,05%
<b>Sous-total Fonds Propres</b>	1 655 192,00	17,05%
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	9 709 349,00	100,00%
<b>Coût de l'opération / dépassement</b>	9 709 349,00	

## B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

### I - Assiette de la subvention : 7 155 220,52 €

<b>Aide : PLUS</b>	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	48	2 994,09 m²
Logements « Individuel »		

Totaux pour le financement des logements « PLUS »	48	2 994,09 m²
Assiette *	:	4 998 500,73 €
Taux de subvention	:	1,92 %
SUBVENTION	:	96 000,00 €

<b>Aide : PLA-I</b>	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	20	1 291,87 m²
Logements « Individuel »		

Totaux pour le financement des logements « PLA-I »	20	1 291,87 m²
Assiette *	:	2 156 719,79 €
Taux de subvention	:	10,20 %
SUBVENTION	:	220 000,00 €

### TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 68	Surface utile :	4 285,96 m²
Assiette : 7 155 220,52 €	SUBVENTION :	316 000,00 €
	Taux moyen de subvention :	4,42 %

(\*) calcul au prorata des surfaces utiles.

<b>Surcharge foncière</b>		
Surface utile totale	:	4 285,96 m²
Assiette de subvention	:	1 814 124,00 €
Taux de subvention	:	7,50 %
Montant de subvention	:	136 000,00 €

### TOTAL GENERAL DE LA DECISION

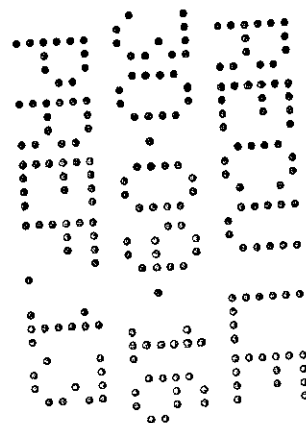
SUBVENTION :	452 000,00 €
--------------	--------------

### II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière HT	2 319 098,00 €
Coût du bâtiment ou des travaux	6 752 633,00 €
Prestations intellectuelles et frais	129 690,00 €

Prix de Revient H.T.	9 201 421,00 €
Montant de la TVA	507 928,00 €
Prix de revient*TTC	9 709 349,00 €
Prix de revient au M <sup>2</sup> de surface utile (PR / SU)	2 265,38 €

Type d'opération :      Hors opération spécifique



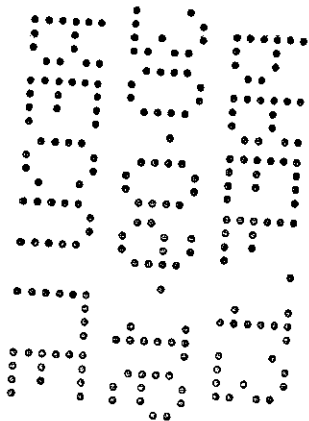
## C. PLAN DE FINANCEMENT DE LA SURCHARGE FONCIERE

Aide : Surcharge foncière

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention Etat	136 000,00	7,50%
Aide complémentaire sur fonds propres CUMPM	272 000,00	14,99%
<b>Sous-total Subventions</b>	<b>408 000,00</b>	<b>22,49%</b>
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC foncier	1 406 124,00	77,51%
<b>Sous-total Prêts</b>	<b>1 406 124,00</b>	<b>77,51%</b>
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
<b>Sous-total Fonds Propres</b>		
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	<b>1 814 124,00</b>	<b>100,00%</b>
<b>Coût de l'opération / dépassement</b>	<b>1 814 124,00</b>	

## D. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION DE SURCHARGE FONCIERE

Valeurs foncières de référence * Surface Utile	642 894,00 €
Surface utile totale	4 285,96 m²
Dont SU Collectif	4 285,96
Dont SU Individuel	0,00
Charge foncière	2 319 098,00 €
Assiette de subvention (dépassement)	1 814 124,00 €
Taux de la subvention	7,50 %



16 / 246 / D

## DECISION DE CLOTURE POUR SURCHARGE FONCIERE

**Numéro d'opération :**  
2010130550060\_C

**N° SIREN du maître d'ouvrage**  
782678882

**Famille d'organisme**  
Entreprises HLM

**Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...**

S.A. FAMILLE ET PROVENCE

Le Decisium B1

1 rue Mathatma Gandhi

CS 60400

13097 AIX EN PROVENCE CEDEX 2

**Décisionnaire**  
CU Marseille Provence Métropole

**N° de décision**  
20161305500020

**Nature de l'opération**  
Neuf

**Commune (Insee)**  
13055 Marseille

**Exercice**  
2016

**Nature des logements**

Logements ordinaires

**Type de bénéficiaire**

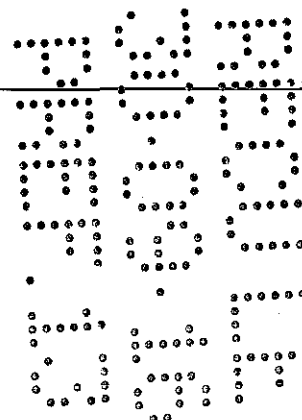
Ménages

**Zone de prix**

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone B

**Opération :** PLUS / PLAI - CAP ALDEA 2 - EF  
Chemin des Bessons  
Quartier Sainte Marthe  
13014 MARSEILLE



## FICHE DE FIN D'OPERATION

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI - Subvention d'équipement versée aux personnes de droit privé

### IDENTIFICATION DE LA SUBVENTION ACCORDEE

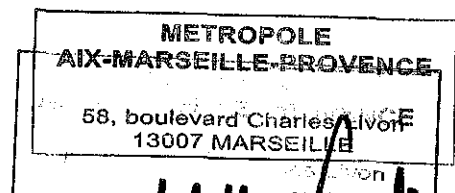
Département	Date	N° de décision
Bouches du Rhône	09/12/2010	20101305500087
Bénéficiaire (Nom, raison sociale, forme, ...)		
S.A. FAMILLE ET PROVENCE		
SA HLM / ESH		
Code bénéficiaire : 782678882		
Adresse :		
Le Decisium B1		
1 rue Mathatma Gandhi		
CS 60400		
Ville :	13097 AIX EN PROVENCE CEDEX 2	
Exercice :	2010	

### CALCUL DU SOLDE A VERSER (Nombre de logements financés : 20)

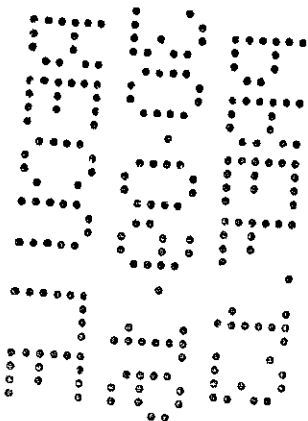
Assiette de subvention	A la date de la DF	Recalculée
	877 420,00 €	872 361,00 €
Subvention	Initiale	Recalculée
Budget délégué de l'Etat à l'EPCI	60 000,00	60 000,00
Montant des acomptes versés		(C) 0,00 €
Solde à verser		(B-C) 60 000,00 €

Fait à MARSEILLE

le : 30 SEP. 2016



*Arlette Vauclis*





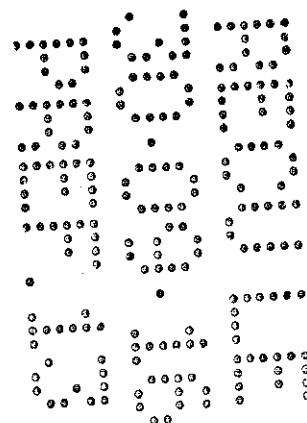
## C. PLAN DE FINANCEMENT DE LA SURCHARGE FONCIERE

Aide : **Surcharge foncière**

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention Etat	60 000,00	6,88%
Conseil Général	90 000,00	10,32%
<b>Sous-total Subventions</b>	<b>150 000,00</b>	<b>17,19%</b>
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC foncier	722 361,00	82,81%
<b>Sous-total Prêts</b>	<b>722 361,00</b>	<b>82,81%</b>
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
<b>Sous-total Fonds Propres</b>		
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	<b>872 361,00</b>	<b>100,00%</b>
<b>Coût de l'opération / dépassement</b>	<b>872 361,00</b>	

## D. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION DE SURCHARGE FONCIERE

Valeurs foncières de référence * Surface Utile	230 160,00 €
Surface utile totale	1 534,40 m²
Dont SU Collectif	1 534,40
Dont SU Individuel	0,00
Charge foncière HT	1 045 044,00 €
TVA de la charge foncière	57 477,00 €
Charge foncière TTC	1 102 521,00 €
Assiette de subvention (dépassement)	872 361,00 €
Taux de la subvention	6,88 %



16/247/D

## DECISION DE FINANCEMENT CLOTURE D'OPERATION

**Numéro d'opération :**  
2010130550060\_C

**N° SIREN du maître d'ouvrage**  
782678882

**Famille d'organisme**  
Entreprises HLM

**Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...**

S.A. FAMILLE ET PROVENCE

Le Decisium B1

1 rue Mathatma Gandhi

CS 60400

13097 AIX EN PROVENCE CEDEX 2

**Décisionnaire**

CU Marseille Provence Métropole

**N° de décision**

20161305500021

**Nature de l'opération**

Neuf

**Commune (Insee)**

13055 Marseille

**Exercice**

2016

**Nature des logements**

Logements ordinaires

**Type de bénéficiaire**

Ménages

**Zone de prix**

Zonage "123" : Zone 2

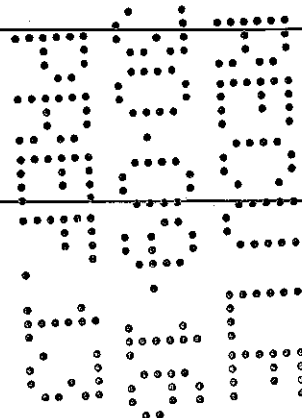
Zonage "ABC" : Zone B

**Opération :** PLUS / PLAI - CAP ALDEA 2 - EF

Chemin des Bessons

Quartier Sainte Marthe

13014 MARSEILLE



## FICHE DE FIN D'OPERATION

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI - Subvention d'équipement versée aux personnes de droit privé

### IDENTIFICATION DE LA SUBVENTION ACCORDEE

<b>Département</b>	<b>Date</b>	<b>N° de décision</b>
Bouches du Rhône	09/12/2010	20101305500086
<b>Bénéficiaire (Nom, raison sociale, forme, ...)</b>		
S.A. FAMILLE ET PROVENCE		
SA HLM / ESH		
Code bénéficiaire : 782678882		
<b>Adresse :</b>		
	Le Decisium B1	
	1 rue Mathatma Gandhi	
	CS 60400	
<b>Ville :</b>	13097 AIX EN PROVENCE CEDEX 2	
<b>Exercice :</b>	2010	

### CALCUL DU SOLDE A VERSER (Nombre de logements financés : 20)

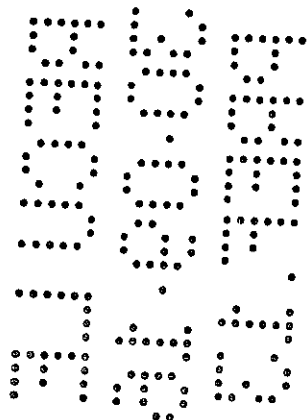
<b>Assiette de subvention</b>	<b>A la date de la DF 5161</b>	<b>Recalculée</b>
	2 299 900,55 €	2 517 840,55 €
<b>Subvention</b>	<b>Initiale</b>	<b>Recalculée</b>
Budget délégué de l'Etat à l'EPCI	(A) 114 000,00 €	(B) 114 000,00 €
<b>Montant des acomptes versés</b>		(C) 0,00 €
<b>Solde à verser</b>		(B-C) 114 000,00 €

Fait à MARSEILLE

le : 30 SEP. 2016

METROPOLE  
AIX-MARSEILLE-PROVENCE  
59, boulevard Charles Luvon  
13007 MARSEILLE

*Arlette Vaucluis*



# ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT

## A. PLAN DE FINANCEMENT DEFINITIF DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLUS

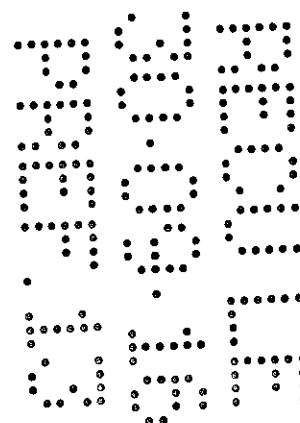
Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention Etat	42 000,00	1,73%
Surcharge foncière	42 333,16	1,74%
Conseil Général	90 000,00	3,70%
Subvention PEEC	56 000,00	2,31%
Subvention Autres	28 000,00	1,15%
<b>Sous-total Subventions</b>	<b>258 333,16</b>	<b>10,63%</b>
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC logement	1 268 064,00	52,20%
Prêt CDC foncier	709 065,00	29,19%
<b>Sous-total Prêts</b>	<b>1 977 129,00</b>	<b>81,39%</b>
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
Fonds propres	193 865,00	7,98%
<b>Sous-total Fonds Propres</b>	<b>193 865,00</b>	<b>7,98%</b>
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	<b>2 429 327,16</b>	

Aide : PLAII

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention Etat	72 000,00	6,82%
Surcharge foncière	17 666,84	1,67%
Conseil Général	0,00	0,00%
Subvention PEEC	24 000,00	2,27%
Subvention Autres	12 000,00	1,14%
<b>Sous-total Subventions</b>	<b>125 666,84</b>	<b>11,90%</b>
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC logement	551 406,00	52,21%
Prêt CDC foncier	295 935,00	28,02%
<b>Sous-total Prêts</b>	<b>847 341,00</b>	<b>80,23%</b>
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
Fonds propres	83 086,00	7,87%
<b>Sous-total Fonds Propres</b>	<b>83 086,00</b>	<b>7,87%</b>
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	<b>1 056 093,84</b>	

Aide : Totalisation

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention PEEC	80 000,00	2,30%
Subvention Etat	114 000,00	3,27%
Subvention Autres	40 000,00	1,15%
Conseil Général	90 000,00	2,58%
Surcharge foncière	60 000,00	1,72%
<b>Sous-total Subventions</b>	<b>384 000,00</b>	<b>11,02%</b>



<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC logement	1 819 470,00	52,20%
Prêt CDC foncier	1 005 000,00	28,83%
<b>Sous-total Prêts</b>	<b>2 824 470,00</b>	<b>81,04%</b>
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
Fonds propres	276 951,00	7,95%
<b>Sous-total Fonds Propres</b>	<b>276 951,00</b>	<b>7,95%</b>
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	<b>3 485 421,00</b>	<b>100,00%</b>
<b>Coût de l'opération / dépassement</b>	<b>3 485 421,00</b>	

## B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

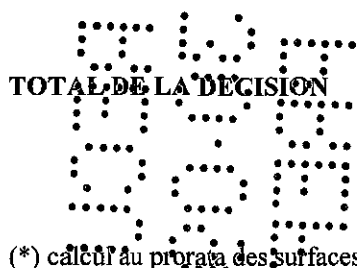
### I - Assiette de la subvention : 2 517 840,55 €

<b>Aide : PLUS</b>	<b>Nombre de logements</b>	<b>Surface utile</b>
Logements « Collectif »	14	1 082,60 m²
Logements « Individuel »		

<b>Totaux pour le financement des logements « PLUS »</b>	<b>14</b>	<b>1 082,60 m²</b>
Assiette *	:	1 776 469,10 €
Taux de subvention	:	2,36 %
<b>SUBVENTION</b>	:	<b>42 000,00 €</b>

<b>Aide : PLA-I</b>	<b>Nombre de logements</b>	<b>Surface utile</b>
Logements « Collectif »	6	451,80 m²
Logements « Individuel »		

<b>Totaux pour le financement des logements « PLA-I »</b>	<b>6</b>	<b>451,80 m²</b>
Assiette *	:	741 371,45 €
Taux de subvention	:	9,71 %
<b>SUBVENTION</b>	:	<b>72 000,00 €</b>



### TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 20	Surface utile :	1 534,40 m²
Assiette : 2 517 840,55 €	<b>SUBVENTION</b> :	<b>114 000,00 €</b>
	Taux moyen de subvention :	4,53 %

(\*) calcul au prorata des surfaces utiles.

<b>Surcharge foncière :</b>		
Surface utile totale	:	1 534,40 m²
Assiette de subvention	:	872 361,00 €
Taux de subvention	:	6,88 %
Montant de subvention	:	<b>60 000,00 €</b>

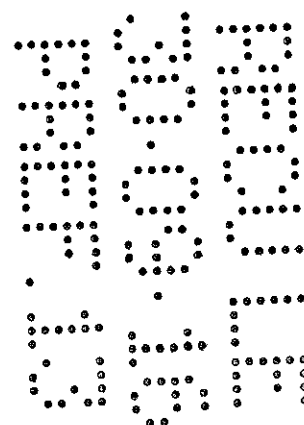
### TOTAL GENERAL DE LA DECISION

**SUBVENTION : 174 000,00 €**

### II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière HT	1 045 044,00 €
Coût du bâtiment ou des travaux	1 890 237,00 €
Prestations intellectuelles et frais	368 436,00 €
Prix de Revient H.T.	3 303 717,00 €
Montant de la TVA	181 704,00 €
Prix de revient TTC	3 485 421,00 €
Prix de revient au M <sup>2</sup> de surface utile (PR / SU)	2 271,52 €

Type d'opération :        Hors opération spécifique



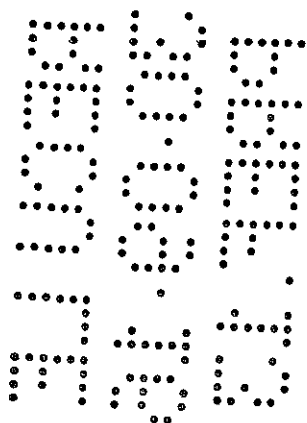
### C. PLAN DE FINANCEMENT DE LA SURCHARGE FONCIERE

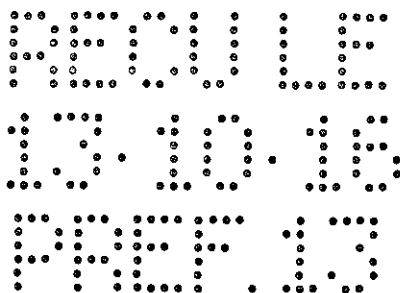
Aide : Surcharge foncière

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention Etat	60 000,00	6,88%
Conseil Général	90 000,00	10,32%
<b>Sous-total Subventions</b>	<b>150 000,00</b>	<b>17,19%</b>
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC foncier	722 361,00	82,81%
<b>Sous-total Prêts</b>	<b>722 361,00</b>	<b>82,81%</b>
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
<b>Sous-total Fonds Propres</b>		
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	<b>872 361,00</b>	<b>100,00%</b>
<b>Coût de l'opération / dépassement</b>	<b>872 361,00</b>	

### D. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION DE SURCHARGE FONCIERE

Valeurs foncières de référence * Surface Utile	230 160,00 €
Surface utile totale	1 534,40 m²
Dont SU Collectif	1 534,40
Dont SU Individuel	0,00
Charge foncière	1 045 044,00 €
Assiette de subvention (dépassement)	872 361,00 €
Taux de la subvention	6,88 %





Mandat spécial à Monsieur François BERNARDINI, Vice-Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, Président du Conseil de territoire Istres Ouest Provence pour se rendre au siège de la Société QUECHEN sise à Shanghai concernant un projet d'investissement sur le territoire de Fos-sur-Mer.

**VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Monsieur Jean-Claude GAUDIN, en qualité de Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;

**CONSIDÉRANT**

- Que la Métropole d'Aix-Marseille-Provence souhaite mettre en place une politique innovante de développement économique et favoriser l'implantation de projets pourvoyeurs d'emplois ;
- Que dans le cadre de son mandat de Vice-Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence et Président de Conseil de Territoire Istres Ouest Provence, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence entend missionner Monsieur François BERNARDINI afin qu'il puisse se rendre au siège de la société Quechen concernant un projet d'investissement sur le territoire de Fos-sur-Mer en concurrence avec d'autres villes européennes ;

**DECIDE**

**Article 1 :**

Mandat spécial est donné à Monsieur François BERNARDINI, Vice-président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, Président du Conseil de Territoire Istres Ouest Provence afin qu'il puisse se rendre au siège de la société Quechen concernant un projet d'investissement sur



RECUE

le territoire de Fos-sur-Mer en concurrence avec d'autres villes européennes du 15 au 18 octobre 2016 à Shanghai.

10.10.16

**Article 2 :**

09.10.16

Toutes les dépenses engagées par Monsieur François BERNARDINI, lors de l'exécution de ce mandat spécial seront remboursées sur la base d'état de frais réels et production des justificatifs correspondants.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, chapitre 65, nature 65312.

**Article 4 :**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 12 OCT. 2016

**Le Président,**

**Signé : Jean-Claude GAUDIN**



REUUE  
13.10.16  
PRES 13

Décision n° 16/261/D

Location des espaces du Palais du Pharo le 13/10/2016

**VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- L'élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin en qualité de Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, le 17 Mars 2016 ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président ;

**CONSIDÉRANT**

- Que la Métropole d'Aix-Marseille-Provence a besoin d'un lieu adéquat pour organiser le déjeuner préparatoire au Conseil Métropolitain

**DECIDE**


**Article 1 :**

Est approuvée une convention de mise à disposition le 13 octobre 2016 des espaces du Palais du Pharo, conclue avec la ville de Marseille aux prix de 1467.96 €

**Article 2 :**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est chargé l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le



Le Président,

Signé : Jean-Claude GAUDIN